

Défense en hausse à Tokyo

Le gouvernement japonais a adopté mercredi, avec force précautions oratoires et financières, un plan de dépenses militaires. Il paraît devoir bientôt sonner le glas du sacro-saint principe limitant depuis dix ans la part du budget des forces armées à 1 % du produit national.

A l'issue de multiples tractations, le premier ministre, M. Nakasone, depuis longtemps partisan d'un réarmement plus conforme à la puissance économique du « nouveau Japon » et à ses « responsabilités régionales », a en effet obtenu une solution de compromis qui sert son dessein. L'enveloppe accordée au plan quinquennal (1986-1990) des forces armées, encore pudiquement dites d'autodéfense, alors qu'elles sont parmi les dix plus puissantes au monde, représentera environ 76 milliards de dollars, soit 1,04 % du PNB en moyenne annuelle, à condition que les prévisions de croissance ne varient pas trop.

La présentation de la mesure, enrobée dans un plan de cinq ans, sent l'artifice sinon l'embaras. Mais elle permet dans un premier temps d'atténuer dans l'opinion et sur les bancs de l'opposition l'impact que ne peut manquer de susciter le renversement de l'un des grands tabous politiques de l'époque. Cela étant, et alors que le gouvernement continue paradoxalement à se réclamer de l'esprit d'interdit qu'il transgresse, M. Nakasone donne satisfaction à la fois aux conservateurs du Parti libéral démocrate, acquis au dépassement mais soucieux d'en éviter les fâcheux effets électoraux, et également à ses alliés américains.

Ces derniers, qui dépensent 6,6 % de leur produit national pour leurs forces armées, démontrent régulièrement l'insuffisance de l'effort militaire nippon, reprochant aux dirigeants de Tokyo d'accroître leur puissance économique et commerciale au détriment des États-Unis et de s'abriter aux moindres frais sous leur parapluie nucléaire. Le geste de M. Nakasone devrait être bien accueilli à Washington. On peut d'ailleurs penser qu'il vise notamment à désamorcer l'offensive protectionniste anti-japonaise qui se développe au Congrès.

Tant dans la forme que sur le fond, la décision de Tokyo apparaît pour le moment de portée limitée et plutôt conjoncturelle. On est encore loin des rêves de grandeur militaire de certains nationalistes, qui exigeraient une réforme constitutionnelle, une véritable indépendance militaire à l'égard de Washington et la possession de l'arme atomique. M. Nakasone le sait bien. Car, même dans le cadre de l'alliance avec les États-Unis et parfois à cause d'elle, les limites au réarmement du Japon et à la projection de la puissance au-delà du territoire national restent nombreuses, étroites et fort contraignantes.

Certes, puissance — économique, technologique et financière — oblige. Les voisins asiatiques ont dans l'ensemble de bonnes relations aujourd'hui avec Tokyo. Ils ne s'en alarment pas moins dès qu'un pas est fait dans le domaine militaire. Régulièrement, des rappels du passé ravivent les inquiétudes face à la remontée d'un militarisme japonais fondé sur la puissance économique.

Ainsi, le jour même où le gouvernement japonais franchissait en japonais le seuil du 1 %, à l'occasion de l'anniversaire, il y a plus de cinquante ans, du sanglant « incident de Mandchourie », plusieurs milliers d'étudiants manifestaient à Pékin contre le militarisme nippon.

(Lire nos informations page 6.)

L'AFFAIRE GREENPEACE

MM. Mitterrand et Fabius pressent M. Hernu d'établir la vérité

Au cours du conseil des ministres du mercredi 18 septembre, M. François Mitterrand a pressé M. Charles Hernu d'établir au plus vite la vérité dans l'affaire du « Rainbow Warrior ». Dans l'après-midi, le ministre de la défense a repris et complété sa déclaration de la

veille affirmant qu'aucun service de son ministère n'avait reçu l'ordre de commettre un attentat contre le « Rainbow Warrior » et qu'il n'existait pas en Nouvelle-Zélande de troisième équipe de la DGSE. « Si l'on m'a déso-

lément, ou si l'on m'a menti », ajoutait ce pendant M. Hernu, « je demanderai au gouvernement d'en tirer les conséquences. » Dans son numéro mis en vente vendredi 20 septembre, « l'Express » apporte des précisions qui renforcent les informations publiées par « le Monde ».

« Je veux savoir »

« Je veux savoir ! » Il serait en effet, plus de deux mois après l'attentat contre le « Rainbow Warrior », que l'on sache, ou que l'on ne sache plus, ici ou là, d'ignorer. « Je veux savoir ! » c'est ce qu'a fermement demandé M. Mitterrand, à l'adresse de M. Hernu, mercredi 18 septembre, au cours du conseil des ministres. Devant des ministres perplexes, profondément troublés pour la plupart par une affaire dont les conséquences politiques sont désormais imprévisibles, le président a fait une mise au point on ne peut plus nette : ou le président de l'État ne pouvait, a-t-il dit, justifier une opération à ce point absurde.

Cette impatience présidentielle est — c'est le moins que l'on puisse dire — partagée par le premier ministre. M. Fabius a donc fait savoir sans ménagement à son ministre de la défense que la lecture dont il fait preuve dans

l'enquête qu'il a été chargé de diligenter sur les services secrets est condamnable. Résultat, pour le moment, de l'admission : RAS. M. Fabius a donc dit, en substance, à M. Hernu : soit vous avez une responsabilité dans l'affaire, et c'est inadmissible, soit vous n'en avez pas, et cet aveu d'impuissance vous condamne.

« Tout peut arriver », commentait, résigné, un ministre à la sortie du conseil. Tout, d'exagération : ne serait-ce que parce qu'il est maintenant établi que le président a été mis devant le fait accompli. Ce qui peut arriver, en revanche, tant qu'on puisse le déceler aujourd'hui, revêt trois aspects : une crise gouvernementale, un discrédit supplémentaire pour le pouvoir, un recul de l'idée même de cohabitation.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

De nouveaux éléments

La version officielle dans l'affaire Greenpeace n'est plus crédible. Pourtant, les révélations du Monde, assurément l'inverse sur la foi de sources concordantes, se renforcent et se précisent. Notre confrère l'Express, dans son édition en vente le vendredi 20 septembre, révèle l'affectation et la nature de la troisième équipe de la DGSE, directement responsable de l'attentat. Il s'agit, assure l'hebdomadaire, d'un capitaine et d'un sergent-chef du Centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto (Corse). La localisation de ces deux nageurs de combat, dont nous avions révélé l'existence dans l'opération, est recoupée après de nos informateurs. A tel point que leur identité paraît être, désormais, un secret bien mal gardé. Ces révélations, émaillées dans l'enquête de l'Express par des ombreux détails inédits, sont complètes à Auckland par les investigations de la presse. Selon le New Zealand Herald, le commandant Louis-

Pierre Dillais, patron des nageurs de combat de la DGSE à Aspretto et membre de son service « action », se trouvait à Auckland entre le 4 et le 10 juillet, date de l'attentat. Responsable de toute l'opération, qui, outre le capitaine Dominique Prieur, impliquait six membres de son unité (le commandant Mafart, les trois de l'Ouvéa, les deux nageurs auteurs de l'attentat), il aurait rencontré sur place l'équipage du volier.

Devant ces révélations, les responsables ne peuvent plus s'en tenir à des dénégations sans clarifier les invraisemblances de la thèse officielle (une simple « mission de renseignement »). Ils ne peuvent plus faire comme s'ils ne savaient pas. Mais ils ne peuvent s'en prendre simplement à des lampistes, les agents de la DGSE qui, disciplinés dans cette affaire, ont obéi à des ordres.

BERTRAND LE GENDRE et EDWY PLENEL.

(Lire nos informations pages 8 et 10.)

MOINS DE DÉPENSES ET MOINS D'IMPOTS

Un budget qui calme le jeu

Si chaque année au mois de septembre, des millions de Français attendent avec crainte et impatience que soient connues les grandes lignes du prochain budget de l'État, c'est bien pour savoir si leurs impôts seront augmentés, si de nouvelles taxes seront perçues sur l'essence, le tabac, l'alcool, si la vignette auto sera majorée. De ce point de vue, l'exercice 1986 qui a été approuvé mercredi 18 septembre le gouvernement ne bouleversera personne.

Non seulement, l'impôt sur le revenu n'augmentera pas l'année prochaine, mais il diminuera. La nouvelle était connue depuis un an. M. Fabius l'avait annoncée le 5 septembre 1984 au cours de l'émission télévisée « L'heure de vérité », puis de nouveau le 10 janvier dernier au cours d'un colloque avec des chefs d'entreprise (« Forum de l'Expansion »), tandis que M. Bérégovoy, qui déteste qu'on le devance dans l'annonce des bonnes nouvelles, faisait savoir que la réduction

d'impôt de 3 % annoncée par le premier ministre ne bénéficierait pas seulement aux revenus élevés soumis à la surtaxe progressive mais à tous les contribuables sans exception.

Si l'on met à part la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués — décision elle aussi connue depuis deux mois — le projet de budget apparaît remarquablement sage, certains diront « remarquablement » terme. On ne trouve même pas, comme l'année dernière avec le téléphone et l'essence, quelques taxes surprises destinées à récupérer une partie des abandons d'impôts consentis par le gouvernement sur ordre du président de la République, celui-ci entendait faire baisser les prélèvements obligatoires, qui effectivement ont dû reculer, cette année, d'un peu moins d'un point. C'est avec beaucoup de difficultés que la Rue de Rivoli aura fait passer une augmentation des taxes sur le fuel lourd et le gaz industriel, qui rapportera quelque 2 milliards de francs au budget l'an prochain... sans peser sur l'indice des prix.

Des taxes qui paieront les entreprises en 1986 et que les conseillers de M. Mitterrand ont longtemps hésité à accepter dans la crainte de voir comme l'année dernière l'ensemble du projet de budget mal accueilli par l'opinion publique. On se souvient des réactions de la presse et du « moins d'impôts, plus de taxes » qui avait tant irrité l'Elysée...

Sans surprise et sans grand intérêt pour sa partie fiscale, le projet de budget 1986 sera en revanche cité dans les cours de Sciences Po pour l'extrême sévérité avec laquelle auront été traitées les dépenses publiques.

Il y a un an, le projet de budget 1985 prévoyait une progression des dépenses de 5,9 %. Ce chiffre avait surpris pour deux raisons. La première était qu'il venait après des augmentations dépassant couramment 10 % : on avait même des pourcentages de 25 % en mémoire pour 1975 (la relance Chirac) et de 27,5 % pour 1982 (la relance Mauroy-Delors-Fabius).

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 28.)

Italo Calvino est mort

Un subtil équilibre entre Voltaire et Leibniz

par UMBERTO ECO

L'écrivain italien Italo Calvino est mort dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 septembre à l'hôpital de Sienne, à la suite d'une hémorragie cérébrale. Il était âgé de soixante-deux ans.

Quand le Baron perché fut publié, nous comprîmes — nous qui avions dix ans de moins que Calvino — que nous tenions en lui l'écrivain de notre génération. Plus tard, quand je fis sa connaissance, son sourire était et goguenard, sa façon de parler en baissant les yeux pour dissimuler des éclats d'ironie, seraient pu me donner le change. Mais à lire ses *Journées d'un scrutateur*, je compris que l'auteur, si proche de l'esprit des encyclopédistes, venait de donner dans ce petit livre l'un des textes de plus haute et plus

grande religiosité que j'aie jamais rencontrés.

C'était l'histoire d'un homme de gauche chargé du dépouillement d'un bureau de vote situé dans la Cottolengo, l'immense hôpital-asil où l'Eglise phrygienne recueille les abandonnés, les monstres, les éclopés et les incurables que refusent les autres institutions charitables. Le héros du récit éprouve d'abord l'imitation du laïque qui voit exploiter, à des fins électorales, ces pauvres diables incapables de comprendre ou de décider, guidés vers l'espoir — bien évidemment au profit du parti catholique par ces mêmes religieux qui, chaque jour, nettoient leur bave et leurs excréments.

Pourtant, tout au long de la journée, il réfléchit sur le mal, sur la douleur, sur la charité, et il se demande avec quelque perplexité si

ces étranges électeurs ne sont pas, précisément, en train de payer leur dette envers les seuls êtres qui se soient souciés d'eux. Textes dont la veine métaphysique se retrouvera, dans les œuvres suivantes, d'inspiration plus surréaliste, par exemple dans les *Cosmicomiche*.

Mais je ne veux pas parler de Calvino écrivain : tout le monde va le faire ces jours-ci. Je veux parler de l'homme qui fréquentait les musiciens d'avant-garde, Berio, Madama, Boulez ; de l'homme qui avec Elio Vittorini préparait les numéros de la revue *Manabò* en tant qu'instaurateur un dialogue entre le néoréalisme de la gauche traditionnelle et les courants nouveaux de la littérature expérimentale : du Calvino attentif, respectueux et curieux à l'égard de ceux-là même qu'il n'approuvait pas.

(Lire la suite page 25.)

Tahar Ben Jelloun



L'enfant de sable

Conte philosophique, roman, incantation, poème de l'amour fon et du désir, critique de la morale traditionnelle, *L'enfant de sable* nous rappelle aussi le commencement de toute littérature, qui est l'ivresse de la parole. Borges aimerait entendre ce conte.

J.-M. Le Clézio / Le Monde (79 F)

S E U I L

Le Monde

DES LIVRES

Anne Bragance
François-Olivier Rousseau
Julien Green
et le feuilleton
de Bertrand Poirot-Delpech
(Pages 17 à 24)

Débats : Jeunes et tiers-monde (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 à 10) • Société (12-14) • Culture (25-26) • Économie (28 à 39) • Carnet (114-15) • Informations Services (15) • Programmes des spectacles (26-27) • Communication (16) • Radio-télévision (27) • Annonces classées (16)

débats

LES JEUNES ET LE TIERS-MONDE

« Nord-Sud 85. Salut les jeunes ! » A l'initiative du ministère des relations extérieures (coopération et développement) et en collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG), une grande manifestation se déroulera les 21 et 22 septembre sur le site de la Défense. Créations culturelles de jeunes d'Etats du Sud, échanges et rencontres avec des jeunes du Nord, fourniront l'essentiel des programmes. Christian Nucci explique le sens de cette initiative. « Visiter le tiers-monde, certes, mais quel tiers-monde ? » demande de son côté Ezzedine Mestiri.

Une fête du dialogue et de l'amitié

Les jeunes deviennent les grands éducateurs dans un monde où éclatent les carcans traditionnels

par CHRISTIAN NUCCI (*)

Le monde en crise peut-il réussir sa formidable mutation sans les jeunes ? Ces jeunes souvent ignorés ou méprisés sont les éléments moteurs du changement économique et social. Les pays industrialisés ont-ils assez de ressources pour maîtriser la complexité des problèmes du développement ? Autant de questions qui génèrent à la fois angoisse et espoir.

Dans quinze ans, près de 50 % de la population mondiale auront moins de 25 ans. Dans les pays du Sud, les jeunes représentent deux tiers de la population du continent. Ces chiffres illustrent les enjeux pour les pays du Sud à la fin du siècle : besoin de vivre, de s'épanouir, de se former, exigence d'un emploi, droit de participation aux décisions.

La tâche est immense et les ressources à mobiliser considérables. Dans un monde où s'entrechoquent toutes les valeurs, où tous les carcans traditionnels éclatent les uns après les autres, où les valeurs sont prises dans une espèce de mouvement perpétuel, les jeunes deviennent les grands éducateurs. Songez seulement pour les pays industrialisés à la pénétration de

l'informatique dans les foyers, des produits de consommation dans les familles ; l'ordinateur et l'audiovisuel pouvaient-ils ainsi envahir les marchés sans ce vecteur qu'est la jeunesse ?

Le discours pour la jeunesse n'est jamais vraiment pertinent. Les jeunes en sont conscients. En un mot, il n'appartient à personne de parler au nom des jeunes ; ces jeunes s'expriment par eux-mêmes, découvrent peu à peu l'expérience de la vie, les bornes du rêve, les limites d'un espace et d'un temps par nature finis.

Progressivement, les jeunes s'identifient aux problèmes du développement. Ils en font une motivation essentielle.

Un sondage récent (1) organisé parmi les 15-20 ans en témoigne : la façon élogieuse : 54 % des jeunes interrogés citent la faim, en priorité, comme menace pesant sur le monde, le racisme venant en seconde position avec 35 %.

Si les jeunes se sentent concernés par les drames du sous-dévelop-

pement, tous ne réagissent pas de la même manière : élan du cœur tout d'abord devant les images spectaculaires véhiculées par les médias ; réflexion ensuite, liée à une meilleure information sur les problèmes économiques mondiaux ; volonté d'action enfin à travers un engagement personnel. Cette jeunesse accusée de légèreté et d'irresponsabilité conjugue peut-être inconsciemment le cœur et la raison, les sentiments et la rigueur, la générosité et la motivation.

Les récentes initiatives du Band Aid ou des Chanteurs Sans Frontière en constituent une excellente illustration : ces élan de solidarité et de générosité ont permis une prise de conscience du cheminement, qui va de l'aide d'urgence à l'aide au développement en passant par la responsabilisation des partenaires. Il a fallu du temps pour que se comprenne l'importance de cette aide au développement à moyen terme.

(*) Ministre délégué à la Coopération et au développement.

Partout en France des jeunes s'engagent, s'interrogent et s'engagent dans les actions les plus diverses :

- que ce soit à l'école, au collège, sur les terrains de sport, au lycée avec les projets d'action éducative axés sur le développement notamment ;
- que ce soit plus tard, par la vie associative (2), avec l'éducation populaire, les actions militantes, le soutien à des projets de développement ;
- que ce soit par cet engagement complet que constitue l'action sur le terrain des volontaires civils, coopérants techniques, ou ceux susceptibles de mettre une réelle technicité au service du développement.

Pas de recette miracle

Mais aller « là-bas » n'est pas la recette miracle. Si les diverses formes de volontariat, les échanges de jeunes, les voyages sont des aspects de la solidarité, c'est plus encore par l'engagement personnel ici en France, dans sa vie de jeune et de citoyen, que chacun peut apporter sa contribution à l'édification d'un monde plus équitable.

Le rôle des jeunes est également déterminant dans le domaine culturel, dans la confrontation des cultures, dans la compréhension entre les peuples, dans le dialogue et leur enrichissement mutuel, qui peut conduire de l'Inde aux Beatles, de l'Afrique à Julien Clerc, de Manu Dibango à Jacques Higelin, du reggae au rap. Ainsi s'ébauche ce nouvel ordre culturel placé sous le signe du respect de la différence et de la découverte perpétuelle où nul ne saurait se prétendre le sous-développé de l'autre.

« Être jeune, disait Thomas Mann, c'est être spontané, rester proche des sources de la vie, pouvoir se dresser et secouer les chaînes d'une civilisation périmée, oser ce que d'autres n'ont pas eu le courage d'entreprendre... en somme, se replonger dans l'élémentaire ».

C'est pour qu'ils puissent exprimer cet enthousiasme que des jeunes du Sud et du Nord pourront se retrouver les 21 et 22 septembre à la Défense, autour de « Nord-Sud 85, Salut les Jeunes », grande fête du dialogue et de l'amitié.

(1) Institut Louis Harris/Actual Développement - 19-25 juin 1985. Ce sondage est publié par la revue Actual Développement dans son numéro de septembre.

(2) De nombreuses associations offrent aux jeunes des cadres d'action dans le domaine de la solidarité internationale. Elles sont répertoriées dans la brochure Le Tiers-Monde que faire ?

Greenpeace et l'opinion publique

L'atmosphère de l'opinion publique française à l'égard de l'offensive Greenpeace est un fait incontestable. L'opinion publique a été mise en évidence (le Monde) pour le 10 septembre. Nos concitoyens paraissent se désintéresser de leur avenir, se contentant de s'en remettre à l'autorité de l'Etat. Cette apparente démission ne serait-elle pas liée à une contradiction entre la volonté « post-gaullienne » d'une France se présentant encore « grande nation » et son effacement dans le monde actuel où le pouvoir n'appartient plus qu'à quelques grandes puissances telles que les Etats-Unis ou la Russie ? Consciemment ou inconsciemment, la société française reste démotivée face au pouvoir facile d'un Etat qui s'efforce de jouer à la « pouille nucléaire » se gonflant de façon dérisoire devant quelques « gros bonnets nucléaires ». Notre opinion publique ne peut reprendre vie qu'à la mesure d'une grande nation, celle d'une Europe unie politiquement et démocratiquement. A quand les Etats-Unis d'Europe ?

BERNARD PIERQUIN, professeur à l'Université Val de Marne.

Implacable dossier ?

Un récent débat à la télévision consacré à la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki a dressé le dossier du pour et du contre de la décision du président Truman qui devait raser ces deux villes et exterminer leurs habitants.

Il nous a semblé y relever une lacune par l'absence de mention d'une conséquence qui devait avoir une importance décisive sur l'évolution des rapports internationaux : l'apparition de la dissuasion et de l'instantanéité du désastre que serait un conflit nucléaire.

Sans cette révélation, les hommes politiques, les militaires et, plus important encore, les peuples auraient-ils compris ce que les scientifiques avaient appréhendé : la discontinuité introduite dans les perspectives d'avenir de l'humanité ?

Qui peut dire si, sans cette prise de conscience universelle du caractère peut-être mortel pour l'homme, en tout cas pour ses civilisations, du péril désormais suspendu sur nos têtes, les tensions qui existent dans le monde d'aujourd'hui n'auraient pas provoqué la troisième guerre mondiale avec l'emploi de milliers d'armes nucléaires plus puissantes que celles de 1945.

Dirigeons et dirigés, pour la première fois, ont compris, non pas tant le crime qu'est une guerre, beaucoup l'ont toujours su, mais l'absurdité d'un conflit auquel les moyens employés étaient toute rationalité.

Aussi, nous tous, les rescapés de la guerre qui n'a pas eu lieu, devons-nous souhaiter que les victimes d'Hiroshima et de Nagasaki, ceux qui pleurent leurs morts et ceux qui

ont survécu, torturés dans leur chair, infirmes ou invalides à jamais, comprennent que leur calvaire n'a pas été inutile s'il a contribué à sauver l'espèce humaine de la folie meurtrière dont elle a fait une partie de son histoire.

FRANÇOIS DE ROSE, ambassadeur de France.

Selon que vous serez puissant...

D'un côté, un cultivateur, responsable de l'accident de la RN 20, ignorant des règlements que personne ne respecte habituellement et sans formation au sujet de la « sécurité », bref, ni plus ni moins responsable que tous les chauffeurs qui causent des accidents et qui restent libres. Il est inculpé ET incarcéré.

De l'autre côté, un spécialiste parfaitement éduqué et formé à la sécurité, né en fonction de ses responsabilités, où retraité à cause de la fatigue et de l'attention qu'exige son travail, qui commet une grave erreur aux conséquences dramatiques (il s'agit du conducteur de train). Il est inculpé mais non incarcéré.

Pourquoi la prison pour le premier et pas pour le second ? Il faut dire que le cheminot est puissamment syndiqué. Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de Dieu...

Une remarque : il n'a pas été question du rôle de l'alcool dans ces divers accidents de chemin de fer. Une alcoolémie a-t-elle été pratiquée ?

FRANÇOIS BLAVIGNAC (Paris).

DERVY LIVRES

Collection "Les Guides de la Tradition"

JACQUES D'ARES et les collaborateurs d'Atlantis

VEZELAY et Saint Bernard

"Le message symbolique et initiatique de la basilique enfin découvert et la double personnalité insolite du moine de Clairvaux mise en lumière."

1 vol. 125 F

Catalogue sur demande - 26, rue Vauquelin 75005 Paris

« LA BIRMANIE, OU LA QUÊTE DE L'UNITÉ » de Pierre Fistié

A contre-courant

CETTE étude de la Birmanie post-coloniale, rédigée par l'un des meilleurs spécialistes de l'Asie du Sud-Est, est un ouvrage fondamental sur l'un des pays les plus fermés et les moins connus de la région.

Concise entre l'Inde et le Bangladesh, à l'ouest, la Chine, le Laos et la Thaïlande, à l'est, cette ancienne colonie britannique, aujourd'hui peuplée de 40 millions d'habitants, donne l'impression, depuis son indépendance en 1948, de s'être repliée sur elle-même pour tenter de régler, sans grand succès, le problème de sa unité. Birmanes et Arakanais, majoritaires, n'ont jamais pu imposer leur loi — faute de compromis durables — aux peuples installés à la périphérie de la vallée et du delta de l'Irrawaddy — Shans, Kachins, Karens... Les rébellions ethniques n'ont jamais été maîtrisées. Rangoon, où M. Ne Win a régné sans partage pendant près d'un quart de siècle, a également été aux prises avec une insurrection communiste.

Dans cette thèse publiée par l'Ecole française d'Extrême-Orient, Paris 1983. Dépôt légal : 11 rue Saint-Sulpice, Paris 6, 460 pages, 150 F.

J.-C. POMONTI.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontana, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile, MM. André Fontana, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wout.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 782 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE 384 F 772 F 1 044 F 1 388 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provinciaux (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres prospectus en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 F. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 85 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 95 p. ; Japon, 200 ¥ ; Libye, 0,300 LI ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 205 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,60 F. ; Yémen, 100 rial.

صك: من الأصل

étranger

LES AFFAIRES D'ESPIONNAGE EN EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : M^{me} Thatcher met fin à la « partie de ping-pong » avec Moscou

La Grande-Bretagne a décidé de ne pas répliquer cette fois à l'expulsion, par l'URSS de six ressortissants britanniques supplémentaires (nos éditions datées du 19 septembre). Londres met ainsi un terme à la « partie de ping-pong » déclenchée par sa propre décision d'expulser un premier lot de vingt-cinq Soviétiques dénoncés par un transfuge du KGB, mais refuse de considérer que cette affaire se termine par une victoire « psychologique » pour l'URSS.

M^{me} Thatcher, qui s'attendait visiblement à la réaction soviétique, a déclaré, aussitôt après avoir été informée des nouvelles expulsions (dans un avion qui la menait du Caire à Louxor) : « Cette affaire a montré le mauvais visage de l'Union

soviétique. Ils ont été pris la main dans le sac et ils sont maintenant rouges de honte. (...) Nous avons éliminé le centre nerveux de leurs opérations de subversion et d'espionnage, et ne répondons donc pas à leurs expulsions totalement injustifiées. (...) Je dois essayer de tirer un trait ».

De la même manière, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a rejeté sur l'URSS « l'entière responsabilité de ce lamentable épisode », tout en exprimant l'espoir que les autorités soviétiques « auront retenu cette leçon », et qu'il sera possible « d'améliorer les relations anglo-soviétiques, ce qui a été et demeure l'objectif ultime du gouvernement britannique ».

De notre correspondant

Moscou. — La Rolls Royce de Sir Bryan Cartledge, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, stationnait de nouveau mercredi 18 septembre devant le MID (ministère soviétique des affaires étrangères). Elle n'y est restée que vingt minutes, le temps pour M. Vladimir Soslov, chef de la deuxième direction européenne du MID, de remettre à Sir Bryan la liste des six ressortissants britanniques supplémentaires que l'URSS a décidé d'expulser. Il s'agit de l'attaché culturel, M. Ian Sloane, de l'attaché de l'air adjoint, le commandant Robert Hooper, de deux sous-officiers appartenant à la mission militaire, d'un agent de service, ainsi que d'un journaliste de l'agence Reuter, M. Martin Nesirky.

Les Soviétiques ont donc riposté « œil pour œil, dent pour dent » aux six nouvelles expulsions annoncées lundi par Londres, comme ils l'avaient fait pour les vingt-cinq précédentes qui avaient ouvert les hostilités le 12 septembre. En une semaine le décompte des deux côtés est strictement identique : trente et un Soviétiques contre trente et un Britanniques. M^{me} Thatcher ayant déclaré mercredi au Caire qu'elle en restait là, cette partie de bras de fer se termine apparemment sur un match nul.

Mais, du point de vue de Moscou, M. Gorbatchev a remporté la victoire psychologique. Il a montré qu'il ne cédait pas, même quand il était dans son tort (les Soviétiques expulsés ont été identifiés comme des espions) et qu'il était capable de tenir la dragée haute à la « dame de

fer ». Celle-ci a annoncé la première qu'elle arrêterait les frais. Après avoir lancé un défi, Londres a soutenu publiquement l'impasse. Cette attitude sera nécessairement interprétée, ici, comme un moyen de faiblesse et comme une justification a posteriori de la fermeté soviétique.

« Les temps ont changé depuis 1971 », remarquait mardi, goguenard, un haut responsable du MID, devant un interlocuteur britannique auquel il laissait pressentir les représailles annoncées le lendemain. En 1971, Londres avait expulsé cent huit Soviétiques. Après deux semaines d'hésitations, Leonid Brejnev avait répliqué en demandant le départ de dix-huit Britanniques. Le message est clair : malgré les sourires, M. Gorbatchev se veut moins passif et ballotté par les événements que son prédécesseur.

Le nouveau dirigeant soviétique crée en même temps un précédent. Il laisse prévoir qu'il ripostera désormais sévèrement à toute expulsion décidée par un pays occidental. Face au KGB et au MID, deux institutions secourues par de nombreux et spectaculaires passages à l'Ouest ces dernières années, le secrétaire général a, d'autre part, montré qu'il ne vacillait pas.

Les véritables perdants dans ce chassé-croisé sont les six journalistes britanniques, dont un responsable soviétique reconnaissait en privé qu'ils n'avaient rien à se reprocher malgré les accusations d'espionnage qui ont été portées contre eux « pour la forme » et « par souci de symétrie ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

Finlande

Les « eurocommunistes » lancent un ultimatum à la fraction prosoviétique du PC

Le président finlandais, M. Mauno Koivisto, est arrivé mercredi 18 septembre à Moscou pour y effectuer sa première visite officielle depuis son élection en 1982. Il devait être reçu jeudi par M. Mikhaïl Gorbatchev. Les discussions devaient porter essentiellement sur les relations économiques entre les deux pays. L'URSS est le premier partenaire commercial de la Finlande et les échanges soviéto-finlandais totalisent 6 millions de dollars par an. Cette visite survient au moment où la crise s'accroît entre la fraction prosoviétique et la direction « eurocommuniste » du Parti communiste finlandais.

De notre correspondant

Stockholm. — Les huit districts régionaux du Parti communiste finlandais (FKP) contrôlés par la minorité orthodoxe ont un délai de trois semaines pour dire si oui ou non ils s'engagent à cesser définitivement leurs activités fractionnelles, et à respecter tant les statuts que les résolutions des congrès et du comité central du PC. Les réponses à ce nouvel ultimatum devront parvenir à la direction avant le 7 octobre et seront examinées quelques jours plus tard, sans doute le 13, par les organes dirigeants du parti.

Le conflit idéologique entre tenants d'une ligne traditionnelle, alignée sur Moscou, et partisans d'un communisme aux couleurs de la Finlande dure depuis bientôt vingt ans, mais la scission paraît cette fois inévitable. Pour l'heure, rien ne permet de croire en effet que les minoritaires soient prêts à faire amende honorable et à arrêter notamment la publication du journal *Tiedonantaja*, qui critique systématiquement les orientations « eurocommunistes » de la majorité du parti. Le président du FKP, M. Arvo Aalto, a souligné la semaine dernière, à l'issue d'une réunion du comité central, que les huit districts se situeraient automatiquement « en dehors du parti » s'ils refusaient de rentrer dans le rang. En d'autres termes, ils endosseraient entièrement la responsabilité de la rupture.

Pour la forme sans doute — car les chances de réconciliation paraissent minces — M. Aalto ne ferme pas complètement la porte au dialogue. Il propose une négociation séparée avec chaque section minoritaire avant la date fatidique. Son objectif, depuis le XX^e congrès de 1984 et le

congrès extraordinaire de l'année suivante, est de rétablir la discipline au sein du parti, afin que celui-ci n'abandonne pas, une fois encore, divisé les élections législatives de 1987.

Mise en garde de Moscou

Les dirigeants communistes finlandais ne semblent pas particulièrement impressionnés par la mise en garde qui leur a été adressée par le comité central du PC d'URSS. Celui-ci, dans une lettre au parti frère datée du 10 septembre, écrit qu'une cassure du PC finlandais pourrait avoir une incidence négative sur les relations d'amitié et de coopération soviéto-finlandaises. Elle affaiblirait « les forces démocratiques qui constituent la base de la politique étrangère du président Mauno Koivisto », avec pour conséquence un renforcement de la droite.

Les Soviétiques défendent la thèse des minoritaires et déplorent l'intention de M. Aalto et de ses amis de « réduire de moitié environ les effectifs du FKP sans avoir fait le moindre effort pour discuter ouvertement des divergences de vues idéologiques qui sont la cause fondamentale de la crise du FKP ». En outre, ils observent que « la politique de l'Union soviétique et la réalité socialiste sont de plus en plus souvent critiquées et même volontairement déformées dans la presse communiste finlandaise contrôlée par les dirigeants du FKP, qui permet à certains de diffuser l'URSS et même d'écrire qu'une rupture des relations avec le Parti communiste soviétique serait souhaitable et favoriserait le travail du FKP ».

ALAIN DEBOVE.

RFA : le ministre de l'intérieur à nouveau sur la sellette

De notre correspondant

Bonn. — La fuite des époux Willner en Allemagne de l'Est a-t-elle été rendue possible par des négligences au niveau du ministère de l'intérieur ? Le Bundesverfassungsschutz, l'office fédéral chargé du contre-espionnage en RFA, avait informé son ministère de tutelle, le 17 mai dernier, de soupçons pesant contre la secrétaire de la chancellerie et son mari, demandant l'autorisation de faire placer le couple sur écoute téléphonique. Mais cette demande a été repoussée à plusieurs reprises par les responsables du ministère, qui avaient alors estimé que les éléments de preuve n'étaient pas suffisants pour justifier le déclenchement de la procédure parlementaire nécessaire pour autoriser de telles écoutes.

Il aura fallu attendre la confirmation de la défection de Hans-Joachim Tiedge, responsable du contre-espionnage face à la RDA, pour que le cas soit pris plus au sérieux, le chancelier Kohl ayant été finalement informé directement, le 28 août dernier, par le nouveau secrétaire d'Etat à l'intérieur,

M. Hans Neusel. Ces révélations, confirmées dans leur détail par M. Neusel lui-même au cours d'une conférence de presse, mercredi 18 septembre à Bonn, placent, à nouveau, le ministre de l'intérieur, M. Zimmermann, sur la sellette. Déjà mis en cause dans l'affaire Tiedge par les sociaux-démocrates, qui lui avaient reproché de ne pas avoir pris suffisamment au sérieux son rôle de contrôle sur les services de contre-espionnage, M. Zimmermann avait alors bénéficié de la solidarité gouvernementale, et l'affaire avait été enterrée.

La colère de M. Strauss

Les nouveaux reproches qui lui sont adressés sont, cette fois, beaucoup plus circonstanciés. On ne peut s'empêcher d'y voir une revanche du Bundesverfassungsschutz, qui avait porté le chapeau dans l'affaire Tiedge. Son ancien collègue, M. Hollenbroich, avait dû assumer seul la responsabilité d'une « fausse d'appréciation » et avait été démis de ses nouvelles fonctions de chef du Bundesnachrichtendienst, l'équivalent de la DGSE.

La marge de manœuvre du chancelier est cependant limitée par le délicat équilibre de sa coalition. Homme-clé de M. Franz-Joseph Strauss, le président du Parti social-chrétien de Bavière, au sein du gouvernement, M. Zimmermann est pratiquement intouchable, à moins d'un remaniement ministériel qui poserait d'immenses problèmes au chancelier. M. Strauss, qui avait fait patte de velours depuis quelques mois, vient de démontrer à nouveau, à propos de la politique du gouvernement à l'égard de l'Afrique du Sud, qu'il n'avait aucune intention de rester passif. Les quatre ministres de la CSU se sont désolidarisés ouvertement mercredi, au cours du conseil des ministres, des sanctions décidées une semaine auparavant contre Pretoria, sur proposition du ministre des affaires étrangères, M. H.-D. Genscher, en conformité avec la résolution du conseil des ministres de la CEE. Dans sa plus violente attaque à ce jour contre M. Genscher, le ministre-président de Bavière, a estimé, mercredi, que la limite de ses capacités de compromis étaient atteintes.

HENRI DE BRESSON.

GRÈCE : un officier et deux civils accusés de travailler pour l'URSS

Un officier de marine, le lieutenant de vaisseau Vassilis Stéphanos, et deux civils, Nicolas Papioulis, directeur d'une entreprise électronique, et Michel Megalokonomos, employé d'une filiale d'ITT, ont été arrêtés à Athènes pour « espionnage et violation de secrets » au profit de l'URSS.

Ces arrestations ont été annoncées mercredi 18 septembre par un communiqué du ministre adjoint de l'ordre public, M. Thanassos Tsouras. Elles sont consécutives au passage à l'Ouest du premier secrétaire de l'ambassade d'URSS en Grèce, Sergueï Bokhaev, le 25 mai 1985. Ce dernier, réfugié aux Etats-Unis, aurait informé les services secrets américains des agissements de certains officiers de la marine nationale hellénique et de civils travaillant pour l'état-major. Les services secrets américains auraient ensuite transmis l'information au gouvernement grec.

Cette nouvelle affaire d'espionnage survient alors qu'un grave malaise secoue les milieux de la presse et du monde politique après l'arrestation de trois Grecs soupçonnés de terrorisme, dont un journaliste de télévision, M. Damos Krystallis. Ce dernier était un informateur rémunéré de la police et des services de renseignement (KYP), avec pour

mission d'espionner les journalistes de la chaîne ERT 2. A son domicile, les enquêteurs ont saisi des explosifs et des documents concernant l'assassinat, en mars 1983, du propriétaire du journal de droite *Vradyni*, Giorgios Athanassiadis. Ce meurtre faisait partie d'une série, commencée en 1975 avec l'assassinat du chef de la CIA à Athènes, Richard Welch. Ces actions avaient été revendiquées par une mystérieuse organisation « 17 Novembre », avec laquelle Damos Krystallis entretenait une correspondance, selon le ministre adjoint de l'ordre public, M. Tsouras. — (AFP).

Roumanie

NOUVELLE DÉMARCHÉ FRANÇAISE EN FAVEUR DE JULIA JERCAN

L'ambassadeur de France à Bucarest est à nouveau intervenu ces jours derniers auprès du ministre roumain des affaires étrangères, M. Stefan Andrei, à propos d'une jeune Roumaine, M^{me} Julia Jercan, qui cherche depuis des années à obtenir l'autorisation d'expulser un ressortissant français. Selon ce dernier, M. Pierre Blondeau, directeur adjoint d'un collège de la région parisienne, le ministre roumain a répondu que cette affaire était strictement du ressort des autorités roumaines. Lui-même avait pourtant donné, en avril 1983, à M. Claude Cheysson, alors ministre des relations extérieures, l'assurance formelle que le cas de M^{me} Jercan serait réglé favorablement.

La jeune femme a entrepris le 2 septembre une nouvelle grève de la faim, et, selon M. Blondeau, son téléphone est coupé depuis le 7 septembre. En juillet 1983, elle avait observé une première grève de la faim, interrompue à la demande de son fiancé et sur les conseils du Quai d'Orsay. Cette fois encore, les diplomates français ont apparemment essayé de dissuader la jeune femme d'entreprendre une nouvelle action de ce type, mais ils ont cependant « bon espoir » qu'elle finira par obtenir satisfaction.

Selon M. Blondeau, sa fiancé avait refusé, en échange d'une autorisation de mariage, de collaborer avec les services secrets roumains, ce qui expliquerait le rejet systématique de toutes ses demandes.

AMÉRIQUES

Pérou

Deux généraux ont été destitués pour violation des droits de l'homme dans une zone en état d'urgence

De notre correspondante

Lima. - Le général Jarama, commandant en chef de la zone en état d'urgence du centre du pays, et le général Wilfredo Mori, responsable politico-militaire de l'un des secteurs de cette région, ont été destitués sur ordre de M. Alan Garcia le mardi 17 septembre. Ils avaient tous deux été, dans la matinée, devant une commission des droits de l'homme du Congrès, toute responsabilité dans le massacre de paysans du département d'Ayacucho (le Monde du 18 septembre). Mais le haut commandement de l'armée, chargé d'une enquête par le chef de l'Etat, en a jugé différemment.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la nomination du général Luis Abram Cerverino comme commandant en chef du haut état-major des forces armées en remplacement du général Enrico, destitué la veille, M. Alan Garcia a affirmé que le gouvernement serait « inflexible » pour punir les militaires coupables de violations des droits de l'homme dans la lutte contre la subversion du Sentier lumineux. Il a dénoncé le « laxisme » du gouvernement de M. Belaunde Terry qui a fermé les yeux sur les excès commis par les forces de l'ordre dans les départements en état d'urgence.

M. Garcia avait rappelé pendant sa campagne électorale qu'il ne tolérerait ni la violence aveugle des insurgés du Sentier lumineux ni celle des forces de l'ordre chargées de pacifier le pays. La semaine dernière, on découvrait une fosse commune contenant sept cadavres à Pucayacu, près de Huanta, dans le département d'Ayacucho. Deux jours plus tard, les survivants d'un massacre au cours duquel soixante-neuf paysans avaient péri ont raconté les faits devant une commission du Congrès.

M. Garcia a alors lancé un véritable ultimatum aux chefs de l'armée, leur donnant soixante-douze heures pour fournir des explications satisfaisantes sur ces « bavures » commises par des militaires. De nouveaux témoignages fournis par un parlementaire de la Gauche ont été diffusés par la télévision péruvienne et ont encore renforcé les soupçons qui pesaient sur les militaires. Le général Abram a alors reconnu les faits et admis la responsabilité directe d'un sous-lieutenant qui avait dans un premier temps nié toute implication dans les massacres.

Le sous-lieutenant a été déferé à la justice. Le chef de l'Etat a ajouté que les excès commis par certains militaires ne devaient pas entacher la réputation des forces armées en général.

NICOLE BONNET.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

• LA COB ORGANISE UNE GRÈVE DE LA FAIM. - La Centrale ouvrière bolivienne (COB) a décidé d'organiser « une grève nationale de la faim », qui s'ajoute à la grève générale qui dure depuis quinze jours, a annoncé mercredi 18 septembre le secrétaire général de la confédération syndicale, M. Walter Delgado. D'autre part, la Confédération syndicale unitaire des travailleurs-paysans de Bolivie (CSUTCB), dirigée par M. Genaro Flores, va, de son côté, entreprendre de bloquer les routes. - (AFP.)

Costa-Rica

• DÉCOUVERTE DU CORPS DÉCAPITÉ D'UN ANCIEN MINISTRE PANAMÉEN. - Le cadavre décapité de l'ancien ministre adjoint panaméen de la Santé, M. Hugo Spadafora, a été découvert samedi 14 septembre au Costa-Rica, près de la frontière avec le Panama, ont annoncé mardi les autorités judiciaires costariciennes. Son corps portait des traces de torture, selon ses parents, qui ont précisé qu'il s'était rendu vendredi au Panama, venant du Costa-Rica, et avait été arrêté par des militaires panaméens à 40 kilomètres de la frontière. La victime, âgée de

DIPLOMATIE

LA VISITE DU CHEF DE L'ETAT ARGENTIN

MM. Mitterrand et Alfonsín ont des vues communes sur l'endettement du tiers-monde

M. François Mitterrand a accueilli, mercredi 18 septembre, le président de la République argentine, M. Raul Alfonsín, en souhaitant la bienvenue à « l'homme qui a su réconcilier l'Argentine avec elle-même et lui redonner son rang sur la scène internationale ». « Nous sommes la défenseur de la liberté et des droits de l'homme, le patriote épris de paix et de progrès », a-t-il ajouté. M. Alfonsín a déclaré, pour sa part, qu'en arrivant en France il avait « l'impression d'être sur une terre familière ». « Nous connaissons la ferme volonté de la France de mettre en marche les mécanismes de coopération qui permettent aux peuples en développement l'accès à la science et à la technologie moderne », a conclu le président argentin.

Au cours de leur premier entretien en tête à tête, les deux chefs d'Etat ont constaté une approche commune de la question de la réorganisation de l'économie mondiale et de l'endettement du tiers-monde. A sa sortie de l'Elysée, après une conversation d'une heure qu'il a qualifiée d'« excellente », le président Alfonsín s'est félicité de « la position tout à fait correcte » de son

interlocuteur en ce qui concerne la dette extérieure. M. Mitterrand, a-t-il ajouté, « m'a confirmé sa décision de s'employer à dégelier l'attitude des pays les plus développés dans leur approche de cette question ».

De son côté, le porte-parole du président français, M. Michel Vauzelle, a souligné qu'il y a « accord » concernant « ce que devrait être la réorganisation de l'économie mondiale ». Lors du toast prononcé à l'issue du dîner qu'il a offert à l'Elysée au président Alfonsín, M. Mitterrand s'est déclaré disposé à prendre une initiative en vue d'une réunion des dirigeants des pays les plus riches d'Est et d'Ouest et des représentants des pays les plus pauvres du tiers-monde « qui permettra d'arrêter un plan concret contre la famine ». Les deux chefs d'Etat, a encore indiqué M. Vauzelle, ont également abordé la coopération technologique, et en particulier le rôle de la France dans le projet Eurêka « avec l'intérêt que cela peut représenter pour un pays comme l'Argentine ».

L'entretien avec M. Kinnock

A propos des Malouines, le président Alfonsín s'est déclaré « très heureux d'entendre le président Mitterrand parler de la nécessité d'arriver à une solution négociée pour résoudre le problème entre la Grande-Bretagne et l'Argentine ». Cette question de l'archipel a d'ailleurs été l'objet d'un entretien « d'une exceptionnelle importance » selon les Argentins - entre M. Alfonsín et le chef du Parti travailliste britannique, M. Neil Kinnock, qui se trouve à Paris pour des conversations avec le Parti socialiste.

Au terme d'une rencontre de plus d'une heure à l'Hôtel Bristol, les deux hommes ont publié un communiqué commun dans lequel ils souli-

gnent la nécessité de préserver le mode de vie actuel des habitants de l'archipel et de « rétablir les relations diplomatiques et commerciales entre l'Argentine et le Royaume-Uni ». M. Kinnock a insisté sur l'importance de prendre en compte les intérêts des habitants des îles, et M. Alfonsín a souligné l'ampleur des droits garantis par la Constitution démocratique argentine, a ajouté le communiqué.

M. Kinnock a, d'autre part, indiqué que les négociations « très longues » devaient porter « sur tous les aspects du problème », sans toute-

fois prononcer le mot de souveraineté. « L'Argentine est revenue à la démocratie, et les Malouines coûtent 1,6 million de livres par jour à la Grande-Bretagne », a déclaré le chef du Parti travailliste pour justifier l'ouverture de négociations.

Ce jeudi, le président argentin devait rencontrer M. Laurent Fabius et le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, les projets de coopération économique étant abordés lors du dîner offert à M. Alfonsín à la chambre de commerce et d'industrie.

Les bons points de Renault en Argentine

Avec Renault-Argentine, l'une de ses principales filiales étrangères (derrière l'Espagne, les Etats-Unis et la Belgique), la Régie (dont le président, M. Bossa, rencontre ce jeudi M. Alfonsín) occupe la place de premier constructeur automobile en Argentine. Malgré les hauts et les bas de ce marché dû à l'environnement économique - les ventes de voitures ont chuté de 250 000 unités en 1980 à 115 000 en 1982, avant de remonter à 136 000 en 1984 - Renault a vu sa part progresser régulièrement. Le constructeur nationalisé français a représenté 31,6 % du marché argentin en 1984, contre seulement 23 % en 1980. Il est vrai que depuis cette époque, nombre de constructeurs ont, devant la crise de leur secteur, abandonné leurs implantations industrielles, et par voie de conséquence, leur présence commerciale puisque le pays est pratiquement fermé aux importations (2 % du marché). Seuls restent présents Fiat (14,2 % du marché en 1984) et Peugeot (13,8 %), montés dans la même usine, Volkswagen (16,4 %), qui a racheté les in-

stallations de Chrysler, et Ford (21,8 %).

Les récentes mesures d'austérité économique prises par le gouvernement argentin ont de nouveau entraîné une baisse du marché automobile sur les sept premiers mois de 1985 (- 15 %). Renault maintient cependant mieux sa position que les autres constructeurs puisque sa pénétration augmente (35,9 %). La Régie serait d'ailleurs bien mal venue de se plaindre d'une filiale qui lui a rapporté 555 millions de francs de bénéfices en 1984 pour un chiffre d'affaires de 3,925 milliards de francs.

Renault a d'ailleurs consacré d'importants investissements à sa filiale argentine (8 000 salariés avec les filiales de Renault-Argentine) avec 33 millions de dollars en 1984 et 55,4 en 1985, notamment pour l'édification de la R-11 l'année dernière et du Trafic à la fin de cette année, qui viennent ainsi s'ajouter au montage des R-4, R-4 fourgonnette, R-12 berline et break, R-18 berline et break, et Fuego.

C. B.

SOUTIEN A LA RÉSISTANCE IRANIENNE

par 100 présidents et députés des Parlements de 35 pays du monde

A la Conférence interparlementaire, soutenant le plan de paix du dirigeant de la Résistance iranienne, M. MASSOUD RADJAVI (plan de paix du CNR), et se référant à la liste de plus de dix mille victimes publiée par l'Organisation des Modjahédines du Peuple d'Iran, plus de cent présidents et députés des Parlements du monde représentant trente-cinq pays ont demandé aux Parlements et gouvernements du monde entier de soutenir les efforts du peuple iranien pour la paix et la liberté.

- ALLEMAGNE (RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE)**
Adolf Spies Van Billefeld, Frk.
- AUSTRALIE**
Kerry Silver, sénateur ; Peter Baldwin.
- BELGIQUE**
Jean Kervens, vice-président du Sénat ; Emile Cellerier, sénateur, membre du conseil interparlementaire ; Roland Gillet, sénateur, vice-président du groupe.
- BRÉSIL**
João Lino, sénateur ; Edison Lobato ; Ubaldino Barreto ; Ouzias Arraiza ; Ruben Figueira.
- CANADA**
Eymour Carlin, sénateur.
- CAP VERT**
Francisco Moreira Correia, premier secrétaire du président de l'Assemblée nationale populaire, membre du conseil interparlementaire ; José Gomes da Silva, deuxième secrétaire du président de l'Assemblée nationale populaire.
- CHYPRE**
Andreas Mathiopoulos ; Yikimakis Omerov ; Ioannis Matsis.
- COLOMBIE**
César Pérez García, chef de la délégation, vice-président de la Chambre des représentants ; Andrés Angulo, sénateur ; Ernesto Lasso ; Julio Cesar Guerra ; Hugo Castro ; Hernando Velaz, secrétaire de la délégation.
- CORÉE (RÉPUBLIQUE DU SUD)**
Joy-Moon Chang, membre du conseil interparlementaire.
- COSTA RICA**
Guillermo Vargas, chef de la délégation, président de l'Assemblée législative ; Julio Jordano del Barco ; Jorge Monge ; Rogelio Carazo.
- DANEMARK**
Mrs. Birthe Hansen.
- EQUATEUR**
Leonardo Escobar, chef de la délégation ; Álvaro Perez.
- ESPAGNE**
José Miguel Bravo de Laguna Bermudez, sénateur ; Luis Fernandez-Madrid ; Modesto Fraile Fojas, membre du conseil interparlementaire.
- GRANDE-BRETAGNE**
Donald Anderson ; Laurie Parvitt ; Gordon Bagley.
- GUINÉE ÉQUATORIALE**
Francisco Boddies Ngolo, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation, président de la Chambre des représentants du peuple ; Eloy Eto Nye Mbongo, ministre d'Etat auprès de la Présidence, chargé des relations avec la Chambre des représentants du peuple et des affaires juridiques.
- HAÏTI**
Hippolyte Theriault, vice-président de la Chambre législative, chef de la délégation ; Arnold Penestor ; Wilson Premier ; Clotilde Jeanm.
- IRLANDE**
Michael Bell.
- ISLANDE**
Frédrik Sophusson, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation ; Einar Arnald, membre du conseil interparlementaire ; Thorarinn Sigurjónsson.

Appel contre la guerre et la répression, pour la paix et la liberté en Iran

Nous, soussignés, parlementaires du monde entier, profitons de l'occasion offerte par la tenue de la 74^e conférence de l'Union interparlementaire à Ottawa et, nous appuyant sur notre foi envers le droit de vie pour tout être humain et en la coexistence pacifique des nations du monde, demandons aux gouvernements, aux Parlements et aux organisations internationales d'entretenir des efforts ininterrompus pour mettre un terme à la guerre Iran-Irak qui dure depuis cinq ans.

1. Au cours de ces dernières années il a été prouvé qu'une paix pouvant sauver la vie de milliers d'êtres humains est accessible. Divers plans de paix ont été présentés par M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, par la conférence islamique, par le Mouvement des non-alignés et par M. Massoud Radjavi, dirigeant de la résistance iranienne (plan de paix de mars 1983 du Conseil national de la Résistance) s'appuyant sur une paix basée sur l'annonce d'un cessez-le-feu immédiat, le retrait des forces armées des deux pays jusqu'aux frontières reconnues officiellement avant la guerre et l'échange des prisonniers de guerre sous l'observation du Conseil de l'Europe (voir la Déclaration écrite n° 123 du 31 janvier 1983) et par le Parlement européen (voir le document B2-527/83 du 11 juin 1983).

2. Compte tenu des revendications du peuple iranien, c'est-à-dire l'instauration des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans ce pays, nous désapprouvons les violations des droits de l'homme en Iran qui ont jusqu'ici entraîné des milliers d'exécutions dont une liste de 10 300 victimes a été publiée.

Notre engagement à soutenir les droits de l'homme, la paix et la démocratie nous amène à insister sur la nécessité pour les Parlements et les gouvernements du monde entier de soutenir les efforts pacifiques et les efforts pour la liberté du peuple iranien, et de réprocher la persistance du régime iranien à poursuivre la guerre.

- ITALIE**
Karl Mittermaier, sénateur ; Lucio Saporito, sénateur ; Angelo Cresco ; Giovanni Giannino ; Antonio Guerra.
- JORDANIE**
Abd Al-Fayez, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation, président de la Chambre des députés ; Walid Salah, membre du conseil interparlementaire, sénateur ; Tharhan Hindawi, sénateur ; Fouad Karaki ; Salim Qadhi ; Edward Khamis ; Maher Irshid.
- LUXEMBOURG**
Léon Bollenderff, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation, président de la Chambre des députés ; Carlo Meis, membre du conseil interparlementaire, vice-président de la Chambre des députés.
- MALAWI**
Nelson P.W. Khosha, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation, président de l'Assemblée nationale.
- MAROC**
Ahmed Ballal, premier vice-président de la Chambre des représentants ; Ahmed Louki, membre de la Chambre des représentants, président de la commission des Affaires étrangères, de la coopération frontalière, territoriale occupée et défense nationale ; Essad Amekraz ; Ahmed Kadiri ; Mohammed El Yazidi ; Mohammed Jalel Essad.
- NEPAL**
Tanka Prasad Dhakal.
- NORVÈGE**
Oddbjørn Langlo, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation ; Osmund Farnes, membre du conseil interparlementaire ; Mrs Gunnar Schjelder ; Sverre Holstad.
- PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE**
Alaka Del.
- PAYS-BAS**
Mrs G.M.P. Carvillan ; Mrs Ann C.V. Grooten-Van der Kallen ; Mrs L. Hans-Berger ; J.C. Van der Ploeg ; W.A. De Vries.
- PÉROU**
Guillermo Larco, sénateur.
- PORTUGAL**
Raul Rego, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation ; Cédric Rodrigues, membre du conseil interparlementaire ; José Luis Nogueira de Brito ; Luis Salas.
- SINGAPOUR**
Eag Seng Tay, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation, ministre d'Etat, ministre de l'Éducation, ministre des communications et de l'information.
- SRI LANKA**
Anil Kumar Moolanigala.
- SUÈDE**
Mrs Kerstin Andersson.
- SUISSE**
Théo Fischer, membre du conseil interparlementaire, chef de la délégation ; Heinrich Ott, membre du conseil interparlementaire ; Walter Bied ; Mrs Heidi Desays ; Marco André Homard ; Mrs Josef Meier.
- URUGUAY**
Jorge Batlle, sénateur ; Carlos Rodríguez Larrea ; Yussuf Fan.
- VENEZUELA**
Abdon Vivas-Teran, membre du conseil interparlementaire ; Orlando Fernandez ; Juvenio Fajardo ; Pedro Fajardo.

GOUPIL G4

MAINTENANT C'EST EVIDENT

Le groupe français SMT constate aujourd'hui le succès éclatant de sa nouvelle gamme G4, totalement compatible et surpuissante, orientée réseaux de communication et besoins des grandes entreprises. ■

COMPATIBILITÉ ET PERFORMANCES: MAINTENANT C'EST L'IDÉAL

Les avis sont aujourd'hui unanimes:

plus performant et plus rapide, c'est très difficile: le Goupil G4 laisse loin derrière lui les principaux PC du marché, tous les logiciels standard fonctionnant de deux à cinq fois plus vite sur G4 que sur un simple PC; plus compatible, c'est encore plus difficile aujourd'hui, tant sur le plan du hardware que du software, tous les tests spécialisés l'ont démontré clairement; plus attirant et plus "classe", c'est là tout à fait impossible: le design du G4 est indiscuté et a déjà été primé pour ses qualités ergonomiques et esthétiques.

Il semble donc qu'avec la gamme Goupil G4, les managers d'aujourd'hui trouvent les produits professionnels, performants et sûrs, dont ils pourront être parfaitement satisfaits pendant de longues années. ■

LA CONVIVIALITÉ: UN AVANTAGE DÉCISIF.

Super-machine, le Goupil G4 est équipé en standard de l'intégrateur graphique Windows (Microsoft ©) et devient ainsi, immédiatement, le compatible le plus convivial. C'est en effet le 9 mai dernier, au cours d'une réunion au Pré Catelan, que Bill Gates et Claude Perdrillat, Présidents de Microsoft et de Goupil, ont signé l'accord (le 1^{er} au niveau mondial) visant à offrir Windows avec chaque G4. Cet avantage significatif marque, de la part du groupe SMT, la volonté de faciliter l'approche des grands produits bureautiques et aussi, comme le précise François Baeza, Directeur des Ventes France, "celle de préparer les futurs marchés de la formation où l'entreprise investit depuis plusieurs années". Une telle orientation est en effet complétée par un effort tout particulier dans le domaine des logiciels éducatifs avec les meilleurs systèmes d'EAO du marché actuel.

Marquant ainsi sa compétence dans ce domaine et l'importance de sa collaboration avec les équipes de Microsoft, il apporte à ses grands clients une solution sûre pour le court et le moyen terme. ■

CONNEXION AUX GRANDS SITES: SANS SURPRISE

En tout état de cause, la communication d'entreprise reste l'axe stratégique privilégié du groupe qui propose de nombreuses solutions professionnelles dans les domaines des microserveurs vidéotex (en liaison avec la société Méta-Vidéotex) et du télétext. En outre, la SMT et ses équipes Télécommunications offrent toutes les solutions constructeur de connexion, directe ou en grappe, aux grands sites:

VIP 7700, Questar, BSC 2780 et 3270, SNA 3270 et 5251, DSA et X25... SMT et Goupil, maintenant, c'est évident. ■

SICOB Stand 3-A n° 3100

RÉSEAUX LOCAUX: SÉCURITÉ ET AVANCE TECHNOLOGIQUE

"MS/net (Microsoft ©) est aujourd'hui le standard mondial de réseau local pour micro-ordinateurs, aime à répéter Jean-François Vaysses, Directeur du Développement du groupe SMT, et c'est pourquoi nous l'avons retenu et que nous l'installons depuis mars 1985."

Le groupe SMT a été en effet le second constructeur mondial à proposer MS/net au travers de son réseau GOUPILnet (jusqu'à 64 G8PC ou G4 compatibles sur une paire torsadée de 1200 mètres). ■

LES SERVICES: AUJOURD'HUI, C'EST GOUPIL

La formation de l'utilisateur, l'installation du matériel, la capacité de proposer non seulement tous les grands logiciels standard mais encore des programmes spécifiques, une gamme complète de contrats d'entretien de 24 à 72 heures sur l'ensemble du territoire, une large équipe technique centrale et une "hot-line" à toute heure disponible, autant d'éléments essentiels d'une vraie politique constructeur au service de ses clients. Autant d'éléments sur lesquels la SMT et ses filiales travaillent depuis des années et qui expliquent aussi leur réussite d'aujourd'hui.

GOUPIL

SMT-GOUPIL
3, rue des Archives 94000 Créteil
Tél: (1) 399.15.15
Télex 262043 F



PROCHE-ORIENT

Israël

Dix pour cent des citoyens se partagent quarante pour cent du revenu national

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël, société égalitaire, modèle de justice sociale : ce cliché, qui entretient une certaine réalité, relève aujourd'hui du mythe. A bien des égards, l'Etat hébreu est, en termes relatifs, plus inégalitaire que la plupart des pays occidentaux. Cela vient d'être confirmé par une enquête du Centre d'études de la politique sociale, organisme indépendant basé à Jérusalem.

Ce rapport, le premier du genre en Israël, examine la distribution des revenus des ménages — juifs et arabes — et leur contribution à l'impôt. Il s'intéresse à la quasi-totalité de la population active, salariés et travailleurs indépendants, mais ne prend pas en compte les inégalités de richesse et de capital. Ses conclusions suffiraient pourtant à faire se retourner dans leurs tombes les pionniers du sionisme révolutionnaire, adeptes d'un socialisme utopique. Elles attestent que le fossé se creuse sans cesse entre une minorité de privilégiés et la masse des Israéliens, laquelle est soumise, de surcroît, à un strict régime d'austérité.

Les 10 % d'Israéliens les plus riches, indique cette étude, se partagent 40 % du revenu national (contre 30 % aux Etats-Unis). Le club des « très riches » (1 % de la population) reçoit 12 % de la totalité des revenus nets d'impôt (contre 8 % en Europe et 10 % aux Etats-Unis). A eux seuls, ces quelques milliers d'Israéliens gagnent presque

autant que la moitié des ménages les plus pauvres. Au bas de l'échelle, 30 % des familles recueillent à peine plus que les miettes du gâteau (4 % du revenu global).

Le clivage est particulièrement net entre salariés et travailleurs indépendants. Ces derniers représentent environ un quart de la population active. Ils sont en majorité hommes d'affaires, industriels et commerçants. Les salariés ont un revenu annuel moyen de 7 800 dollars, les indépendants reçoivent près du double (13 000 dollars). Autre distorsion, aux dépens des femmes celle-ci : trois sur dix travaillent mais procurent moins de 15 % des revenus familiaux. Les plus riches sont plus nombreuses à travailler. Les « doubles salaires » en haut de l'échelle contribuent ainsi à aggraver les inégalités.

Pas de quotient familial

Les Israéliens sont l'un des peuples les plus taxés du monde. Mais l'impôt sur le revenu, très progressif, se veut un instrument de justice sociale. Les 20 % de citoyens les plus pauvres ne paient pas un seul shekel à l'Etat. Les 10 % suivants lui versent seulement 1 % de leurs revenus fiscaux.

Pourtant, l'impôt ne joue qu'imparfaitement son rôle, car on ignore ici le « quotient familial ». En conséquence, un célibataire et un père de cinq enfants paieront, à salaire égal, le même impôt. En outre, l'évasion

fiscale, légale ou non, profite aux riches. Les 10 % d'Israéliens les plus aisés, qui devraient en théorie payer 45 % de l'impôt, n'en versent que 34 %.

Certes, l'Etat hébreu s'efforce depuis toujours de réduire les injustices grâce à une politique sociale généreuse : prestations familiales conséquentes, éducation et santé quasi gratuites, prêts aux logements bon marché. Il n'empêche que l'éventail des revenus s'élargit constamment. Cette évolution est due en partie au caractère « dualiste » d'une économie où coexistent un secteur moderne à fort taux de profit — informatique, agriculture de pointe, banques — et un secteur « arriéré », qui travaille à perte et n'a survécu qu'à coups de subventions « anti-chômage ».

Les inégalités ont, bien sûr, toujours existé en Israël. Ceux qui, par exemple, avaient pu acheter des terres avant la naissance de l'Etat étaient très privilégiés dès les années 50 par rapport aux immigrants, qui arrivaient alors (souvent démunis et illettrés) du monde arabe. L'instruction obligatoire, note M. Yoram Gabay, l'un des auteurs de l'étude, a naturellement élevé le niveau d'éducation de chacun. Mais, après deux générations, l'écart est resté pour l'essentiel le même entre les plus favorisés et les autres.

L'hyperinflation qui frappe Israël est un autre facteur d'inégalité. Elle rogne sans pitié le pouvoir d'achat des salariés, tandis que les riches ont les moyens de ruser avec elle... ou d'investir à l'étranger. Enfin, de l'aveu des enquêteurs, la réalité est sans doute encore plus « inégalitaire » que ne le suggère leur rapport, car celui-ci ignore la principale distorsion déjouant des disparités de capital. « Les vrais riches », remarque M. Gabay, n'apparaissent pas dans notre étude. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Egypte

Le président Mubarak va tenter de convaincre les Américains d'accepter le dialogue avec les modérés de l'OLP

De notre correspondant

Le Caire. — Le président égyptien Hosni Mubarak entame, ce jeudi 19 septembre, une tournée à l'étranger qui doit le mener au Portugal, en Espagne, au siège des Nations unies à New-York, à Washington et à Paris. Le chef de l'Etat égyptien, qui doit prononcer un discours devant la quarantième Assemblée générale de l'ONU, est accompagné de son ministre des affaires étrangères et vice-président du cabinet, M. Essam Abdel Moqit, du ministre de l'Economie, M. Sultan Abou Ali, et du directeur de son bureau pour les affaires politiques, M. Oussama El Baz.

Le soutien européen

M. Mubarak va surtout tenter de relancer le processus de paix au Proche-Orient après le semi-échec de la mission de l'envoyé spécial américain dans la région, M. Richard Murphy. Ces jours derniers, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, et le roi Hussein de Jordanie ont fait deux brèves visites au Caire pour mettre au point avec le chef de l'Etat égyptien une ligne commune avant le début de cette offensive diplomatique. Menée non seulement en direction des Etats-Unis, mais aussi de la Communauté européenne. En moins de dix jours, M. Mubarak a reçu au Caire le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, le premier ministre britannique, M. Thatcher, et le chef du gouvernement italien, M. Bettino Craxi.

Le soutien de l'Europe occidentale est acquis à l'Egypte sur la question, jugée ici essentielle, de la participation de modérés de l'OLP à la délégation jordanienne.

Liban

Le rôle de la Syrie a été déterminant dans la libération du pasteur Benjamin Weir

De notre correspondant

Beyrouth. — C'est complètement en marge du Liban, de ses autorités et même de ses seigneurs de la guerre, que l'otage américain Benjamin Weir, pasteur presbytérien enlevé le 8 mai 1984 à Beyrouth-Ouest, où il vivait depuis trente-cinq ans, a été libéré.

Le secret sur les circonstances de sa libération a été maintenu par Washington, qui a seulement confirmé le fait, précisant que le pasteur Weir se trouvait depuis samedi dernier aux Etats-Unis. Le Jihad islamique, auteur de l'enlèvement, avait annoncé depuis trois jours qu'il avait relâché cet otage-là. L'organisation intégriste chiite liée à l'Iran détient encore la plupart des douze autres étrangers disparus au

Liban à des dates diverses en 1984 et 1985 : six Américains, quatre Français, un Britannique et, tout récemment encore, un Italien.

Le rôle de la Syrie a été déterminant dans cette affaire — le secrétaire d'Etat-major adjoint américain, M. Murphy, l'a souligné — tout comme il l'avait été dans l'évasion — qui semble avoir été une libération camouflée, — d'un autre otage américain, M. Jeremy Levin, le 14 février 1985. Les Etats-Unis espèrent que Damas parviendra à faire relâcher les six otages américains restants et éventuellement tous les Occidentaux.

Quant aux deux otages français, MM. Michel Seurat et Jean-Paul Kaufmann, dont l'enlèvement n'a pas été revendiqué par le Jihad islamique et dont on espérait que le cas serait dissocié de celui des autres

palestiniens qui doit mener des entretiens avec Washington. Cette participation de membres de l'OLP est la pierre d'achoppement de toutes les tentatives pour mettre au point des conversations. M. Mubarak va tenter de convaincre les interlocuteurs américains de la nécessité de progresser sur la voie d'un règlement négocié « pour éviter que la région ne sombre dans la violence et le terrorisme ».

Dans le domaine économique, l'Egypte rencontre des difficultés croissantes depuis la chute, il y a deux ans, de ses revenus en devises étrangères. Cette situation tient à la baisse des prix du pétrole, principal produit d'exportation, au déficit de la balance touristique (les Egyptiens dépensent à l'étranger plus que ne le font officiellement les touristes chez eux) et à la réduction des envois de fonds par les travailleurs égyptiens dans les pays pétroliers. Les subventions (2 milliards de livres) (1), les salaires (3,6 milliards), les pensions (800 millions) et le remboursement de la dette extérieure (2 milliards de livres) représentent les deux tiers du budget. La marge de manœuvre du Caire est donc restreinte. L'afflux de devises et de prêts étrangers est indispensable au développement de l'économie et à la réalisation des immenses travaux d'infrastructure engagés au cours des quatre dernières années (électricité, égouts, téléphone, etc.). Le président Mubarak ne manquera pas de souligner la récente et relative amélioration en ce qui concerne le remboursement de la dette militaire à ses principaux fournisseurs d'armes : Washington et Paris.

ALEXANDRE BUCCIANI.

(1) Une livre égyptienne = 7 F environ sur le marché libre.

ASIE

Chine

MANIFESTATION ANTI-JAPONAISE A PÉKIN

(De notre correspondant.)

Pékin. — Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté contre le Japon, mercredi 18 septembre, à l'intérieur de l'université de Pékin. Certains ont ensuite allé déposer une gerbe devant le monument des Héros du peuple, sur la place Tiananmen, en clamant des slogans violemment anti-japonais. Organisée par l'association des étudiants de Beida (l'université de Pékin), avec la participation « volontaire » d'étudiants venus d'autres universités, cette manifestation commémorait l'incident de 18 septembre 1931, ou incident de Moukden, qui marqua le début de l'invasion de la Chine par l'armée japonaise.

Une chose est de commémorer les dates marquantes de la dernière guerre, comme ce fut le cas ici cet été, par des manifestations officielles dépourvues de passion. Une autre est de descendre dans la rue — surtout dans un Etat aussi policé que la Chine — et de crier des slogans à proximité de l'endroit où se réunissait la conférence nationale du PCC. D'autant que ces slogans étaient virevoltants : « A bas le militarisme japonais », « A bas Nakasone », « Opposons-nous vigoureusement à la seconde invasion (économique) », « N'oublions jamais l'humiliation nationale », ou appelaient au boycott des produits nippons.

Le sentiment anti-japonais demeure latent au sein de la population chinoise, qui n'a pas oublié les atrocités de l'occupation, comme le sac de Nankin (Nanjing), qui firent des millions de morts, même si nombre de jeunes sont en même temps fascinés par la technologie nipponne, comme leurs aînés le furent au début du siècle par les progrès de l'ère Meiji. Combien de Chinois nous ont dit avoir perdu un ou plusieurs parents, des frères fusillés avant l'adolescence, des sœurs, des cousines ou des frères mariés par ceux que l'on appelle encore parfois les « nains japonais ». Les Chinois, s'ils pardonnent, n'oublient pas, comme en témoignent l'ouverture récente d'un musée des atrocités japonaises ou les protestations après la visite de M. Nakasone au mausolée des morts nippons de la seconde guerre mondiale. Ce ressentiment ne date pas d'hier.

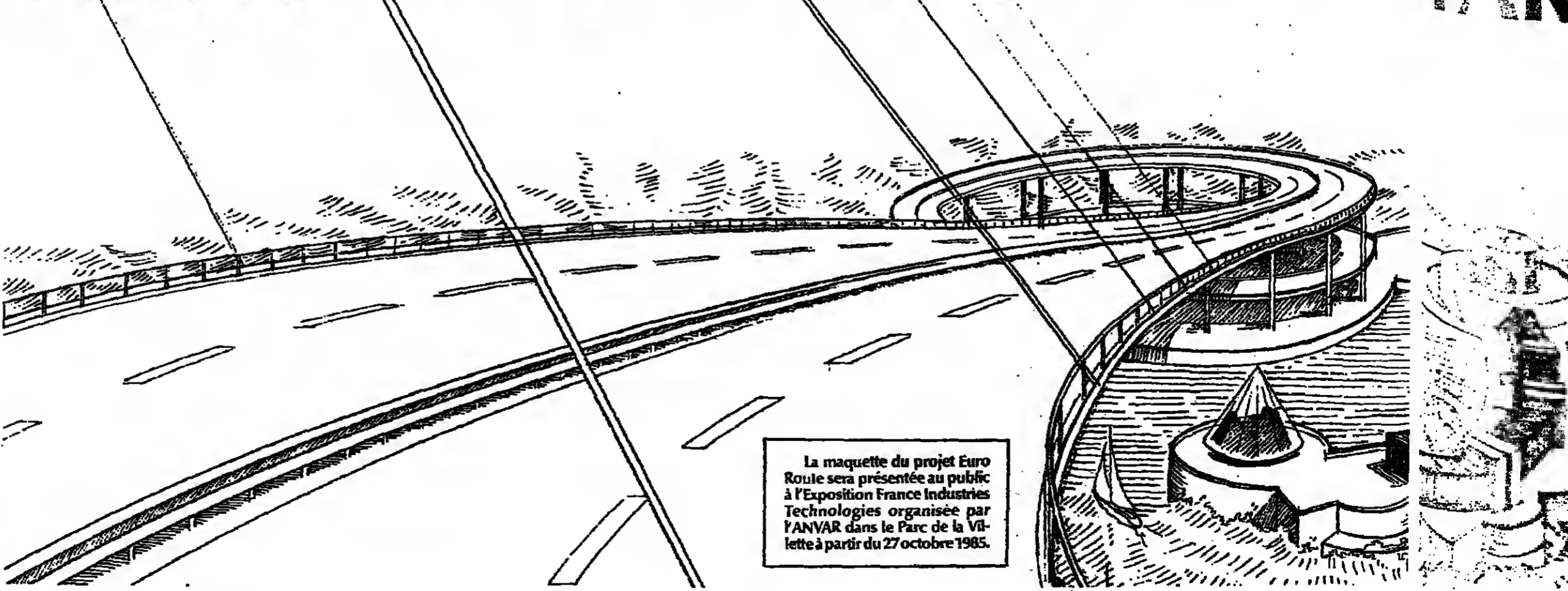
La rencontre organisée à Beida était le fait d'une association officielle. Même s'il y a eu « débordement », les autorités chinoises pourraient tirer avantage de cette protestation pour influencer Tokyo.

P. de B.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
LOISIRS

FRANCE-ANGLETERRE EN 30 mn PAR



La maquette du projet Euro Route sera présentée au public à l'Exposition France Industries Technologies organisée par l'ANVAR dans le Parc de la Villette à partir du 27 octobre 1985.

هكذا من المأمل

ASIE

Chine

La conférence nationale du PC poursuit la tâche « historique » de rajeunissement des cadres

De notre correspondant

Pékin. - La conférence nationale du PC chinois, qui s'est ouverte mercredi 18 septembre en présence de neuf cent trente-trois délégués, et sous la présidence des cinq membres du comité permanent du Politburo : MM. Hu Yaobang, secrétaire général ; Deng Xiaoping ; Zhao Ziyang, premier ministre ; Li Xiangshan, chef de l'Etat, et Chen Yun, poursuit la tâche « historique » de rajeunissement des cadres.

Dans son discours d'ouverture, M. Hu a insisté sur l'importance des « questions d'organisation », en clair sur la rajeunissement des organes dirigeants par la mise à la retraite des « cadres vétérans » et la promotion de « personnes capables et politiquement intégrées ». Il a ainsi annoncé un élargissement du comité central par l'entrée de cinquante-six nouveaux membres et de trente-quatre suppléants - choisis par le comité central et élus par la conférence - qui remplaceront les cinquante-quatre démissionnaires (le Monde du 17 septembre).

En revanche, le secrétaire général a clairement affirmé que le rajeunissement était « pratiquement terminé » et qu'il ne toucherait pas les « vétérans » qui ont été épargnés. « C'est aussi en réponse aux besoins du parti qu'un petit nombre de camarades vétérans sont restés. (...) Quelques-uns d'entre eux sont encore en assez bonne santé, et c'est le désir du parti et du peuple de les conserver à la direction du parti, afin qu'ils continuent à prendre les décisions. »

Les choses sont claires. M. Deng Xiaoping n'a pas l'intention de suivre l'exemple de ses vieux camarades. Il restera en activité au moins jusqu'au treizième congrès, prévu pour 1987, ou jusqu'à ce que sa santé le trahisse. Il en va de même, apparemment, pour ses principaux rivaux au Politburo : l'économiste

Chen Yun et l'idéologue Hu Qiaomu, dont il n'a pas obtenu les départs.

Les départs « volontaires » et « spontanés » ne se sont pas effectués sans difficultés. Il a fallu supprimer les emplois à vie traditionnels, puis instaurer un système de retraite pour garantir aux partants leurs privilèges. On devrait donc voir moins, dans les réunions, les premiers rangs occupés par des vieillards affaiblis ou assoupis, parfois accompagnés d'une infirmière, et qui, en raison de leurs mérites passés, mouraient pratiquement à leur poste.

M. Zhu a, par ailleurs, tenu à minimiser l'importance du départ du Politburo de six de ses seuls membres militaires. Cela « ne devrait rien », a-t-il affirmé, affaiblir le rôle de l'armée, qui est clairement stipulé dans la Constitution du pays et du parti. Il est d'ailleurs difficile, a-t-il ajouté, de faire la différence entre civils et militaires, beaucoup de civils ayant servi dans l'armée et de militaires dans l'administration. Il n'en reste pas moins que le rôle de l'armée est réduit.

La conférence doit durer jusqu'au 24 septembre et sera suivie par le cinquième plénum, qui élira les nouveaux membres du Politburo. Sa seconde tâche sera de discuter du futur VII^e Plan quinquennal. M. Hu a estimé que « l'économie nationale s'est améliorée au-delà de nos espérances, de même que les conditions de vie du peuple. (...) Les sept dernières années [depuis le troisième plénum de 1978, où M. Deng lança sa politique de modernisation] ont été une des meilleures périodes de développement économique et politique depuis la fondation de la République populaire », a conclu le secrétaire général, qui devrait rester à son poste jusqu'au prochain congrès.

PATRICE DE BEER.

Inde

M. GANDHI AU PENDJAB

Dans une cage de verre antiballes...

De notre envoyé spécial

Jallandhar (Pendjab). - Soudain, dans le ciel, apparaissent quatre hélicoptères, des gros porteurs qui s'offrent un tour d'honneur. En bas, sur l'herbe rare, la musique déversée par les haut-parleurs est poussée au maximum. Impressionnant bal-let mécanique. M. Rajiv Gandhi est dans l'un des appareils, mais la foule massée sur le terrain vague ignore encore lequel.

Naz en l'air, administrative, elle applaudit à tout rompre. Pas le premier ministre, qui, là-haut, ne peut l'entendre, mais la puissance de l'Inde éternelle, ces quatre gros symboles de son entrée dans le vingtième siècle. Dans un pays où la traction animale (buffles, charrues, chevaux, déshéants) est encore le moyen de locomotion le plus utilisé, où les paysans triment comme des bêtes, armés d'outils préhistoriques et où le tracteur est souvent le symbole de la prospérité, l'hélicoptère, en l'occurrence de fabrication soviétique, fait toujours son effet. Tant pis si, dans une minute, quand ils se présenteront à 100 mètres d'ici, il faudra avaler une tonne de poussière. Le spectacle d'un Rajiv Gandhi en turban immaculé, émergeant déjà victorieux du ventre d'un appareil, en valait la peine.

« Soyez vigilants ! »

Les meetings politiques de M. Gandhi ne sont plus ce qu'ils étaient. Finies la spontanéité et l'atmosphère bon enfant qui entouraient jusque tout récemment, les tournées électorales du jeune premier ministre. Désormais, sécurité oblige, on fait dans le grand spectacle. Finis les contacts directs entre le prince et le petit peuple, les chaleureuses poignées de mains, les brèves conversations impromptues, les pauses-thé dans des gargottes de village. Ici, au cœur du Pendjab, patrie des sikhs et bastion du terrorisme enturbanné, le fils d'Indira Gandhi, assassiné - rappellez-le - par les hommes du cru, n'est pas au mieux de sa popularité. S'il lui faut attendre le résultat des élections du 25 septembre pour en connaître la mesure exacte, ceux qui s'occupent de sa sécurité ont préféré ne rien laisser au hasard : parcours millimétré, discours minutés (à raison de quinze ou vingt, selon les jours), accolades mesurées aux candidats locaux, que le chef du gouvernement est venu soutenir ; même l'impératrice Indira Gandhi, qui aime rencontrer le petit peuple, laissait plus de place à l'improvisation.

Il fallait ainsi passer, mercredi 18 septembre, une ou deux fois sous un détecteur métallique et subir force fouilles pour appro-

cher, à 30 mètres au plus près, de la cage de verre antiballes dans laquelle, derrière une grappe de micros, avait pris place le premier ministre. Autour, sur les toits des petits immeubles, grouillaient des commandos. Leurs silhouettes noires, pistolet-mitrailleur au poing, se détachaient sur l'azur du ciel. D'autres gardes étaient postés sur de petits miradors placés un peu partout. A terre, il y avait d'autres hommes en armes, des milliers sans doute, sans compter les policiers en civil mêlés au public.

Des policiers du Congrès Indira, le parti gouvernemental, prétendaient que cet impressionnant déploiement policier avait dissuadé les gens de venir entendre leur premier ministre, mais, s'il n'y avait, mercredi à Jallandhar (quatre cent mille habitants), qu'une dizaine de milliers de spectateurs - alors que le terrain prévu pouvait en accueillir cinq fois plus - si l'affluence était limitée à deux mille fer-vents, lundi, à Sangrur, et à cinq mille ou dix mille ailleurs, c'était aussi, outre des motivations politiques évidentes, pour d'autres raisons, à commencer par la peur d'un attentat.

Tout le monde en parle au Pendjab : imaginez la massacre si les terroristes déposaient une bombe dans la foule ou étiquaient une réunion à la mitraillette ! Terrifiante éventualité que le premier ministre e sans doute à l'esprit quand il dénonce le terrorisme auquel le Pendjab ne peut être abandonné.

Jusqu'ici, la campagne a été déroulée sans incidents majeurs. « Soyez vigilants », ajoute M. Gandhi, les forces de déstabilisation doivent être vaincues. L'assistance, en grande majorité de confession hindouiste - alors que les sikhs prédominent dans la région - applaudit calmement. Le message n'a rien de nouveau, la radio et les journaux le matraquent quotidiennement depuis des mois.

Quinze minutes de banalités. Plus tard, le premier ministre présente à la foule les six candidats locaux de son parti. On se serre dans la cage de verre. L'un d'eux ne parvient pas à détacher son regard éperdu d'admiration de la personne de son premier ministre. Il resta là, les mains jointes. « Ce n'est pas moi qui l'ai fait savoir, mais le peuple, là, qui veut vous voir », annonce le gouverneur l'héritier de la dynastie des Nehru. La « parole » rit. Le premier ministre est content. Un dernier salut, un ultime sourire, et c'est le retour à Delhi, où le roi du Népal, en visite officielle jusqu'à vendredi, attend son tour d'être charmé au pée de course...

PATRICE CLAUDE.

**POST-ITTM NOTE
N'EST PAS
UNE PIECE
D'AVANT-GARDE.**

(Publicité)

LIGUE DU DROIT DES FEMMES

LE VIOL EN PUBLIC

Pour la troisième fois en quatre mois, une jeune fille est violée en public dans l'indifférence.

Demain, ce sera peut-être vous. Partout, dans les gares, dans le métro, dans la rue, des images publicitaires montrent des femmes offertes, souvent maltraitées. Les fantasmes sexuels et la violence sont liés, mis en scène.

Du fantasme au passage à l'acte il n'y a qu'un pas. Liberté d'expression, disent certains.

Pour qui ? Pas pour les femmes qui en font les frais. La liberté d'expression des uns doit s'arrêter où commence l'atteinte à l'intégrité et à la dignité des autres.

Une partie seulement de la loi anti-sexiste a été votée. Pas celle qui permet de poursuivre les incitations à la violence sexuelle.

A quand le vote de la loi dans son entier ? Différents groupes de femmes ont manifesté le 17 septembre sur le lieu du dernier viol.

Sortons de l'indifférence qui encourage la violence. RÉAGISSONS !

LIGUE DU DROIT DES FEMMES, 54, avenue de Choisy, 75013 PARIS

**POST-ITTM NOTE
N'EST PAS
UNE THEORIE
ECONOMIQUE.**

**CLASSE PRÉPARATOIRE
MEDECINE ou PHARMACIE**
le moyen le plus sûr pour
CEPES

enseignement supérieur privé
57, rue Charles-Lafitte, 92-Nuilly - Tél. : 745.09.19

STAGE DE FORMATION DE CONSEILLER D'APPLICATION EN INFORMATIQUE DE GESTION

organisé pour l'année 1985 - 86.
A l'intention des demandeurs d'emploi
et des salariés en Contrat Individuel de Formation.
Stage donnant droit à rémunération.

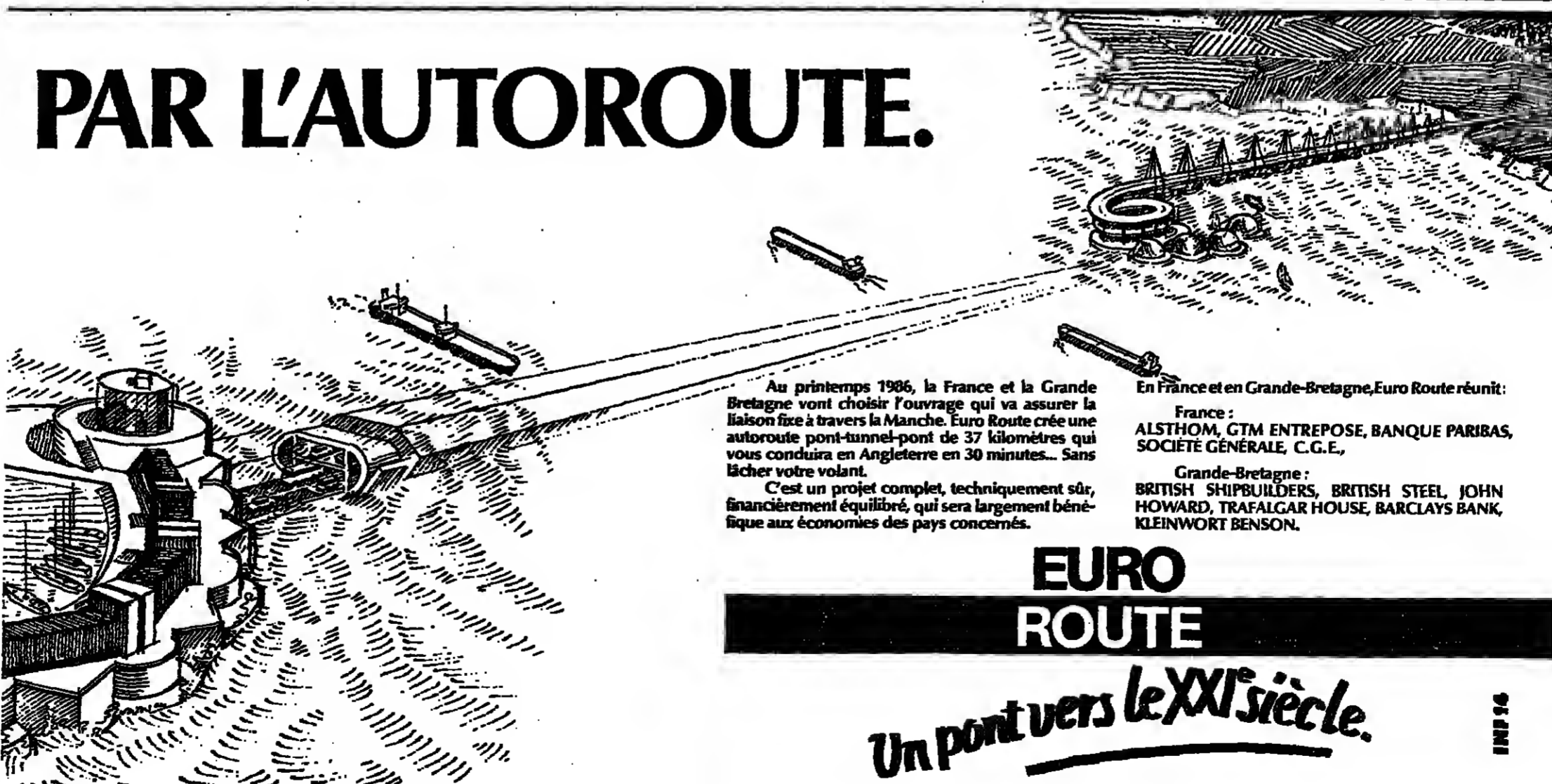
DATES : du 4 Novembre 1985 au 19 avril 1986.
DUREE : 760 heures (600 h de cours - 160 h de stage en entreprise).

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
TEL. 829.23.00

PAR L'AUTOROUTE.



Au printemps 1986, la France et la Grande Bretagne vont choisir l'ouvrage qui va assurer la liaison fixe à travers la Manche. Euro Route crée une autoroute pont-tunnel-pont de 37 kilomètres qui vous conduira en Angleterre en 30 minutes... Sans lâcher votre volant.

C'est un projet complet, techniquement sûr, financièrement équilibré, qui sera largement bénéfique aux économies des pays concernés.

En France et en Grande-Bretagne, Euro Route réunit :

France :
ALSTHOM, GTM ENTREPOSE, BANQUE PARIBAS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, C.G.E.,

Grande-Bretagne :
BRITISH SHIPBUILDERS, BRITISH STEEL, JOHN HOWARD, TRAFALGAR HOUSE, BARCLAYS BANK, KLEINWORT BENSON.

**EURO
ROUTE**

Un pont vers le XXI^e siècle.

L'AFFAIRE GREENPEACE



VOITURE-BALAI

Etat de droit contre raison d'Etat : s'il reste quelque chose d'essentiel à sauver de l'image du socialisme traditionnel et de l'idée que M. Mitterrand s'en fait, c'est bien ce principe-là. Si un politicien, quel qu'il soit, a couvert l'attentat commis contre le Rainbow Warrior, l'Etat de droit auquel M. Mitterrand est si attaché tombera en miettes et il ne restera plus grand-chose du socialisme triomphant d'avant 1981 et de l'état vichyssois qui a immédiatement suivi l'élection présidentielle.

Les socialistes, aujourd'hui, ont bien du mal à imposer aux Français un diaphragme et des actes qui les diaphragment, sur le terrain économique et social, de leurs prédécesseurs et de ceux qui prétendent à leur succession. Si la différence est évidente pour eux, elle ne saute pas aux yeux de leurs électeurs, d'autant que le Parti communiste, allié repenti de socialisme, large d'épave idéologique de fumée.

Nous sommes aussi bons gestionnaires, voire meilleurs, que les professeurs d'économie de la droite : la démonstration pour M. Mitterrand, valait d'être développée, M. Fabius s'y emploie. Elle a son importance car elle est capitale pour les placements électoraux à long terme. Mais là, sans doute, n'est pas l'essentiel pour ceux qui se proclament socialistes.

Que leur reste-t-il ? La respect de l'Etat de droit, M. Mitterrand a si souvent manifesté, dans les relations internationales notamment, que le respect de ce principe est le point d'ancre de sa politique, qu'une défaillance à propos de l'affaire Greenpeace serait intolérable.

On peut penser - ou alors, c'est à désespérer de la parole donnée - que le chef de l'Etat ne tolérerait pas un manquement de cet ordre. M. Mitterrand a suffisamment insisté, jusqu'à présent, les voitures-balais du socialisme - récupération en catastrophe d'hommes aux bras cassés et d'idées orthodoxes devenues boiteuses - pour s'interdire d'abandonner l'entreprise. Dans la voiture-balai de l'Elysée, on a ramassé au passage un projet brossé d'école laïque « grand service public unifié », remis à la table du socialisme réédité en chœur et avec quelque arrogance par les triumphantistes du congrès socialiste de Valence, empli au printemps 1984 une brassée de restructurations industrielles, enfouies sous ce fatras des vieilles lunes de la « rupture avec le capitalisme », casé dans un coin quelconque des généraux « fiers » d'Algérie.

Il n'a jamais été envisagé de louer un camion de déménagement à ceux qui ont le pouvoir de débarrasser de l'Etat de droit.

J.-Y. L.

De nouvelles précisions contredisent les affirmations de M. Hernu

La version officielle française sur l'affaire Greenpeace ne peut plus tenir. En substance : aucun haut responsable français, militaire ou civil, n'a donné l'ordre de enlever le Rainbow Warrior ; les agents de la DGSE présents en Nouvelle-Zélande lors de l'attentat n'ont eu aucune mission de renseignement ; et, ceux-ci n'étaient qu'un nombre de cinq, en deux équipes, les faux époux « Turenga » et les trois nageurs de combat présents à bord du voilier Ouvéa.

C'est ce qu'avait affirmé, le 26 août, le rapport préparé par M. Bernard Tricot, désigné afin d'établir la vérité. Depuis, le rapporteur lui-même avait agrémenté ses conclusions de nuances et de précautions, d'excluant pas qu'on lui ait menti - tout en se refusant à y croire. De fait, cette première version officielle, bâtie sur les affirmations des responsables militaires et du ministre de la défense, laisse rapidement apparaître ses contradictions et ses invraisemblances.

Elle a pourtant été reprise sur l'essentiel par M. Charles Hernu, mercredi 18 septembre. « Aucun service, aucune organisation dépendant de mon ministère, n'a reçu l'ordre de commettre un attentat contre le Rainbow Warrior, assure-t-il. La DGSE n'avait pas alors en Nouvelle-Zélande, outre le commandant Mafard et le capitaine Prieur, d'autres agents que ceux qui composaient l'équipage de l'Ouvéa. » Ces deux affirmations sont contredites par les informations que nous avons publiées dans nos éditions du 18 septembre et qui sont maintenant, complétées par l'Express.

Après une enquête fort détaillée, l'Express qui sera mis en vente le vendredi 20 septembre a très précisément localisé les deux nageurs de combat composant la troisième équipe chargée de couler le Rainbow Warrior : il s'agit, assurément, d'un capitaine et d'un sergent-chef du Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) de la base d'Aspretto, en Corse. L'hebdomadaire ne donne pas leurs identités, pour des raisons qui peuvent tenir à une réserve compréhensible : ne pas livrer les noms de deux hommes qui ont agi sur ordre, sont au cœur d'un affaire d'Etat et seront, s'ils sont démasqués, inévitablement recherchés par la police néo-zélandaise.

Les investigations journalistiques en Nouvelle-Zélande viennent à leur tour contredire les affirmations du ministre de la défense. Outre les « Turenga », l'équipage de l'Ouvéa, et cette troisième équipe, il y avait également en Nouvelle-Zélande un huitième agent de la DGSE, responsable de toute l'opération : le commandant Louis-Pierre Dillais, présent dans l'attentat de combat de la DGSE à Aspretto et fleuron de la division action de ce service secret. Il avait, comme nous l'avons écrit, séjourné en Nouvelle-Calédonie en juin, lors du départ de l'Ouvéa de

La troisième équipe était composée de nageurs de combat de la base d'Aspretto.

Nommée, sous la fausse identité de Philippe Dubast. Le New-Zealand Herald, repris par l'Agence Associated Press, vient de révéler que le commandant Dillais a séjourné à Auckland du 4 au 10 juillet, sous le nom de Dormond, à l'Hôtel Hyatt-King's Gate. De plus, assurent nos confrères néo-zélandais, l'adjudant-chef Roland Verge, skipper de l'Ouvéa, et le docteur Xavier Maniguet, locataire du voilier, lui ont téléphoné à son hôtel le matin du 6 juillet.

Les responsables de l'Etat peuvent-ils continuer, après cette cascade de révélations, à nier ou à ne pas savoir, à faire comme si la fiction d'une mission « de renseignement » de la DGSE tenait toujours ? Car, s'ils le désirent, ils ont, bien plus que la presse, les moyens de savoir. Non pas donc en lisant les hebdomadaires et les quotidiens, mais en se tournant vers l'administration. Aucun démenti, ni officiel ni officieux, n'est venu, en effet, contredire notre information selon laquelle aucun responsable du ministère de la défense, ni civil ni militaire, n'a alerté le président de la République après l'arrestation des « Turenga ». L'Express confirme, de son côté, ce que nous avons affirmé : c'est le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, qui a prévenu M. Mitterrand, seulement le 17 juillet. Mais notre confrère ajoute une précision : l'aveu cat français des « Turenga », désigné avec soin par l'armée, M. Philippe Derouin, se serait rendu dès le 14 juillet à Auckland. Ce qui signifie en clair que, côté militaire, on savait, mais qu'on n'a pas jugé bon de prévenir le chef de l'Etat.

Fiction

Les responsables politiques peuvent aussi se tourner vers la police. La direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) a eu connaissance de la commission rogatoire néo-zélandaise, des inspecteurs et des commissaires ont travaillé en France et en Nouvelle-Calédonie, avec leurs collègues des antipodes, des demandes précises d'investigations sont parvenues, dès juillet, par la voie d'Interpol. Les policiers français n'ont pas fait d'excès de zèle : ils n'ont pas répondu immédiatement aux questions d'Auckland, ils ont prévenu la DGSE, cependant ils se font leur idée, tirent des conclusions, font des déductions.

Les noms des deux membres de la troisième équipe peuvent donc être trouvés par le ministre de la défense ou par le ministre de l'Intérieur, si ce n'est déjà fait. D'autant plus qu'un homme les a mis publiquement sur leur piste : le docteur Maniguet, qui, dans son procès-verbal d'audition à la police judiciaire, parle d'une ren-

L'ultime barrage

M. Hernu n'écartera pas l'hypothèse qu'on lui ait menti. Il n'exclut pas non plus qu'on ait « contrevenu » à ses ordres. Aussi, affirmait-il, encore mardi : « Tout sera mis en œuvre pour rétablir la vérité ». Curieux usage du futur. Tout n'a-t-il pas été fait jusqu'à présent pour découvrir cette vérité ? Cela signifie-

Le ministre de la défense : tout sera mis en œuvre pour établir la vérité

Voici le texte de la déclaration que M. Charles Hernu a lu à la presse, mercredi 18 septembre à 16 h 30, au ministère de la défense. Au terme de sa déclaration, M. Hernu a refusé de répondre aux questions des journalistes.

« Je vous ai réunis aujourd'hui pour faire part de mon indignation devant la campagne de calomnies menée contre des responsables militaires français.

« Je voudrais d'abord rappeler fermement trois points dont j'ai fait état dans mon communiqué d'hier soir :

« 1. Aucun service, aucune organisation dépendant de mon ministère n'a reçu l'ordre de commettre un attentat contre le Rainbow Warrior.

« 2. La DGSE n'avait pas alors en Nouvelle-Zélande, outre le commandant Mafard et le capitaine Prieur, d'autres agents que ceux qui composaient l'équipage de l'Ouvéa.

« 3. Je me suis engagé à établir la vérité ; si l'on m'a démenti, on s'en va m'a menti, je le ferai immédiatement savoir et je demanderai au gouvernement d'en tirer les conséquences.

« Je tiens à affirmer solennellement que je ne laisserai pas mettre en cause les responsables actuels ou passés de l'Etat-major des armées françaises. On ne saurait porter atteinte à l'honneur d'officiers géographes ayant servi au service de la France. Aujourd'hui, nos officiers, nos sous-officiers, nos soldats, sont des républicains au service de la nation, de l'Etat, de la République, en un mot de notre patrie.

« Mon devoir absolu est de faire preuve d'une intransigeance totale.

si l'on qu'elle est, pour le ministre de la défense, hors de portée ?

Sans préjuger la réponse, il est clair que le président de la République et le premier ministre demandent à M. Hernu un tour de force. Il est, dans cette affaire, le juge d'instruction et l'accusé. Il doit défendre les « Turenga », rappeler que la France a des intérêts supérieurs à préserver, et il est de son devoir de couvrir ses subordonnés, « ces officiers généraux ayant servi, ou servant la France ». Mais on exige en même temps de lui de fouiller les zones d'ombre d'un service qui a parfois prouvé, par le passé, qu'il échappait au contrôle politique.

M. Hernu donne l'impression d'ajuster ses déclarations aux révélations du jour. Dans son communiqué de mardi, il joue en effet avec les mots. « Aucun service, affirme-t-il, aucune organisation dépendant de mon ministère n'a reçu l'ordre de

Je serai intransigeant à tout point de vue :

« - Intransigeant pour défendre les armées françaises ;

« - Intransigeant pour défendre les institutions de la République ;

« - Intransigeant aussi, et surtout, dans la recherche de la vérité.

« Et d'ailleurs, s'il s'avérait, ce que rien ne permet de croire, que des fautes aient été commises, c'est-à-dire qu'on aurait contrevenu à mes ordres, qu'on m'aurait menti, je serai impitoyable dans mes sanctions. Ceci dans l'intérêt même de la crédibilité de notre système de défense. Comme le premier ministre, je réaffirme solennellement que tout sera mis en œuvre pour établir la vérité.

« Et puis, dans cette affaire, il n'y a pas que la presse, il y a le sort d'un homme et d'une femme. Le commandant Mafard et le capitaine Prieur font l'objet de poursuites judiciaires. Ils sont dans des quartiers de haute sécurité. Je réclame pour eux, et c'est bien le moins, la présomption d'innocence. On ne joue pas avec ces choses-là. C'est de l'irresponsabilité.

« Aujourd'hui, comme malheureusement bien souvent dans notre histoire, on utilise la rumeur, l'insinuation et la calomnie, et c'est l'honneur de la gauche que d'avoir toujours dénoncé ces méthodes indignes.

« Je le dis avec tranquillité, ces deux officiers, comme l'équipage de l'Ouvéa, étaient des agents de renseignement en mission. Oui, je le sais et c'est même moi qui l'ai ordonné, et je l'affirme, ils ne faisaient que leur devoir en défendant les in-

commettre un attentat contre le Rainbow Warrior ». Il serait surprenant en effet qu'on retrouve un jour un ordre écrit portant la phrase : « Coulez le Rainbow Warrior ». Dans ce milieu, on se parle et on se comprend à demi-mot. La consigne a plus probablement été donnée de « contrecarner » ou de « neutraliser » les projets de Greenpeace, version orale de la note écrite dont fait état le rapport Tricot et qui parlait d'« anticiper » les actions du mouvement écologiste.

Barrage fragile qui a incité, mardi le gouvernement à ne se montrer qu'à demi solidaire du ministre de la défense, solidaire, seulement comme l'a dit son porte-parole, « dans la recherche de la vérité ». Sous-entendu jusqu'à ce que M. Hernu prouve l'innocence de ces services. Message apparemment reçu par l'intéressé (qui, au détour de sa déclaration de mardi, a affirmé : « Si on m'a menti, je le ferai immédiatement savoir, et je demanderai au gouvernement d'en tirer les conséquences »).

BERTRAND LE GENDRE
et EDWY PLENEL.

« Je veux savoir »

(Suite de la première page.)

La crise gouvernementale est déjà là : le pouvoir est divisé sur la réplique à donner, et partagé entre ceux qui, tel MM. Fabius et Joxe, veulent aller vite, et celui qui cherche manifestement à gagner du temps. Celui-là, M. Herou, paraît aujourd'hui bien isolé. Lui seul a répondu au Monde mercredi après-midi, et c'est le chef de gouvernement ; et cette réponse n'était pas totalement celle qu'il souhaitait. Décidé à obtenir du gouvernement qu'il l'autorise à mettre le Monde au défi, M. Hernu s'en est, certes, tenu à l'ordre de « mission de renseignement » qu'il avait donné, mais il a mené l'hypothèse d'un possible « mensonge », ajoutant - et c'est le plus important - qu'alors le gouvernement, et lui-même, en tiraient les conséquences.

S'en tenir à la première partie de son intervention eût été suicidaire : qui peut encore espérer tirer quoi que ce soit d'une tactique de pourrissement ? Ce serait alors parole contre parole, celle des journalistes contre celle du ministre, le tout glissant progressivement dans l'oubli ? Allons donc ! C'est faire bien peu de cas du travail de la presse, et du procès qui va s'ouvrir, au début du mois de novembre, en Nouvelle-Zélande. En outre, plus le pouvoir refusera de jouer le jeu de la vérité, plus il aura des airs de coupable !

Bref, attendre serait ajouter à la défiance de l'opinion un discrédit moral dont personne, pour le coup, ne pourrait maîtriser les conséquences. L'exigence morale, n'est-ce pas précisément ce qui, selon M. Fabius

lui-même, doit distinguer la gauche de la droite (1) ? Ce n'est pas le moment, pour le premier ministre, d'être contredit sur ce terrain-là, sauf à accepter d'entamer une popularité qui s'effrite, et à préparer dans les pires conditions son face-à-face, le 27 octobre prochain, avec M. Chirac. M. Fabius, qui est lui-même dans l'œil du cyclone, ne tient donc pas à essayer à son tour la tempête.

Le spectre d'une rechute

Pour le président, l'affaire peut être plus grave, tant il est vrai qu'en politique les symboles et les images pèsent souvent plus que la réalité. M. Mitterrand, certes toujours impopulaire, bénéficie cependant dans l'opinion d'une cote relativement stable depuis un an (2). Il pouvait espérer, à l'aide d'opérations telles que celle de Mururoa, transformer cette stabilité en remontée. Aujourd'hui, au contraire, réapparaît le spectre d'une rechute. Celle-ci, atteignant ce qui paraissait inaltérable chez le président - la capacité à extorquer la fonction et l'autorité morale qui l'accompagnent, - l'enfoncerait définitivement.

Il va de soi qu'une telle évolution porterait un coup si on s'en félicite, mais très sévère à la cohabitation. « Incalculable », ce mot (doux) est désormais sur toutes les lèvres. M. Giscard d'Estaing se retrouve sans troupes pour cohabiter, et M. Barre jubile. Quant à M. Chirac, qui, lui, est toujours décidé à cohabiter, il est en porte-

à-faux vis-à-vis d'une fraction de plus en plus grande de l'opposition qui considère que, cette fois, le président est bien à la merci d'un dernier coup d'épée !

De fait, l'autorité morale est l'une des armes, sinon le seul, dont dispose M. Mitterrand pour aborder la cohabitation en bonne posture. Que celle-ci vienne à disparaître... adieu donc pour lui le reste tout de même que le cohabitation est aussi une double contrainte : elle est d'abord le constat qu'on ne peut, selon la Constitution, chasser le président ; elle est aussi la nécessité pour MM. Chirac et Giscard d'Estaing d'éviter la victoire de M. Barre. Ces deux puissants facteurs de cohabitation sont toujours là. Mais ils ne jouent qu'à la condition que le président ne sorte pas trop affaibli de cette affaire.

Dans ces conditions, mentir aujourd'hui serait une folie. Et l'intérêt du plus grand nombre est bien d'alerter vite.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Le 4 septembre dernier, sur Antenne 2, au cours de l'émission « L'heure de vérité », M. Laurent Fabius avait notamment déclaré : « (...) Il y a tout de même deux ou trois grands principes qui séparent la gauche et la droite. Premier principe : égalité des chances (...). Deuxième principe : solidarité (...). Troisième principe : la c'est plus complexe, et j'hésite presque à en parler : je crois que dans l'action qui est la nôtre il y a une certaine recherche d'engagement moral (...). »

(2) Entre 35 % et 40 % de confiance selon le SOFRES, entre 30 % et 35 % de satisfaction selon l'IFOP.

DANS UNE LETTRE AU PREMIER MINISTRE NÉO-ZÉLANDAIS

M. Mitterrand demande à M. Lange d'éviter les « accusations infondées » contre la France

Wellington (AFP). - M. Mitterrand a écrit au premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, une lettre le priant de modérer son langage dans l'affaire de l'attentat contre le Rainbow Warrior. Dans cette lettre, datée du lundi 16 septembre et rendue publique par M. Lange lui-même mercredi, le chef de l'Etat déclare, selon le texte diffusé à Wellington : « Il serait bon que les griefs accumulés et les accusations infondées dans la France est l'objet soient évités. »

M. Mitterrand y confirme d'autre part la décision de son gouverne-

ment d'ajourner la visite que devait faire en France début octobre le vice-premier ministre et ministre de la justice néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer (le Monde du 18 septembre). Cette visite, qui aura néanmoins lieu « à un moment approprié », devra « permettre un contact utile entre nos deux gouvernements », déclare M. Mitterrand, qui exprime l'espoir que les relations traditionnellement bonnes entre la France et la Nouvelle-Zélande « pourront être préservées ».

Le président français renouvelle à l'adresse de M. Lange l'invitation faite dimanche aux dirigeants des quatorze Etats membres du Forum du Pacifique sud de se rendre sur l'atoll de Mururoa pour y constater l'innocuité des essais nucléaires français, causés première de la campagne déchaînée par Greenpeace contre la France. M. Lange avait rejeté cette invitation dès le 16 septembre, comme son collègue australien, M. Bob Hawke.

M. Lange a indiqué que la Nouvelle-Zélande avait sollicité de

la France une « clarification officielle » de la lettre de M. Mitterrand, clarification qui n'a pas encore été reçue. Dans sa réponse, a-t-il précisé, il demande au président français de revenir sur l'ajournement de la visite en France de M. Palmer. « A mon avis, il existe de bonnes raisons pour que votre gouvernement reconsidère sa décision, écrit-il, car toute rupture de dialogue constituerait un préjudice durable à nos relations », relations que la Nouvelle-Zélande s'est efforcée de « maintenir équilibrées », malgré les « circonstances extrêmement difficiles » qu'elles connaissent actuellement.

(Publicité)

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR REVOIR LES BASIS

Consacrez quelques heures par semaine à la mise à jour de vos connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religion, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3746, 35, rue Collège, 92303 Paris-La Neuville.

Tél. : (1) 278-73-63.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE NÉO-LIBÉRALISME

Envoyer 30 F (timbres) à 1 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le Monde

LOISIRS

Cet automne, la mode est facile à porter

JARPEN: Banquette structure tube acier, assise fil d'acier. Laquée noir L 133 H 70 P 70 **295F**

LER: Table basse laquée blanc 40 x 40 **95F**

EM: Fauteuil tube acier laqué, assise 100% acrylique Rouge ou noir **95F**

BOGEN: Table basse roulante, tube et tôle acier. Laquée jaune, blanc ou anthracite **105F**

KOMBIJUX: Combinaison lampadaire 36 W. **418F**

LACK: Meuble surélevé. Laqué blanc **450F**

EKEN: Fauteuil relax avec coussin Glimsta **730F**

MARMA: Canapé structure tube acier. Laqué noir. Revêtement écru amovible. Tablettes laquées rouge. L 150 P 85 H 74 **2090F**

BALTSAR: Commode Laquée blanc, gris clair et anthracite L 80 P 40 **595F**

KARELEN: Table à rabat. Plateau blanc, structure tube acier anthracite 140 x 80 **1350F**

A chaque rentrée, revient cette même et terrible question: mais qu'est-ce que je vais mettre? Alors, folle d'inquiétude et pleine d'espoir, vous vous ruez sur tous les magazines. Fébrilement, vous les feuillotez. Vous tremblez. Vous souriez. Vous aimez. Vous détestez. Vous lisez même les petites légendes pour découvrir l'horreur, un prix aussi gros qu'il est écrit petit.

Mais soudain, le bonheur. Vous tombez sur le nouveau catalogue IKEA 86. 220 pages en couleur de très beaux meubles. Et surtout, vous découvrez

une nouvelle collection, très à la mode. Tantôt 50, tantôt d'avant-garde. A des prix aussi petits qu'ils sont écrits. Justement, puisqu'on parle de la mode, sachez que cette année, chez IKEA, elle est légère, aérée, facile.

Elle ne déparera pas votre intérieur. (Il y a même des canapés qui feront ressortir les couleurs de vos adorables petites robes).

Une mode enfin facile à porter. En emportant vos meubles, vous ne supportez plus les frais de livraison. Et en les montant vous-même, vous faites baisser les prix.

Mais hélas, la mode c'est parfois un coup de cœur. On achète et le lendemain, on regrette. Si ça vous arrivait (nul n'est parfait) rappelez-nous le paquet fermé.

La Maison accepte les échanges.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA EVRY: Z.I. LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVREUIL-SESSY. TÉL. (3) 497.65.65. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 10-19 H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
IKEA BOBIGNY: CTRÉ CIAL BOBIGNY 2. TÉL. (1) 882.92.96. LUN. MAR. MER: 11-20 H - JEU. VEN: 11-22 H - SAM: 9-20 H. IKEA LON: CTRÉ CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. (7) 679.23.26. LUN. VEN: 10-20 H - SAM: 9-20 H.
IKEA VITROLLES: RN 113 QUARTIER DU GUFFON 13127 VITROLLES. TÉL.: 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU: 11-19 H. VEN: 11-22 H. SAM. DIM: 10-19 H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANT.



L'AFFAIRE GREENPEACE

L'enquête de «l'Express» confirme l'existence d'un «troisième commando»

Dans l'Express du 20 au 26 septembre, en vente vendredi, Jacques Derogy et Jean-Marie Portant, grands reporters chargés des investigations, confirment et complètent les révélations du Monde. Ces deux journalistes avaient été les premiers à révéler, dans l'Express du 16 au 22 août, les véritables identités des faux époux «Turange» et le détail des pérégrinations de ceux-ci et de l'équipage de l'Ouvéa en Nouvelle-Zélande.

Sous le titre «Troisième commando : un officier et un sous-officier d'Aspretta», l'enquête de l'hebdomadaire, après avoir rapporté les révélations du Monde du 18 septembre, conclut de manière définitive : «Le sabotage du Rainbow Warrior porte bien la signature de la DGSE» ; en Nouvelle-Zélande «se trouvait bien un troisième équipage de la DGSE, également constitué de deux plongeurs militaires de la base secrète d'Aspretta» ; et enfin le président de la République «a mis au courant de cette bavure que le 17 juillet» par le ministre de l'intérieur.

Nos confrères ont, très précisément, identifié cette troisième équipe, responsable de l'attentat lui-même et épaule, pour le logistique, par l'équipage de l'Ouvéa tandis que les faux époux «Turange» servaient de leurs. Il s'agit - selon l'Express - d'un capitaine et d'un sergent-chef du

Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) de la base d'Aspretta en Corse. L'Express ne livre cependant pas leurs noms. Après avoir souligné que ces deux hommes - un par explosif - s'étaient «longueusement entraînés» en vue de cette opération dans le golfe d'Aspretta, l'hebdomadaire confirme que les explosifs utilisés pour l'attentat contre le Rainbow Warrior ont été convoyés par l'Ouvéa, et dissimulés dans deux bouteilles de plongée soudées.

Une équipe de secours

Après avoir «planqué à terre» le matériel nécessaire à l'opération (explosif, bouteilles, combinaisons, canot, Zodiac), l'équipage de l'Ouvéa prévint la troisième équipe arrivée «par avion au dernier moment sous l'apparence de touristes anglo-saxons». Celle-ci récupéra l'équipement, réalisa l'attentat en embarquant à bord du Zodiac, puis quitta la Nouvelle-Zélande, sans se faire repérer, «dans les heures qui ont suivi l'attentat». L'Express révèle, enfin, qu'une «quatrième équipe de secours avait affrété un bateau rapide en Australie en cas de coup dur».

Nos confrères reviennent ensuite sur le problème de la décision et des responsabilités au ministère de la défense, à la DGSE

et à l'état-major. Ils soulignent que, pour cette «mission d'infiltration qui se transformera, par la suite, en dispositif opérationnel de prévention», selon le langage codé des services de renseignement, le général Jean Saulnier, alors chef d'état-major particulier du président de la République, «a signé le devis». Les fonds étaient déboursés en liquide et en devises étrangères par la pairie générale du Trésor, puis ensuite remis au secrétaire général de la DGSE, numéro deux dans la hiérarchie, le préfet Philippe Parant, et comptabilisés par son adjoint, Alain Christnach.

L'Express confirme et précise nos informations sur le fait que M. Mitterrand ne fut alerté que le 17 juillet, une semaine après l'attentat, d'abord par le secrétaire général de l'Elysée, M. Jean-Louis Bianco, puis par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur. Immédiatement le président de la République, écrivait nos confrères, «seige la vérité». Mais, jusqu'au 7 août, date de l'échange de lettres entre MM. Mitterrand et Fabius qui conduira à la nomination de M. Tricot pour «établir la vérité», le président n'est selon l'Express guère éclairé par les responsables militaires. Devant lui, écrivait, en effet, nos confrères, «Hernu, Saulnier et Loeze s'en seraient tenus à la version d'infiltration».

DANS LA PRESSE PARISIENNE

● **LE FIGARO**. - M. Alain Peyrefitte, ancien ministre, avant de conclure son éditorial par «la cohabitation vient de recevoir un rude coup», écrit : «Derrière tant de tergiversations et de camouflages, c'est bien la vacuité du pouvoir qui apparaît. Un premier ministre qui n'est jamais au courant de rien, jamais responsable de rien. Un gouvernement et un Parti socialistes qui représentent un Français sur quatre, et qui s'acharnent à leur propre perte. Une atmosphère de fin de règne. Des règlements de comptes. Des coups de dague dans l'ombre. La lutte des classes qui finit en lutte des clans».

● **LE MATIN**. - Sous le titre : «A moi la France !» l'analyse des déclarations du ministre de la défense s'accompagne du commentaire suivant : «L'appel au civisme lancé par Charles Hernu risque fort de tomber à plat. Le ministre ne convainc pas».

● **LIBERATION**. - Serge July estime que «la ligne de conduite adoptée par le gouvernement le pousse à une perpétuelle surenchère d'innocence (...). La gauche a, certes, perdu le monopole du cœur mais elle prétend toujours détenir celui de la morale en politique. Si le gouvernement perd ce reste identitaire, il se retrouvera vraiment nu dans la campagne électorale et lauréliement handicapé dans la manifestation de sa différence. Pire, il risque d'en être marqué définitivement comme le fut autrefois la SFIO».

● **LE QUOTIDIEN DE PARIS**. - Philippe Tesson s'exclame : «Leur défense consiste à prétendre qu'ils ne savent pas eux-mêmes. Quel aveu de faiblesse quel incoherence, quel affront pour le président de la République qui, le 7 août dernier, demandait solennellement que la lumière soit faite sur l'affaire, quel affront pour Fabius, et pour Joxe, et pour Hernu ! Voilà donc tout un gouvernement qui se mabilise et qui n'est même pas capable, malgré les formidables moyens dont il dispose d'aboutir aux résultats auxquels parvient un journal. A défaut d'autre chose, nous devons donc bien nous contenter de ce que nous dit le Monde. Il ne tenait qu'au pouvoir de nous donner une autre version des faits».

«Mais ne plaisantons pas. Qui peut croire qu'ils ne savent pas la vérité ? Et d'abord, s'ils ne la savent pas, pourquoi accusent-ils le Monde de mensonge ? Qu'au moins, dans le doute, ils reconnaissent comme une hypothèse l'information de notre confrère».

ARELIS
MAGIE DE LA TAPISSERIE
18 septembre au 10 octobre 1985
CITÉ INTERNATIONALE DES ARTS
18, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 PARIS
de 13 heures à 19 heures
samedi et dimanche compris

LES RÉACTIONS

Au PS : «C'est mal barré !»

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 18 septembre, a renouvelé sa «confiance» au président de la République pour que «toute la lumière» soit faite sur l'affaire Greenpeace, «dans des conditions» telles qu'elles ne puissent être contestées. M. Jean-Pierre Desbrière, porte-parole du PS, a indiqué que le bureau exécutif a exprimé son «total accord» avec la déclaration de M. Lionel Jospin, premier secrétaire, mardi 17 septembre, lors du «banquet des mille» (le Monde du 19 septembre). M. Desbrière a précisé que les dirigeants du PS, compte tenu des développements de l'affaire, ont manifesté une «exigence accrue» de recherche de la vérité.

Cette fois, c'est mal barré ! Cette réflexion d'un dirigeant du PS résume assez bien le sentiment éprouvé, semble-t-il, par de nombreux socialistes, à la lecture des nouvelles informations du Monde puis du Canard enchaîné, sur l'affaire Greenpeace.

● **LE GROUPE COMMUNISTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** a demandé, mercredi 18 septembre, dans une lettre adressée à M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, la tenue d'une «réunion commune ou séparée de la commission des affaires étrangères et de celle de la défense, dans les plus brefs délais», afin que M. Fabius puisse «fournir à la représentation nationale les explications utiles à la manifestation de la vérité».

● **M. CHARLES FITTERMAN**, ancien ministre et futur tête de liste communiste dans le Rhône - département de l'actuel ministre de la défense, M. Charles Hernu, - a déclaré, mercredi 18 septembre : «Le mal est fait. Il y a une tache sur le manteau du pouvoir. Il faut qu'un tel fait concerne les services français et qu'une telle affaire ne peut pas être intervenue sans que les hautes autorités de l'Etat soient informées». Interrogé pour savoir s'il visait là le président de la République, M. Fitterman a répondu : «On a déjà pu établir que son représentant avait participé à la décision de financement de l'opération. Le responsable communiste a placé l'affaire dans un contexte plus vaste : «On peut [en] trouver les sources dans la concentration et la personnalisation du pouvoir, dans l'absence de contrôle - parlementaire, par exemple - et aussi dans une sorte d'acharnement antipolitique que les exigences de notre sécurité ne justifient pas du tout».

● **M. BRICE LALONDE**, ancien candidat écologiste à la présidence de la République, a annoncé son souhait de conduire une liste aux élections législatives dans le Rhône

contre M. Charles Hernu, maire de Villeurbanne. «Comme beaucoup de Français, je ne puis pas supporter d'avoir un ministre de la défense qui fasse sauter des bateaux à Auckland».

● **M. FRANÇOIS DOUBIN**, président du MRG, juge «tout à fait déplorable», à propos des derniers rebondissement de l'affaire Greenpeace, que l'opposition s'empare immédiatement, de façon excessive et incontrôlée, sur des informations ne comportant aucun élément de preuve. Il a précisé qu'il attendait «des preuves» dans cette affaire et qu'il avait «confiance dans la déclaration et les intentions du président de la République».

● **M. JEAN-CLAUDE GAUDIN**, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé, mercredi 18 septembre après la déclaration de M. Hernu : «On se borne à nous dire que le gouvernement ne sait rien et qu'il n'a pas donné d'ordre. Il n'a jamais été dans les intentions de l'opposition de mettre en cause les hauts responsables militaires ni même les services secrets, mais tout simplement l'autorité politique. En démocratie, ce sont les responsables politiques qui donnent les ordres. Aujourd'hui, nous ne savons toujours pas si le gouvernement a donné les ordres. Nous ne savons toujours pas où est la vérité. Nous avons l'impression que le mensonge est érigé en raison d'Etat. La farce continue».

● **M. PIERRE MESSMER**, ancien premier ministre de Georges Pompidou, a affirmé, mercredi 18 septembre au micro d'Europe 1, que «s'il avait été à la place de M. Charles Hernu, il aurait donné sa démission dès le début car c'est-à-dire au moment où a éclaté l'affaire Greenpeace. Pour le député RPR de Moselle, il s'agit désormais d'une affaire de fonctionnement

Dans «Libération» LA POLICE NÉO-ZÉLANDAISE ET LA «TROISIÈME ÉQUIPE»

Interrogé par l'envoyé spécial de Libération à Auckland sur les révélations publiées par le Monde du 17 septembre, M. Allan Galbraith, le super-intendant de la police néo-zélandaise chargé de l'enquête sur le Rainbow Warrior, s'est montré réservé (Libération du 19 septembre). Une troisième équipe de deux agents français aurait posé, avouons-le, nous écrit, les explosifs sur le Rainbow Warrior. «Nous acceptons ce qu'écrivit le Monde comme une possibilité», a déclaré M. Galbraith, «mais pour le moment, nous aimerions savoir si oui ou non cet article repose sur des bases solides (...). Nous avons recherché sur une longue période, les arrivées et les départs de Nouvelle-Zélande, mais je ne peux pas commentez les résultats de nos investigations (...)».

M. Galbraith souligne qu'il ne peut pas lancer un mandat de recherche contre les deux agents impliqués par les révélations du Monde, «tant que nous n'avons pas les identités (...) Nous n'avons rien eu au-dessus des autorités ou de la police française». De même, M. Galbraith s'est toujours refusé à révéler la connexion entre l'équipage de l'Ouvéa et le couple «Turange», «parce que nous souhaitons en conserver la primeur pour le tribunal».

D'autre part, le Monde a indiqué que c'est la police anglaise qui a permis d'établir le lien entre l'Ouvéa et le couple «Turange». La réponse de M. Galbraith est nette : «Cette information ne vient pas de la police néo-zélandaise. Je n'ai pas de commentaires».

ont du mal à croire le ministre sur parole. Plusieurs dirigeants comprennent mal que le ministre s'accommode encore de tant d'interrogations, et tant de conditionnels. «Le «si» devra sauter», résume l'un d'eux, tandis qu'un autre estime que le directeur de la DGSE aurait dû, de toute façon, démissionner quand l'affaire a éclaté.

A un échelon inférieur, on prend parfois moins de précautions. Un député mitterrandiste de base s'affirme «écœuré» par toute cette affaire - bien qu'il approuve les déclarations de MM. Mitterrand, Fabius et Jospin, - et met à sa tête candidat en 1986 si la culpabilité des agents français est établie. A vrai dire, ce parlementaire - qui, au pouvoir, n'a pas publié le vieux fond antimilitariste de gauche - s'est égaré d'indignation en lisant que le ministre de la défense s'élève contre la «mise en cause» d'officiers supérieurs français.

● **Au nom de quel, demandez-vous, M. Hernu pratique-t-il une telle glorification de l'armée ?**

J.-L. A.

du gouvernement, de ses mensonges ou dissimulations, et du refus de prendre ses responsabilités». Le fait que M. Mitterrand a été mis tardivement au courant de l'affaire - «montre qu'il ne contrôle pas totalement son gouvernement», a-t-il expliqué, avant d'affirmer : «Nous ne pouvons admettre que le gouvernement mente aux Français».

● **M. FRANÇOIS FILLON**, député de la Sarthe et secrétaire national du RPR chargé de la défense, demande que le Parlement soit saisi de l'affaire Greenpeace «dans les plus brefs délais», et que, notamment, la commission de la défense de l'Assemblée nationale «entende sans délai le ministre de la défense, M. Charles Hernu, ainsi que le général Saulnier et le général Loeze». Pour M. Fillon, «il est maintenant clair que le gouvernement a menti aux Français et qu'il n'a plus, de ce fait, une crédibilité suffisante pour faire toute la lumière sur le rôle des services secrets français dans l'attentat du Rainbow Warrior». «Dans ces conditions, conclut M. Fillon, c'est au Parlement qu'il revient en toute indépendance de rechercher la vérité».

● **M. JEAN-MARIE LE PEN**, président du Front national, a estimé, mercredi 18 septembre, à Lille, que l'affaire Greenpeace engage la responsabilité du président de la République, «puisque tout s'est passé dans un domaine réservé sur lequel il veille jalousement : à compétence totale, responsabilité totale». Pour M. Le Pen, «ou bien M. Mitterrand n'était pas au courant, et alors c'est un jobard, ou il était, et il est complice». «Il est évident que, dans cette affaire, on a menti et on n'a pas pris ses responsabilités, alors que la morale politique élémentaire réclamait la démission des hommes politiques responsables», a-t-il ajouté.

POLITIQUE

ENA contre ENS : protestations et recours

C'est le mardi 17 septembre qu'est intervenue la clôture des inscriptions aux épreuves d'admission à l'Ecole nationale d'administration réservées aux élèves de l'Ecole normale supérieure. Moins de dix candidats se sont inscrits, dont un seul normalien scientifique pour les quatre places offertes à deux «littéraires» et à deux «scientifiques». Toutefois, avant d'arrêter définitivement la liste, l'ENA se donne un délai jusqu'à la fin de la semaine dans l'attente d'éventuels retardataires.

Il y a actuellement aux Ecoles normales de la rue d'Ulm et de Sèvres environ deux cents élèves en troisième année, autant en quatrième année et plusieurs dizaines en cinquième, qui constituent les candidats potentiels à l'entrée à l'ENA. La très faible proportion de ceux qui souhaitent profiter de cette possibilité de déboucher nouveau s'explique sans doute par la précipitation mise par le gouvernement à réaliser cette réforme et par une information insuffisante. Cette nouvelle voie d'accès à l'ENA a en effet été annoncée par M. Laurent Fabius au début de l'année, et c'est un décret du 14 août qui a fixé au 17 septembre la date de clôture des candidatures.

Le délai accordé aux élèves de l'Ecole normale supérieure s'est donc confondu avec la période des vacances.

L'examen par le jury des titres et travaux des candidats aura lieu du 30 septembre au 4 octobre, la seconde partie de ce «concours», qui consistera en un entretien des candidats avec le jury, du 7 au 11 octobre à Paris.

Ce «concours sur titres» réservé aux normaliens suscite de nombreuses protestations. Les uns protestent des élèves de l'Ecole normale supérieure elle-même, d'autres expriment par les élèves des autres Ecoles normales qui ont été écartées de son bénéfice (Fontenay, Saint-Cloud, Cachan et Lyon), d'autres enfin émanent des anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration. Ces derniers ont d'ailleurs déposé un recours en Conseil d'Etat en raison de l'inégalité de traitement que crée le nouveau système. Ce nouveau malaise s'ajoute à celui provoqué par la création en 1982 de la «troisième voie» réservée aux syndicalistes, aux élus locaux et aux responsables d'associations.

A.P.

SELON BVA

Baisse des cotes de popularité de MM. François Mitterrand et Laurent Fabius

La cote de popularité du président de la République enregistre ce mois-ci une baisse de deux points par rapport au mois de juillet. C'est ce qu'indique un sondage réalisé par BVA pour Paris-Match. D'après cette enquête, effectuée du 31 août au 6 septembre auprès d'un échantillon de 921 personnes, M. Mitterrand recueille 32 % d'opinions favorables (ou lien de 34 % en juillet) et 38 % d'opinions négatives (36 % précédemment). La cote de popularité du chef de l'Etat retrouve ainsi son niveau de janvier 1985, le plus bas depuis le début du septennat.

Le premier ministre, lui aussi, voit sa cote se dégrader, et pour la première fois depuis son arrivée à l'Hôtel Matignon, les opinions négatives sont supérieures aux opinions positives : 42 % des personnes interrogées (45 % en juillet) affirment avoir une bonne opinion de M. Fabius et 43 % (41 % précédemment) une mauvaise.

Cette enquête indique d'autre part, que M. Raymond Barré est le meilleur «présidentiable» de

l'opposition pour 31 % des personnes interrogées. Bien qu'en baisse de trois points, par rapport à une précédente enquête de juin, il distance largement M. Chirac (15 %) et Giscard d'Estaing (11 %).

Dans la majorité, M. Michel Rocard enregistre une progression de sept points. Avec 38 % d'avis positifs, il creuse l'écart avec M. Fabius (19 %) et devance tous ses concurrents de la majorité comme de l'opposition.

Cependant, 28 % seulement des personnes interrogées pensent que l'ancien ministre de l'Agriculture ferait mieux que M. Mitterrand. Elles sont plus nombreuses (33 %) à estimer que M. Barre ferait mieux que l'actuel chef de l'Etat.

● **PRÉCISION**. - M. Jean Glavany, qualifié de «l'un des conseillers du président de la République» dans l'article «Le banquet des retrouvailles» (le Monde du 19 septembre), occupe à l'Elysée les fonctions de chef de cabinet.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 18 septembre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations le communiqué suivant a été diffusé.

● **PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1986**
(lire pages 28 à 30)

● **NOUVELLE-CALÉDONIE**
Le conseil des ministres a adopté l'ordonnance fixant le régime institutionnel qui sera applicable en Nouvelle-Calédonie après l'élection des conseils de région et du conseil du territoire. Sur proposition du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, le conseil des ministres a adopté une ordonnance relative à l'organisation et au fonctionnement des régions en Nouvelle-Calédonie et dépendances et portant adaptation du statut du territoire.

Cette ordonnance est la première de celles dont l'interrogation a été prévue par la loi du 23 août 1985 sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie. Elle a été prise après avis de l'Assemblée territoriale actuelle.

Elle fixe les dispositions de caractère institutionnel qui entreront en application dès l'élection, le 29 septembre prochain, des conseils de région et du conseil du territoire.

Les autres ordonnances relatives, d'une part, à la mise en œuvre d'un plan d'urgence et de développement du territoire et, d'autre part, à l'indemnisation des dommages résultant des événements survenus en Nouvelle-Calédonie depuis le 29 octobre 1984 seront soumises pour avis au conseil des ministres ultérieurement.

La mesure permettant aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale de Nouvelle-Calédonie d'être, s'ils le souhaitent, détachés et intégrés dans des corps et emplois de l'Etat ou des collectivités territoriales de niveau équivalent sera soumise au Parlement avant la fin de la prochaine session.

● **PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE**
(lire page 16)

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

- Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Jean-Pierre Puaillon, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat hors tour et maintenu en position de détachement de longue durée ; M. François Essig, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat hors tour et maintenu en position de détachement de longue durée ; M. Michel Roux, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat.

- Sur proposition du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, M. Pierre Boisson est renouvelé dans les fonctions de président du conseil d'administration de l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières (IERAP).

- Sur proposition du ministre de l'éducation nationale, M. Paulette Girard, professeur, est nommé inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale.

- Sur proposition du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, M. Philippe Esig est nommé président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) ; M. Michel Rousselot est nommé directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) ; M. Larfranco Virgil, architecte, est nommé inspecteur général de l'équipement.

- Sur proposition du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, M. Georges Bernard Renouard est nommé inspecteur général du tourisme.

- Sur proposition du ministre de la culture, M. Jean-Pierre Babelon, architecte paléographe, est nommé inspecteur général des archives.

LES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS D'ORDINATEURS ONT MAINTENANT A LEUR DISPOSITION LE MICROPROCESSEUR LE PLUS PUISSANT SUR LE MARCHÉ MONDIAL.

Un ordinateur peut vous étonner par sa mémoire, vous enchanter par son graphisme et vous surprendre par sa vitesse, mais derrière cette puissance, le cerveau de cet ordinateur est son microprocesseur.

Le MC68020 de Motorola est le plus puissant microprocesseur pour ordinateur actuellement disponible sur le marché mondial.

Cette stupéfiante puce "32-bits" permet d'accéder à plus de 4 milliards d'octets de données. Avec plus de 2,5 millions de commandes par seconde, sa capacité de traitement est également prodigieuse. Totalement compatible avec notre unité antérieure de 16-bits, elle complète l'évolution de la famille des microprocesseurs Motorola : le 8-bits, le 16-bits et maintenant le 32-bits ! Ceci permet aux responsables de la conception des équipements d'augmenter les capacités des produits existants sans subir les conséquences d'une nouvelle conception.

Le MC68020 est promis à un grand avenir. Il jouera très probablement un rôle déterminant dans les applications de la robotique de la prochaine génération. Ses capacités de graphisme ultra-rapide et de résolution d'équations mathématiques complexes le rendent idéal pour le traitement de données de grand volume, la conception et la fabrication assistées par ordinateur (CAO) ainsi que pour les ordinateurs à usage multiple de la prochaine génération.

Nous sommes convaincus que ce microprocesseur peut apporter une contribution significative dans la participation déjà importante de la France à "l'ère de l'information" dans laquelle nous avons un intérêt vital.

A Toulouse, nous avons une grande usine de production de semiconducteurs, tandis qu'à Angers nous construisons des modules électroniques pour l'automobile. En France, Motorola a 15 agences commerciales pour assurer le service auprès de sa clientèle.

Motorola, société internationale de l'électronique, au chiffre d'affaires global de 52,8 milliards de francs est active sur cinq continents dans le domaine des télécommunications (phonie et données), de l'informatique, des ordinateurs, des semiconducteurs, et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel. Nos cent mille collaborateurs ont un objectif commun : le service auprès de nos clients.



Notre portrait de famille



MOTOROLA Un leader mondial dans l'électronique de pointe

société

MÉDECINE

DEUX DÉCRETS DÉFINISSENT LA RÉFORME DES HOPITAUX

Départementalisation mode d'emploi

La départementalisation des hôpitaux français aura bien lieu : le décret relatif à cette réforme a été rendu public jeudi 19 septembre. Il prévoit notamment le regroupement de plusieurs services hospitaliers en départements distincts en vue de la poursuite d'objectifs thérapeutiques communs.

A la tête du département, un chef de département sera élu pour quatre ans - il ne pourra exercer plus de deux mandats consécutifs - par des électeurs répartis en quatre collèges : praticiens hospitaliers à plein temps ; praticiens hospitaliers à temps partiel ; attachés et infirmiers ; y a lieu, sages-femmes. Une nouveauté : ce chef de département peut être élu par un collège universitaire (c'est-à-dire un praticien exerçant dans un centre hospitalo-universitaire sans avoir d'activités d'enseignement et de recherche).

La première attribution du chef de département est de présider le conseil de département, un organisme essentiellement consultatif chargé de faire des propositions et composé de représentants élus des différentes catégories de personnels (praticiens, infirmiers, techniciens de laboratoire, manipulateurs de radiologie, kinésithérapeutes, etc.).

Si l'essentiel du pouvoir de décision est entre les mains du chef de département, c'est tout d'abord au conseil de département réuni en formation restreinte (dans ce cas il n'est composé que de praticiens) qu'il revient de proposer pour la nomination des chefs d'unité fonctionnelle une liste comportant au maximum trois noms de praticiens du département ; ensuite le chef de département choisit l'un des praticiens figurant sur cette liste ; cette proposition est alors transmise au commissaire de la République, qui procède à la désignation du chef d'unité fonctionnelle (son mandat ne pourra excéder une durée de douze ans).

M. TOUBON (RPR) : nous abrogerons cette loi

Dans un texte qu'il nous a adressé, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qualifie de « provocation » la récente nomination de M. Jean Terquem, conseiller d'Etat, pour promouvoir la départementalisation des hôpitaux.

« Cette provocation, ajoute-t-il, est bien inutile, car le discours de ce M. département est tenu de cette haine, de ce dogmatisme qui ont fait les beaux jours du congrès de Valence en 1981 et que la gauche, par la voix du premier ministre, a essayé de faire oublier. Inutile, car l'alternance va avoir lieu dans quelques mois et que ce coup de force contre les hôpitaux survient trop tard pour avoir des conséquences réelles, sauf bien entendu à utiliser des méthodes peu dignes d'un gouvernement. Inutile, car l'opposition, et en particulier le RPR, a déjà préparé les lois du changement et que nous nous engageons à abroger la loi hospitalière qui nous tend notamment la réforme de la départementalisation. »

La réforme de la départementalisation des hôpitaux français aura bien lieu : le décret relatif à cette réforme a été rendu public jeudi 19 septembre. Il prévoit notamment le regroupement de plusieurs services hospitaliers en départements distincts en vue de la poursuite d'objectifs thérapeutiques communs.

A la tête du département, un chef de département sera élu pour quatre ans - il ne pourra exercer plus de deux mandats consécutifs - par des électeurs répartis en quatre collèges : praticiens hospitaliers à plein temps ; praticiens hospitaliers à temps partiel ; attachés et infirmiers ; y a lieu, sages-femmes. Une nouveauté : ce chef de département peut être élu par un collège universitaire (c'est-à-dire un praticien exerçant dans un centre hospitalo-universitaire sans avoir d'activités d'enseignement et de recherche).

La première attribution du chef de département est de présider le conseil de département, un organisme essentiellement consultatif chargé de faire des propositions et composé de représentants élus des différentes catégories de personnels (praticiens, infirmiers, techniciens de laboratoire, manipulateurs de radiologie, kinésithérapeutes, etc.).

Si l'essentiel du pouvoir de décision est entre les mains du chef de département, c'est tout d'abord au conseil de département réuni en formation restreinte (dans ce cas il n'est composé que de praticiens) qu'il revient de proposer pour la nomination des chefs d'unité fonctionnelle une liste comportant au maximum trois noms de praticiens du département ; ensuite le chef de département choisit l'un des praticiens figurant sur cette liste ; cette proposition est alors transmise au commissaire de la République, qui procède à la désignation du chef d'unité fonctionnelle (son mandat ne pourra excéder une durée de douze ans).

Une lettre à chaque médecin

Le décret de décembre 1984 prévoyait que la mise en place de la réforme se ferait sous l'égide d'une commission de départementalisation comprenant des représentants élus des praticiens, du personnel paramédical et du personnel hospitalier non soignant. Mais cette commission avait été boycottée par de nombreux médecins opposés à la réforme. Il a donc été décidé que, dans les hôpitaux où une telle commission existe et fonctionne déjà, il n'y avait aucune raison de la supprimer : c'est à elle qu'il reviendra d'élaborer le plan de départementalisation. Dans les autres hôpitaux - les plus nombreux - cette commission ne verra pas le jour. Le nouveau texte précise

qu'il reviendra à la commission médicale consultative (CMC), aidée en cela par des représentants du personnel paramédical et des autres catégories de personnel, d'élaborer ce plan. En tout état de cause, les projets de plan de départementalisation devront avoir été établis au plus tard le 30 septembre 1986. Enfin, il est à noter que la départementalisation pourra se faire au sein d'un même hôpital d'une manière progressive. C'est-à-dire que pourront coexister côte à côte pendant un certain temps, dans un même établissement, des départements et des services hospitaliers anciens.

Cette modification du décret du 28 décembre 1984 s'accompagne de la modification d'un autre décret

Atermoiements et surenchères

La marge de manœuvre dont dispose M^{me} Georgina Dufoux n'a fait que se réduire depuis un an, au gré des atermoiements gouvernementaux, ponctués de surenchères et de manœuvres ménéziennes.

Première péripétie : le changement de premier ministre qui, en juillet 1984, a eu pour conséquence de retarder la publication du décret sur la départementalisation. L'arrivée de M^{me} Dufoux aux affaires sociales, entre autres conséquences, celle de repousser à décembre 1984 la publication du décret. La réponse d'une grande partie du corps médical hospitalo-universitaire ne tarde guère. Ce fut un mouvement de boycottage, qu'on avait cru pouvoir prévenir, mais en vain.

Il se nourrit pour l'essentiel des discours des tenants de la droite médicale, ces derniers ne cessant d'agiter, depuis mai 1981, les spectres de l'électoratisme, du nivellement par le bas, et de leur inévitable conséquence : la dégradation de la qualité des soins dans les hôpitaux.

Une affaire d'autant plus paradoxale que tout le monde, à droite comme à gauche, défend avec ardeur le principe de la départementalisation des hôpitaux. Celle-ci, en cassant les rapports séculaires de pouvoir et de dépendance au sein du corps médical hospitalier, permettrait de - au moindre coût - à ralentir l'évolution des dépenses de santé.

La gauche socialiste accordait, dès 1981, une grande importance à la réussite de « sa » départementalisation. Il lui restait à ne pas heurter de front le corps des mandarins, à ne pas provoquer des réactions innées de rejet. Elle était dès lors condamnée à l'ovation, c'est-à-dire à expliquer, d'un côté, qu'il s'agissait là d'une réforme essentielle et, de l'autre, que la mise en œuvre, serait souple, pragmatique et décentralisée.

Le 28 décembre 1984, M^{me} Dufoux signait le décret relatif aux départements hospitaliers. Mais en avril elle revenait sur le calendrier qu'elle avait elle-même défini, expliquant alors

relatif à la composition des commissions médicales de la gestion médicale des hôpitaux. Dorénavant, les représentants des praticiens de rang A - les chefs de service et certains professeurs agrégés actuels - occuperont 50 % des sièges des CMC. Auparavant, ils n'avaient pas la majorité des sièges à eux seuls et devaient « composer » avec les représentants des autres praticiens.

Les deux décrets modifiés seront examinés le 27 septembre par le Conseil supérieur des hôpitaux. D'ici environ un mois, chaque médecin recevra une lettre de M^{me} Dufoux accompagnée d'une brochure lui expliquant ce qu'est la départementalisation.

FRANCK NOUÏL

ÉDUCATION

UN LIVRE D'EDWY PLENEL

« La République inachevée »

L'école est un sujet difficile. C'est le mérite du livre d'Edwy Plenel, écrit de 1977 à 1985, d'avoir voulu l'inscrire dans le mouvement même de l'histoire, en dehors de laquelle il ne peut se comprendre. D'où vient, en effet, que des discours sur l'école sont si souvent incohérents, sinon de ce qu'ils omettent de la rapporter à son environnement social, politique et culturel ? En un véritable travail de bédécine, Edwy Plenel a recensé à peu près tout ce qui s'est écrit sur l'école en France depuis Jules Ferry.

C'est à juste titre qu'il caractérise d'ensemble l'école comme une réalité contradictoire. Son ambition est de « fonder une critique de l'Etat éducatif qui ne soit pas l'allié de l'inégalité républicaine ». Tâche difficile : que la critique de « l'Etat éducatif » puisse, par les temps qui courent, s'articuler à un projet cohérent de transformation sociale est loin d'être évident. Le discours sur l'école « républicaine » ou « carcérale » s'essouffait au profit d'une contre-réforme libérale : « L'éloge des différences, écrit Plenel, devient l'allié de l'inégalité, le respect du divers se mue en protection de l'élite, la quête d'une pédagogie individualisée se transforme en refus d'une logique collective et collective de l'apprentissage, la démolition de la discipline scolaire capitule en revendication d'un ordre naturel qui n'est rien d'autre que le désordre des rapports de force. »

Une idée toujours neuve

Face au déchaînement d'une utopie sans principe et d'autant plus ravageuse qu'elle se laisse instrumenter par des forces sociales qui n'ont jamais perdu - elles - conscience de leurs buts véritables (et la droite s'en est-elle jamais en d'autre projet que celui d'une école à plusieurs vitesses ?), sachons approuver cette utopie rationnelle et institutionnelle : qu'est la République ; peut-être y a-t-il des chrétiens contre l'Eglise, mais il ne peut pas y avoir de républicain contre l'école publique.

Sous la plume de Plenel, l'histoire de l'école privée depuis un siècle (« vies publiques, vies privées ») est une excellente synthèse. L'auteur montre bien l'ambiguïté initiale de la loi Debré, votée dans laquelle le loi Debré, voyait « un achèvement vers l'unité scolaire » mais qui, après 1971, a permis la consolidation d'un édifice hiérarchique aux antipodes de la volonté affirmée du législateur. Il aurait pu montrer comment les « mesures simples et pratiques » réaffirmaient les prérogatives du service public face au développement d'une logique néolibérale. Je ne connaissais pas le discours de Jaurès du 24 janvier 1910. « J'ai dit deux choses : la première, c'est qu'il pouvait être du droit de l'Etat d'organiser un service public national d'enseignement... où seraient appelés tous les enfants de France. Et j'ajoute que, avant d'aborder par cet aspect le problème, avant de songer à étendre à d'autres, par la loi, l'enseignement de l'Etat, vous devez organiser et améliorer cet enseignement lui-même. »

On le voit : la priorité à la revalorisation de l'école publique n'est pas une idée neuve. Probablement parce que c'est une idée de bon sens.

L'immense mérite du livre d'Edwy Plenel, après maints détours qui proviennent sans doute d'un temps de maturation exceptionnellement long, est de fixer clairement l'enjeu. Ce dont il s'agit, c'est de l'avenir du service public d'éducation face à une offensive réactionnaire qui vient de loin : des assises du CNPF de 1970 aux projets actuels de l'opposition, en passant par les essais théoriques de M. Olivier Guichard d'Estang en 1973 et de M^{me} Saurier-Sché en milieu des années 70.

Toutes ces propositions ne visent en définitive qu'à étendre le modèle du marché au système éducatif et à démanteler le service public d'éducation. On comprend qu'Alain Madelin ne fasse pas de quartier public et les Khmers rouges procédant « de la même matrice intellectuelle : celle du totalitarisme... »

Edwy Plenel m'adresse en conclusion quelques critiques : selon lui, ma position en matière éducative ne serait qu'une position d'attente. Mais, face au consumérisme éducatif, il faut d'abord résister et, pour cela, restaurer l'idée républicaine à mes yeux toujours neuve. S'il est vrai que « pour survivre la démocratie doit s'étendre », il ne suffit pas d'opposer à la radicalité d'un discours libéral passé à l'offensive la radicalité illusoire d'un discours gauchiste déconnecté des forces sociales réelles. Seule l'idée de service public est assez forte pour relever le défi.

Accepter la réalité, ce n'est pas renoncer à l'ambition des lors, naturellement, qu'on élargit la vision à la société tout entière. Moderniser la France sans la précipiter dans la société duale, inventer une planification moderne adaptée à la fin du XX^e siècle, faire prévaloir les exigences de la solidarité nationale sur les replis corporatistes et l'exaspération des égoïsmes, mettre l'indépendance de la France au service des droits de l'homme et de la liberté des peuples, faire pour la jeunesse le pari de l'intelligence, telles sont les tâches d'une République moderne.

Ce n'est pas parce que la République a deux siècles derrière elle que les valeurs républicaines ont fait leur temps.

Et, de même que l'Antiquité fut pour les hommes de la République le chemin le plus court pour faire avancer les idées modernes du libéralisme, de même aujourd'hui la République peut être la voie la plus sûre vers le socialisme. Pourquoi répéter des valeurs que, de toute évidence, on n'a pas encore remplacées ?

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT.

(1) L'Etat et l'Ecole en France. La République inachevée, d'Edwy Plenel. Fayot, 480 p., 140 F.

FAITS DIVERS

● Dix personnes condamnées pour vol d'explosifs dans l'Ariège. Le tribunal de grande instance de Foix (Ariège) a prononcé, mardi 17 septembre 1985, des peines allant de un à trois ans de prison contre dix personnes poursuivies pour le vol d'explosifs ayant servi à commettre deux attentats en Pays basque français. Certaines de ces peines sont assorties du sursis ; l'un des inculpés a été relaxé.

Les accusés, inculpés de vols qualifiés, recel et complicité, ont reconnu avoir dérobé, en juin et juillet 1984, 70 kilos d'explosifs dans une carrière à Prêt-et-Burepeux (Ariège), et les avoir revendus au mouvement séparatiste basque Iparretarak. Ces explosifs avaient servi à commettre deux attentats dans les Pyrénées-Atlantiques, en octobre 1984 à l'aéroport de Biarritz-Mérignac et, en janvier 1985, contre la gendarmerie de Saint-Jean-de-Luz.

Monsieur le Président de la République
est prié de rappeler d'urgence le 578 61 81

INSTITUT D'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)

Etablissement privé d'enseignement supérieur

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS

Téléphone : 296-51-48

Fondé en 1945, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur quatre années. Le diplôme donne accès à certains DESS et DEA (arrêté ministériel du 16-2-1967).

Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossiers - Statut étudiant

Séminaire ouvert de lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

هكزاميت الاصلي

Pas fou, Monsieur Fillioud

En toute objectivité, Monsieur le Ministre a tous les arguments pour choisir HIT TV comme TV privée.

HIT TV, c'est le projet qui répond le mieux aux attentes des Français parce qu'il leur offre systématiquement une programmation différente.

HIT TV, c'est le projet dont la programmation viendra le mieux compléter les chaînes du service public.

Exemple: quand toutes les chaînes donnent dans l'information et les jeux entre 19 h et 20 h 30, HIT TV programme un film... c'est ça notre différence.

HIT TV, c'est le projet qui avec un budget de 300 MF ne déstabilise pas le marché publicitaire français et en respecte le développement progressif.

HIT TV, c'est le projet de 3 partenaires déjà regroupés (UGC, RSC & G et Libération) dont la compétence n'est plus à prouver dans leurs secteurs respectifs: cinéma, publicité, presse.

HIT TV, c'est le seul projet crédible à 100 % français, privé et indépendant.

HIT TV est fin prêt pour émettre à la fin de l'année 85.

Et si c'était votre cadeau de Noël aux Français, Monsieur le Ministre?

UGC - Roux, Séguéla, Cayzac & Goudard - Libération

SOCIÉTÉ

Le Derby au petit trot

« Pas le succès qu'on espérait mais pas l'échec qu'on pouvait craindre » : c'est le bilan global que dresse le monde hippique, après le premier Derby, nouveau jeu imaginé par le PMU pour essayer de pallier le vieillissement du tiré et le déficit chronique des courses.

Le Derby a fait ses débuts mercredi 18 septembre. Pour cette première - et par conséquent l'ultime rodage - on avait choisi non Longchamp, Vincennes ou quelque autre haut lieu hippique, mais le modeste hippodrome de la Solle, à Fontainebleau. De même, il est vrai, le tiré avait, voilà trente-cinq ans, fait ses débuts à Marseille, avant d'entrer dans la capitale par une petite porte : Enghien.

Les études de marché faisaient espérer au PMU, mercredi, un volume d'enjeux de 10 à 30 millions de francs. En fait, il a plafonné à 8,9 millions, à peu près le dixième d'un « vieux » tiré de semaine, le vingtième d'un tiré record de Prix d'Amérique ou de Prix du président de la République.

« Pourtant, nous avons fait des constatations positives, disent les dirigeants du PMU. La principale est que nous avons vu venir à nos guichets une nouvelle clientèle qui ne jouait pas au tiré. La seconde est que la recette ne s'est pas réalisée aux dépens de nos autres formes de paris, mais en plus. Ceci, d'ailleurs, confirme cela : le tiré intéresse un nouveau public ».

Encore une autre confirmation : les journaux hippiques n'ont pas vu beaucoup baisser les piles d'exemplaires qu'ils avaient déposées dans les kiosques. Les joueurs de Derby ont choisi leurs chevaux moins en turfistes chevronnés, « faisant le papier », à travers performances et pronostics, qu'en amateurs jetant leur dévolu sur des numéros censés leur porter chance.

Parieurs déçus

Ces nouveaux parieurs ont été plutôt déçus. Ce sont des favoris qui ont gagné, et les rapports n'ont pas été ceux qu'on pouvait attendre d'un jeu difficile, puisqu'il invite à désigner les gagnants des sept courses échelonnées de 107 francs à 71 735 francs pour 5 francs. Trente-huit parieurs seulement ont touché le rapport maximum.

Bien qu'il laisse aux sociétés de courses un bénéfice plus important que le tiré ou le quarté (14 % au lieu de 10 %), le Derby ne sera pas d'évidence le sauveur qu'on espérait au PMU. Les courses vont terminer l'année 1985 sur un déficit de l'ordre de 250 millions de francs et vont, une fois encore, tendre la main vers l'État. Difficile d'imaginer qu'il se montre complaisant au moment même où il présente un budget de rigueur.

LOUIS DÉMÉL

SCIENCES

Les cosmonautes relèvent le quart

Le vaisseau spatial soviétique Soyuz-T-14, lancé la veille avec trois hommes à bord, s'est amarré, mercredi 18 septembre à 17 h 15 (heure française) sur la station Saliout-7. Les trois nouveaux arrivants, Vladimir Vassilovitch, Guorouï Gretchko et Alexandre Volkov, y passeront huit jours avec les occupants actuels, Vladimir Djanibekov et Victor Savinykh. Et à l'issue de ce séjour interviendra une « première » dans le programme spatial soviétique : l'échange partiel des équipages. Ce sont Djanibekov et Gretchko - deux vétérans de l'espace - qui reviendront au sol, laissant leur trois collègues continuer l'exploitation de Saliout-7.

Une Europe spatiale et militaire

A l'occasion du colloque de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui s'est tenu le 18 septembre à Munich, le ministre français de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, a plaidé la nécessité pour l'Europe d'avoir des activités spatiales dans une perspective de défense. « Une prise de conscience de l'Europe dans ce domaine devient urgente », a dit le ministre, qui a ajouté que ces activités devraient porter « sur les applications non agressives des techniques spatiales - télécommunications, acquisition de renseignements, aide à la navigation, etc. - qui permettent de maintenir le potentiel différentiel des moyens actuels, sans s'engager dans une nouvelle course aux armements ». Dans ce domaine, la France n'a d'ailleurs pas attendu si l'on en juge par les crédits d'étude et de développement engagés par les armées pour la réalisation du satellite d'observation militaire Helios.

OFFICIER MINISTÉRIEL

VENTE PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563. 12.86

Vente d'immeuble au tribunal de grande instance de Paris le Jeudi 26 septembre 1985 à 14 heures

UN LOGEMENT

de 2 pièces, coin, en r.d.-c. et cave dans un immeuble sis 46, rue de Ménilmontant à PARIS 20^e

Mise à prix : 30 000 francs

Pris sur r.d.-c. à M. Ch. Heron

vis à Paris 17^e, 17, r. d'Alphonse-de-Neuville

Tél. : 267-47-41

As greffe du tribunal de Paris où le cahier des charges est déposé.

Sur les lieux pour visiter.

Vente au palais de justice de Paris, le jeudi 3 octobre 1985 à 14 heures

BUREAUX, ATELIERS ET APPARTEMENT

à PARIS (5^e) 28 BIS, RUE PASCAL

MISE A PRIX : 2 200 000 F

S'adresser à : M. Bernard de Sarjac, avocat, 70, av. Marceau - Paris (8^e) - 720-52-38

M. Emile Hoquet, Gérard Bannard, Michel Mazarot, avocats.

Vente sur conversion de suite immobilière au palais de justice à Paris le LUNDI 2 OCTOBRE 1985 à 14 heures

UN APPARTEMENT

w.c. d'appoint - cave - dans un immeuble sis à Paris (2^e)

MISE A PRIX : 280 000 F

S'adresser à M. Jean FICHET, avocat au barreau de Paris, 8, rue de Lamoignon - 75009 Paris - Tél. : 874-21-02

Vente sur suite immobilière, palais de justice Versailles le mercredi 9 octobre 1985, à 9 h 30

UN PAVILLON à SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE (78)

15, rue du Docteur-Bourdon - « La Vallée du Rhodan » - sur zone-nd, rez-de-ch. 1 étage, jardin en pelouse

M. à P. : 300 000 F - S'adr. M. J.-M. Reynaud, avocat

5, rue Pierre-Barthé à Versailles - Tél. : 950-51-28 - As greffe du T.G.J. Versailles - Sur les lieux pour visiter.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME, palais de justice Versailles le MERCREDI 2 OCTOBRE 1985, à 9 h 30

UNE PROPRIÉTÉ à CROISSY-SUR-SEINE (78)

8, quai de l'Écluse - Angle rue de la Mascotte, sans n^o

Superf. totale 1 950 m²

M. à P. : 1 034 000 F - S'adr. M. Nicole Jallade

avocat, 6, rue de Provence à Versailles - Tél. : 953-22-26

As greffe du T.G.J. Versailles - Sur les lieux pour visiter.

SPORTS

LES COUPES D'EUROPE DE FOOTBALL

Les matches aller du premier tour des Coupes d'Europe de football disputés les 17 et 18 septembre n'ont pas été très favorables aux clubs français.

Si Nantes, battu à Reykjavik (2 à 1), Auxerre et Monaco, vainqueurs respectifs du Milan Athletic Club (3 à 1) et des Roumains de Craiova (2 à 0), ont préservé leurs chances de qualification, il n'en est pas de même de Metz, battu à Split (5 à 1), et de Bordeaux défait à domicile par les Turcs d'Istanbul (3 à 2), qui auront bien du mal à renverser la situation le 2 octobre lors des matches retour.

Les Turcs en force à Bordeaux

De notre envoyé spécial

Bordeaux. - Après la richesse et la gloire occasionnées, la saison dernière, par leur participation aux demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions de football contre la Juventus de Turin, les Girondins de Bordeaux patient aujourd'hui lourdement la rampe de ces succès. Pour rencontrer les Turcs du Fenerbahce d'Istanbul, les Girondins de France étaient privés de cinq titulaires indiscutables : Bernard Lacombe et Jean-Christophe Thouvenel (suspendus à la suite d'avertissements reçus contre la Juventus) Fernando Chalana (douleurs dorsales), René Girard (contraintures au genou droit) et Thierry Tusseau (claquage à la cuisse gauche).

Si on ajoute que Jean Tigana (claquage à la cuisse droite) et Léo-nard Specht (dilatation à la cuisse droite) avaient effectué leur rentrée en championnat quatre jours plus tôt contre Nantes et que Patrick Battiston (touché à une cheville) avait aussi été écarté des terrains, on comprend les doutes et les inquiétudes de l'entraîneur Aimé Jacquet après moins de deux mois de compétition.

Mission impossible

Si les Girondins de Bordeaux ont réussi à limiter les dégâts, ils le doivent surtout à leur expérience et à leur maîtrise collective. Des atouts nécessaires mais non suffisants dans une épreuve aussi particulière que la Coupe d'Europe où la solidarité et la détermination prennent souvent le pas sur le talent et la maîtrise. L'agressivité des joueurs turcs n'incitait certes pas les défenseurs girondins à prendre des risques. Rudoyé par son garde du corps, Alain Giresse en particulier était loin d'avoir son rayonnement habituel.

Dans les tribunes, où quelques milliers de travailleurs turcs avaient pris place, c'était du délire pour ce succès qui constitue le plus bel exploit jamais réussi par des footballeurs de leur pays. Pour le match retour à Istanbul, le 2 octobre, les Bordelais bénéficieront des retours de Bernard Lacombe, de Jean-Christophe Thouvenel et probablement de René Girard, mais ils devraient, pour se qualifier, l'emporter avec au moins deux buts d'écart. Une mission presque impossible si l'on considère que, même durant leur parcours exceptionnel de la saison dernière, ils n'avaient jamais réussi à gagner sur un terrain adverse.

GÉRARD ALBOUY.

CARNET DU Monde

Naissances

- M. Thierry LEGER et M^{me} Marie-Monique Cudert, Emmanuel et Christophe, M. et M^{me} Jean-Dayan ont la joie de faire part de la naissance de

Stéphane.

Paris le 15 septembre 1985.

- Nicolas et Jacques LEVISALES ont le plaisir d'annoncer la naissance, à New-York le 5 août 1985, de leur petit-fils

Steven

chez Laurence et Eric LEVISALES.

- Elisabeth et Alain MAUROY, Stéphane et Sylvain, sont heureux d'annoncer la naissance de

Victor.

le 10 septembre 1985.

Préfecture des Landes, 24, rue Victor-Hugo, 40000 Mont-de-Marsan.

Mariages

- Le docteur Henri PÉRIE, chef de service de l'inspection générale au ministère de la jeunesse et des sports, et M^{me} Claude Bouckert, sont heureux de faire part de leur mariage

Anna-Catherine

avec M. Jean-Pierre VINTRAS.

Cherville, le 14 septembre.

Décès

- It is with deep regret that we announce the death on the 17th September 1985 of

M^{re} Laura ASHLEY.

The heartfelt sympathy of all the staff of Laura Ashley goes out to M^{rs} Ashley's husband, Bernard, and to all their family.

All employees of Laura Ashley SA France.

(Voir le Monde du 18 septembre.)

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

320-74-52

Mém. Vaux-le-Pénil

M^{re} Roger Dayan, son épouse, M. et M^{me} Jean-Jacques Fournel et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Dayan et leur fils, M. et M^{me} François Legendre, M^{re} Michèle Dayan, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Sadia Dayan, ses parents, M. et M^{me} Roger Chiche, ses beaux-parents, Les familles Dayan, Teboul, Mail, Gascen,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Roger DAYAN, avocat au barreau de Melun, ancien membre du conseil de l'Ordre des avocats de Melun,

survenu brutalement le 17 septembre 1985, en son domicile à Vaux-le-Pénil, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques sont célébrées le jeudi 19 septembre à 14 heures au funéraire de Melun, où l'on se réunira, rue Pierre-Brun.

L'inhumation aura lieu au cimetière Nord de Melun.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue du Rd-de-Vaux, 77530 Vaux-le-Pénil.

- Melun.

Les associés de la SCPA, M^{re} Alain Kessine, M^{re} Mirabelle Kessine, M^{re} Jean-Paul Petit, M^{re} Isabelle Tronillet, Le bâtonnier de l'Ordre des avocats Et le barreau de Melun

ont la douleur de faire part du décès brutal de

M^{re} Roger DAYAN, avocat au barreau de Melun, ancien membre du conseil de l'Ordre des avocats de Melun,

survenu le 17 septembre 1985 à Vaux-le-Pénil.

Les obsèques sont célébrées le jeudi 19 septembre 1985 à 14 heures au funéraire de Melun, où l'on se réunira, rue Pierre-Brun.

L'inhumation aura lieu au cimetière Nord de Melun.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Louvois, 77000 Melun.

camille lacoste-dujardin
des mères
contre les femmes

Maternité
et patriarcat
au Maghreb

Comment les mères de garçons
ont pu jouer le rôle
de grandes prêtresses
de la domination des hommes
et de l'oppression des femmes.

120 pages
Éditions
La
Découverte

Masques et bijoux
d'art
tribal
en Inde

Exposition
du 14 au 23 septembre

SONA LA MAISON
DE L'INDE
400, rue Saint-Honoré 75001 Paris - Tél. 260.18.97

nouveau
drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc. : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indications particulières. * expo le matin de la vente

MARDI 24 SEPTEMBRE

S. 1. - Tableaux, sculptures 19^e, 20^e - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 11. - Bons meubles, objets mobiliers - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 14. - Objets d'art et d'ameublement - M^{re} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

S. 2. - Tab. bib. mod. - M^{re} BOISGRARD.
S. 9. - Bons meubles et objets d'art - M^{re} MILLON, JUTHEAU.
S. 12. - Timbres-poste - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

JEUDI 26 SEPTEMBRE

S. 1. - EXTRÊME-ORIENT, tabl. bib. mod. des 17, 18, 19^e s. - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 2. - Ling. jout. dentelles, objets d'art et d'ameublement - M^{re} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN, M^{re} Daniel.
S. 11. - Tableaux, bibelots, meubles anciens et de style - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 13. - Bons meubles, objets mobiliers - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 16. - Bibelots, mobilier anc. et rustique - M^{re} OGER, DUMONT.

VENREDI 27 SEPTEMBRE

S. 1. - Suite de la vente du 26-9. - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 2. - Tab. bib. mod. - M^{re} BOISGRARD.
S. 3. - Antiquité - M^{re} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN, M^{re} Stéphanie expert.
S. 5. - Tabl. sculptures 19^e s. Symbolistes modernes - M^{re} CHARBONNEAU.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE à 10 h
LA PLAINE-SAINT-DENIS (93210)
Drouot véhicules, 17, rue de la Montjoie. Véhicules de tourisme VOLKSWAGEN, AUDI 1985 et 1984 contr. AFNOR 52 pts M^{re} NERET-MINET.

ÉTAPES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
BOISGRARD, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
CHARBONNEAU, 134, Fg Saint-Honoré (75008), 359-66-56.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 246-46-44.
NERET-MINET, 31, rue Le Pelletier (75009), 770-67-79.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.

20. Lettres étrangères : Naguib Mahfouz, le roi du roman arabe

24. Rencontre : Julien Green, l'Américain de l'Académie

Le Monde DES LIVRES

Et mon tout sera la détresse...

FAIRE un roman, c'est tricotter le destin. C'est tramer la fatalité. Dans le livre qu'elle vient de publier, Anne Bragance justifie particulièrement de telles images, puisqu'à force de se croiser, de s'entrelacer, les histoires de ses divers personnages - au départ inconnus les uns des autres - finissent par se confondre pour ne plus servir qu'une seule (et cruelle) intrigue.

Le lecteur voyage beaucoup. Dès le premier jour, on le conduit à Rome, à Londres, à Versailles... pour qu'il y rencontre des hommes ou des femmes, fort éloignés de soupçonner leurs existences respectives. Nous continuerons de voyager... et de participer au jeu que nous propose l'auteur. Car ce livre est une « Charade », comme l'indique son titre.

Mon premier sera une femme, trop belle et trop étrange, qui portera le nom d'une musicienne de jazz : Isis Coltrane. Elle possède tellement d'argent que celui-ci est devenu, pour elle, une abstraction. Quelque chose que jamais elle n'entrevoit, que jamais elle ne touche. Mon second aura les traits d'un photographe amoureux de sa voiture. Il l'appelle « Mama Water », et la regarde comme le plus indispensable des fétiches. Mon troisième se partagera entre une douzaine d'autres visages, dont l'air de famille se laisse discerner peu à peu : emporté dans le flot des jours, ils ne comprennent pas vraiment ce qui leur



La Charade d'Anne Bragance nous entraîne dans une succession de crimes, mais le mot de l'énigme, c'est le désarroi.

arrive, figurants ou comparses d'une histoire qui se joue leur mine comme elle se joue la nôtre. Et mon tout sera la détresse, l'ingrassable désarroi.

Le métier de Parque

Loin des rumeurs parisiennes, Anne Bragance fait son métier de Parque dans un village de l'Ardèche, presque déserté par ses habitants. Cette femme, au beau

visage d'Andalousie, a découvert sa passion pour la littérature en lisant Virginia Woolf (1). Comme la romancière anglaise, Anne Bragance montre cette sorte de finesse qui tient du respect, dans la manière de peindre ses personnages. Elle sait décrire comme il faut les gens que la vie désemplit, et sa sensibilité devient, alors, une déchirure.

Ainsi, pour composer le chagrin d'amour d'une Occidentale avec

la misère d'une petite Indienne, la romancière dit que l'une « pleure de ne pas pouvoir mourir » et que l'autre « meurt de ne pas pleurer ». Ces quelques mots feront ensuite leur travail dans les pensées du lecteur...

Anne Bragance connaît l'art de ne pas effaroucher les sentiments. Elle les évoque avec toutes les précautions qu'ils réclament, et se contente souvent de nous les faire deviner. Vouloir suggérer l'émotion que suscite la trop belle Isis Coltrane, elle écrit que « la régularité sans défaut de ses traits, le hiératisme de son brun visage s'imposaient presque douloureusement à qui la contemplait ». C'est vrai : l'extrême beauté inspire toujours des sentiments presque douloureux.

Les trouvailles de ce genre sont nombreuses dans cette *Charade* qui ravive jusqu'au bout la curiosité du lecteur. Je ne vous raconterai pas l'intrigue. Vous saurez seulement que des enlèvements se commencent, que des crimes s'accomplissent, que leur signature est une rose, et qu'ils sont commandés par une des passions les plus mystérieuses : la haine. Aucune autre ne possède, en effet, la même intégrité.

FRANÇOIS BOTT.
★ CHARADE, d'Anne Bragance, Marne de France, 244 p., 85 F.

(1) Virginia Woolf ou la Dame sur le piédestal. Ed. Des Femmes, 1984.

Qui fut Tatiana, la terroriste ?

Fiction, document, ouvrage historique, scénario, polar... Il y a de la passion dans le Roman de Tatiana de Jacques Baynac.

LE 1^{er} septembre 1906, dans la salle à manger de l'hôtel Jungfrau à Interlaken, alors que vient de commencer le service du second plat du déjeuner - il doit être 12 h 45 - la jeune et jolie M^{lle} Stafford, toute de blanc vêtue, vide le chargeur de son brownie - sept cartouches - sur un riche rentier alsacien, M. Charles Muller, qui mourra peu après.

« J'ai fait ce que j'ai voulu faire », dit la meurtrière. « Le comité révolutionnaire russe avait condamné cet homme. La sentence devait être exécutée. Elle l'est. » Elle attend calmement qu'on l'arrête sans savoir encore que celui qu'elle vient de tuer n'est pas le ministre de l'Intérieur exécuté, Pierre Nicolaïevitch Doorooov... Cette femme s'appelle, en réalité, Tatiana Léontiev, et appartient à l'Union des socialistes révolutionnaires maximalistes de Russie, l'aile gauche des socialistes révolutionnaires qui, par le terrorisme, s'en prenaient aux « bourgeois du peuple » afin de hâter la chute du tsar et la Révolution. Elle sera condamnée à quatre ans de prison et, internée dans un hôpital psychiatrique, y restera jusqu'à sa mort le 16 mars 1922, à l'âge de « trente-neuf ans, trois mois et dix jours ».

Telle est l'histoire de Tatiana. Fiction ? Réalité ? Polar ? Livre d'histoire ?... Tous les genres sont mêlés dans ce que l'auteur a appelé le *Roman de Tatiana*. « J'écris un livre d'histoire et ma liberté est infinie », précise pourtant Jacques Baynac à propos de cet ouvrage inclassable. Historien, né en 1939, spécialiste de la révo-

lution russe - mais aussi scénariste pour le cinéma, - Baynac s'est particulièrement intéressé au terrorisme bolchevik pré-révolutionnaire - *Kamo, l'homme de main de Lénine* (1), - au terrorisme d'Etat post-révolutionnaire - *la Terreur sous Lénine* (2) ainsi qu'aux révolutionnaires oubliés - *les Socialistes-révolutionnaires russes* (3). Mais avec Tatiana, il ne fait pas seulement de l'histoire.

La filature de l'historien amoureux

Cette jeune fille qui s'était trompée de victime, il l'a rencontrée pour la première fois dans *l'Histoire du terrorisme russe* du général Spiridovitch, l'ancien chef de la sûreté du tsar : « Seize lignes consacrées à Tatiana (...) C'était alors ma seule source ». Est-ce le coup de foudre ? « Je me demande d'où me vint alors l'idée de lire son affaire plutôt qu'une autre. Il s'agissait de tuer un après-midi, non d'engager ma vie pour des années ».

C'est à une véritable filature qu'il se livre pour retrouver les articles (« L'acte d'une folle » titre le *Journal de Genève* du 3 septembre), les lieux, les écoles, les hôpitaux, le procès, les lettres de son héroïne.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 20.)

- (1) Fayard, 1972.
- (2) En collaboration avec A. Skirda. Sagittaire, 1976.
- (3) Robert Laffont, 1979.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Un poisson muet surgi de la mer, de Serge Bramly, la Montagne fêlée, de Rafaël Pividal

Le mal d'indifférence

A PREMIÈRE vue, Serge Bramly et Rafaël Pividal n'ont en commun que de publier la même semaine d'une rentrée qui oblige à écarter plusieurs péchés à la fois. Bramly dépeint, s'efface, laisse en suspens, sans rire ; Pividal se veut français, présent, culturel, farceur. Et pourtant, leurs livres laissent un même goût dans la bouche. Est-ce un signe des temps ? Ici et là, des êtres se sentent insignifiants, vacants, hésitants sur l'usage à faire de leur vie ; faute d'assez de désir, dirait-on. Après la crise des valeurs, vivons-nous, comme ce serait logique, le mal d'indifférence ? Ça ou poigner la girafe...

Tel un poisson muet surgi de la mer - sauf erreur l'expression exacte, tirée des *Purifications* d'Empédocle, est : poisson muet au fond des mers, - Louise Brenner échoue dans un palais fatigué d'Alkâbâd (Islamabad ?), en Afghanistan. Elle accompagne autour du monde un affairiste italien, dont elle était l'interprète et la maîtresse. Entre eux, ce n'était plus ça. L'italien a continué seul son périple. Comme chaque fois qu'elle a rompu, Louise appelle à Paris son vieux complice l'avocat Daniel. D'habitude elle tombait mal, trop tard ou trop tôt. Cette fois, Daniel est libre, lui aussi. L'heure a peut-être sonné de vivre l'amitié amoureuse qui les lie depuis la tendre enfance. « J'arrive », crie Daniel. La communication est coupée. Non par le hasard des appels longue distance : par une émeute que les chars soviétiques vont réprimer en isolant le pays du reste du monde.

DANS le palais détraqué, Louise connaît l'expectative impuissante dont on a perdu l'habitude, et jusqu'à l'idée, depuis les temps de guerre, Daniel viendra-t-il ? Pourra-t-elle s'échapper ? Puis, tout crûment : comment survivre ?

Autour d'elle gravite le petit monde hétéroclite des esclaves forcées, une palette de caractères contrastés telle qu'en rassemblant les détonations sans cause et les naufrages. Parmi les compagnons d'infortune : Laetitia, styliste lausannoise fêlée de grand tourisme et d'astrologie, avec sa fillette Agathe. Dehors, c'est le passage brusque de la résignation à la fureur, comme souvent dans les pays pauvres où il n'y a d'alternative à l'espoir que dans le colère. Le sang coule, l'arbitraire règne. La violence aveugle des foules opère sa contagion.

A moitié lynchée parce que des fanatiques l'ont crue américaine, Louise découvre dans son cœur pacifique l'envie toute neuve, et presque douce, de rendre les coups. A la recherche de son passeport perdu et de places d'avion pour fuir, elle découvre aussi l'attente prioritaire du sauve-qui-peut, du chacun-pour-soi.

Rien ne la prédispose à l'oubli de soi. Quoi qu'elle en dise, la solitude et le désarroi qui sont son lot n'inclinent pas forcée-

ment à la générosité. Or elle va poser un acte qui ressuscite à lui seul toutes les valeurs et les raisons de vivre qu'elle a depuis longtemps perdues de vue : dans l'effacement d'un barrage, elle cède sa place d'avion à la styliste et à sa fillette, s'obligeant à quitter la place à pied, à travers les montagnes glacées, sous le tir des hélicoptères...

A PRÈS quoi reprendra son existence indécise et mal douée pour le bonheur. La liaison avec Daniel ne durera que quelques mois. Louise gagnera les Etats-Unis. Ses notes, qui forment la fin du livre, traduisent plus que de l'acquiescement à ce qu'elle pense être son insignifiance : elle le revendique, à la fois humilité d'avoir à s'accommoder éternellement des choses, et sans illusions, sur les absolus qui la garantissent contre les compromis. En somme, nous avons passé deux cents pages avec un être qui assume pleinement le mal d'indifférence et à qui des circonstances exceptionnelles ont seulement inspiré, outre le sens de l'attente, un acte presque incongru, venu, qui sait ? d'un instinct de conservation de l'espèce - les femmes et les enfants d'abord. L'héroïsme n'a jamais été si aléatoire qu'aujourd'hui !

Bramly a débuté en 1978 avec *l'itinéraire du fou*. On était déjà à cent lieues des bords de Seine et de l'esprit français ; en Amérique latine, dans une logique insolite. Ici encore, nous voyageons loin de nos bases. Vu d'un palais déplié, le tiers-monde apparaît dans son chaos baroque de modernisme et de pouillerie, à l'humanité précaire. L'acquis dont vivent les Occidentaux ne vaut guère mieux, avili en anoblissement cosmopolite, en égolisme phraséur. L'auteur pose sur « Alkâbâd » et ses visiteurs un œil froid, qui est le contraire du regard résigné. Est-ce l'effet de l'ordinateur M20 sur lequel le livre a été écrit ? La prose est la rapidité d'un synopsis, du télégramme, du téléphone interrompu. Elle respire le présent, ce vrai temps de la création dont Giono dit qu'il ignore le pathétique. Il faudra désormais compter avec ce contour qui en dit long, parce que sans phrases !

Les personnages de la *Montagne fêlée* sont tellement indifférents qu'ils en sont différents. Entendez : que la société ne tolère plus la provocation et le risque de contagion de leurs réactions au conditionnement général. Employeurs ou parents les ont poussés en douce vers une des nombreuses institutions qui, sans s'avouer ailes de fou, empêchent les petits déviants de déranger le désordre établi, en étouffant leurs velléités de liberté sous les neuroleptiques, les zézaiements de pensionnat et le hachis Parmentier.

(Lire la suite page 24.)

Jeanne Champion

Le Bunker

roman

«Le Bunker prouve que Jeanne Champion est l'un des tous premiers écrivains de notre temps»

JEAN-JACQUES BROCHIER
LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

Almann-Lévy

ATION

INDUSTRIE
pour la production audiovisuelle

es décisions du Conseil

RELIGION

s Quartiers,
s classiques.



A LA VITRINE DU LIBRAIRE

DERNIÈRES LIVRAISONS

ESSAIS

● Brian S. Rogers : *Charles Nodier et la tentation de la folie*. L'auteur examine les thèmes de la folie et de l'imaginaire dans l'œuvre de C. Nodier. (Slatkine, 102 p., 129 F.)

ÉCONOMIE

● Richard W. Lombardi : *La Piège bancaire*. Ancien responsable des crédits aux pays d'Afrique à la First National Bank of Chicago, R.W. Lombardi dénonce les pièges de l'endettement qui enserment les pays en voie de développement et, avec eux, les économies occidentales, dans une dangereuse spirale. Il propose des solutions permettant d'aboutir à un recentrage de l'économie mondiale. (Flammarion, traduit de l'anglais par P.-E. Deuzat, 337 p., 119 F.)

SOCIÉTÉ

● Bernard Rouleau : *Villages et faubourgs de l'ancien Paris. Histoire d'un espace urbain*. De l'ancien Paris des fermiers généraux au grand Paris actuel, un profond bouleversement s'est produit. B. Rouleau, professeur de cartographie à l'université de Paris, étudie l'histoire et le destin des « quartiers périphériques » (du douzième au vingtième arrondissement) et restitue à l'espace urbain son épaisseur de tissu vivant. (La Seuil, 380 p., 250 F.)

ROMANS

● Robert Brasillach : *les Sept Couleurs*. Plon continue la réédition des romans de cet écrivain, fusillé en février 1945 pour faits de collaboration. Après *Comme le temps passe* et *la Conquérante*, voici *les Sept Couleurs*. Nous avions noté (le Monde du 22 mars 1985) le caractère pour le moins ambigu de la prière d'insérer de la *Conquérante*. Elle

est reprise pour *les Sept Couleurs*. (Plon, 248 p., 75 F.)

PHILOSOPHIE

● Arsenij Goulyga : *Emmanuel Kant, une vie ; suivi de En quel sens sommes-nous tous kantians ?* de Jean-Marie Vaysse. Ce livre, clairement écrit, retrace l'itinéraire biographique et intellectuel du maître de Königsberg, de la période pré-critique jusqu'à ses derniers développements sur la paix universelle. L'auteur est membre de l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences de l'URSS. Son livre a été publié à Moscou en 1981. (Aubier, traduit du russe par J.-M. Vaysse, 349 p., 128 F.)

HISTOIRE

● Marc Weitzmann (avec la collaboration de Jean Guart et de Jean Chesneau) : *Nouvelle-Calédonie. Un siècle de hautes études*. Qui sont les Kanaks ? Comment vivent-ils ? L'enchaînement de la violence est-il inéluctable entre les différentes communautés en présence ? L'auteur tente de répondre à ces questions et à d'autres, à la lumière des derniers événements. (Vertige, 175 p., 70 F.)

● Colette Beaune : *Naissance de la nation France*. L'auteur se propose dans cet ouvrage d'analyser l'image de la France et le regard que son peuple et ses dirigeants ont porté sur elle à la fin du Moyen Âge. Le livre est divisé en trois parties : *la France et son histoire ; la France et Dieu ; le roi, la France et les Français*. (Gallimard, 431 p., 145 F.)

SOUVENIRS

● Flora Groult : *Tout le plaisir des jours est dans leur matinée*. Flora Groult, « écrivaine » selon la prière d'insérer, évoque ses enfances au sein d'une famille d'artistes, joyeuse et privilégiée. (Plon, 179 p., 58 F.)

HISTOIRE

Ils sont pieux : ces Romains

Longtemps, la religion à Rome se caractérisait, aux yeux des historiens, par un fétas de superstitions, ou était représentée par quelques philosophes réfugiés dans les jardins réservés aux dîtes. La but d'une telle manière d'écrire l'histoire était d'assurer le triomphe du christianisme qu'on voyait surgir d'une terre vierge de tout esprit réellement religieux.

Dans un livre qui bouleverse bien des dogmes et des idées reçues, John Scheid, qui enseigne à l'École pratique des hautes études, entreprend de démasquer les raisons sournoises de cette vision évolutionniste de l'histoire. Il apporte aux lecteurs des éléments concrets permettant de penser cette religion où le culte et la politique sont indissolublement noués. Car ici tout est d'abord une affaire communautaire où la religion fonde et légitime l'ordre politique. En effet, la religion, « le culte des dieux » (Cicéron), y est avant tout un ensemble de règles et de rites imposés par la tradition et célébrés par les citoyens, ou plus précisément par certains prêtres et magistrats qui les représentent. Et le Forum figure cet espace où le religieux et le politique s'incarnent.

D'une plume alerte, Scheid nous introduit aux nouvelles naves de l'historien qui observe les documents de manière insolite. Ainsi, pour comprendre la piété à Rome, il

analyse les gestes d'impitoyables, les erreurs rituelles, les dévotions religieuses et les scandales qui menacent l'ordre pieux qui fonde la tradition civique (1). Et Scheid rappelle comment Dumézil, qui a tourné une page dans l'histoire de la religion romaine, a été ce dérangeur salutaire scandalisant toute une génération d'historiens.

Aux côtés des superstitions et de la magie, des dévotions privées, de tout ce que Scheid appelle « la religiosité subjective », la religion se caractérise donc à Rome par une dimension essentiellement publique. Ainsi découvre-t-on, au Panthéon romain, des « dieux citoyens » qui ne naissent pas à la suite d'une révélation, mais sont installés par des magistrats. Lorsque, à la faveur de l'expansionnisme colonial, les portes de Rome s'ouvrent aux dieux étrangers, ceux-ci pourront entrer en fonction en étant « naturalisés ». Et comme le culte d'Isis avait lui, le christianisme, « ultime naturalisation d'un culte étranger », finira lui aussi en religion d'État.

M. O.
★ RELIGION ET PIÉTÉ À ROME, de John Scheid. Éditions La Découverte, 160 p., 92 F.

(1) Voir, à ce propos, un volume sous la direction de J. Scheid : *La Déesse religieuse dans la cité antique*, Ecole française de Rome, 1981.

ROMANS

Garance

et le Mohican

Garance, c'est une qualité de rouge ; puis le nom d'Arletty dans les *Enfants du Paradis*. C'est aussi cette ville du midi de la France — synthèse latine de Montpellier, Perpignan et Toulouse — où se passe ce deuxième roman de Christian de Montella, *Mohican*. Aux terrasses des cafés, les personnages se croi-

sent, les stratégies se nouent, les conflits s'évaluent... Mario Bosco, qui se fait appeler, en toute transparence, Arthur Follenfant (comme dans *Carême-prenant* (1)), le premier roman de Montella, est journaliste au quotidien local ; il a trente-trois ans et garde quelques stigmates : son nombril, cicatrice d'une vérité inconnue — ses cris de douleur nocturnes ; son existence de « caméléon » ; qu'il traîne depuis 1988 comme une « mort-débout ».

À la « bouffonnerie » du jeu social, à l'érotisme provinciale de son champ d'action, à la pauvreté complaisante de ses rencontres, s'ajoute une impuissance à communiquer, à parler, paralytante. Entraîné, malgré sa « joie animale d'être », vers un nœud de crises, Follenfant doit affronter, dans le même temps, la couverture d'un crime spectaculaire, le retour du père prodigue, l'éloignement démonstratif de sa compagne de jeu.

Acculé au pied du mur, lui revient en mémoire cet indien Mohican qui, devant une parole d'une difficulté noire, anticipait dans sa tête l'escalade qu'il réaliserait avec ses muscles ; Follenfant, à son tour, peut apprendre à « ignorer le vertige ». Le passage reconnu, l'effort justifié, le compromis négocié, peut-être trouvera-t-il un mode de vie digne d'un Bosco initié, enfin adulte ? Montella dit que c'est là « le prix à payer pour se sentir faire partie du monde », mais c'est avant tout « une histoire pleine d'étonnements et d'indignations ».

C. P.
★ MOHICAN, de Christian de Montella. Le Seuil, 192 p., 79 F.

(1) Le Seuil.

Ont collaboré à ces pages : Ginette Galtard-Auviste, Patrick Kélician, Pierre-Robert Leclercq, Maurice Ollender, Claire Paulina.

EN POCHE

● Journaliste et conseiller littéraire, Pierre Assolène trace en dix grandes époques la personnalité de l'homme exceptionnel que fut Gaston Gallimard. Quatre-vingt-cinq ans de la vie de cet éditeur hors pair nous font visiter un monde parcouru de tous les tracas intellectuels du vingtième siècle. (Pierre Assolène ; *Gaston Gallimard* ; « Points Seuil » B 11.)

● Bird, l'homme à la voix d'oiseau, se retrouve du jour au lendemain père d'un enfant anormal. Avec ce petit « monstre » pourvu de deux têtes, commence un long quête au terme de laquelle toute fute-devant soi-même devient impossible. (Kenzaburo Oe ; *Une affaire personnelle* ; « Bibliothèque cosmopolite » de Stock ; 38 F.)

● « Ah ! quelle vie ! quelle fraîcheur, quelle gaieté ! » Il n'est pas de meilleure introduction à l'œuvre de Paul Fort que ce vers. Troubadour du bonheur et d'un monde parcouru de fées et de kites, ce poète fut souvent réduit au rôle de chanteur des écoles primaires ; les *Bellérophon* du beau hasard (collection de textes inédits ou célébrés) viennent heureusement pérorer cette image simplificatrice. (Paul Fort ; *Bellérophon du beau hasard* ; GF Flammarion n° 402.)

● Un livre de raison mêle deux drames, deux histoires où se raconte l'impossibilité de saisir la réalité des êtres et des événements. « Si l'on pouvait me montrer la structure moléculaire de la protéine qui définissait Charlotte Douglas », soupire la narratrice... Cette molécule miracle n'existe pas, bien sûr, et le complexe s'embusque toujours sous l'apparente simplicité que l'écriture cherche à déconstruire. (Joan Didion ; *Un livre de raison* ; collection « 10/18 ».)

● La collection GF Flammarion réédite un roman de George Sand paru pour la première fois en 1837. Entre le récit d'aventures et le roman noir, *Mauprat* mêle une histoire d'amour (celle de Bernard et d'Edmée, semblables par leurs patronymes, mais séparés par une période qui explique toutes leurs différences) et des péripéties riches en mystères. (George Sand ; *Mauprat* ; GF Flammarion, 201.)

● Les éditions Complexe rééditent la passionnante biographie intellectuelle de Barrès par Zeev Sternhell. (Maurice Barrès et le nationalisme français, n° 26) et l'ouvrage de Barret et Gurgand sur les anabaptistes de Munster en 1534-1536 (*le Roi des derniers jours*, n° 27). L'éditeur bruxellois publie également deux inédits : *le Bonheur atomique*, de C. Delmas (n° 42), et *le Crise congolaise 1958-1960*, de J. Vanderlinde (n° 43).

● Toulon 1940 : une bande de potaches découvre simultanément la guerre et l'amour. Jean Rambaud avait publié ce roman tendre et drôle en 1983. (Jean Rambaud ; *les Mirrors d'Archimède* ; Le Livre de poche, n° 8081). Parallèlement, les Éditions d'aujourd'hui rééditent dans la collection « Les introuvables » *Qu'est-ce qui fait marcher John Britant ?*, roman du même auteur paru en 1970.

● En 1982, Maurice Nadeau publiait *Sarnia*, volumineux récit d'un auteur inconnu, Gerald Basil Edwards, né à Guernsey en 1889 et mort en 1976 sans avoir réussi à faire publier son livre unique. Œuvre de génie, selon William Golding, *Sarnia* (nom latin de Guernsey), est le récit, à travers les Mémoires imaginaires d'un vieux paysan, de la vie de l'île anglo-normande durant quatre-vingts ans. (G.B. Edwards ; *Sarnia*, traduit de l'anglais par J. Harisson ; « Points-Seuil », R-199.)

● Cinq ans avant sa mort, en 1956, Henri Calet rédigeait des notes en vue d'un roman : *Peau d'ours*, qui ne vit jamais le jour. Ces fragments éparpillés, « sorte d'herbier où je place, j'insère des personnages entrevus, séchés », avaient été publiés chez Gallimard en 1958. (H. Calet ; *Peau d'ours* ; Gallimard, « L'Imaginaire », n° 154.)

● La collection « Champs » chez Flammarion réédite le *Livre du Capital* de K. Marx, dans la traduction de J. Roy, avec une préface de L. Althusser (1969). (K. Marx ; *le Capital*, Livre 1 ; Flammarion, collection « Champs » ; 2 volumes, n° 161 et n° 162.)

British Caledonian:



un service qui a conquis le monde

Chez British Caledonian, nous sommes fiers de nos origines écossaises (mais oui : Caledonia est le nom latin de l'Écosse!).

Car nous en avons hérité ce sens de l'accueil et de l'hospitalité que les autres compagnies aériennes nous envient.

Le légendaire service British Caledonian vous est offert sur toutes les lignes de notre réseau, qui relie Londres à 32 villes d'Europe, des U.S.A., d'Afrique, du Moyen et de l'Extrême-Orient.

De plus, dès votre départ de Paris-Charles de Gaulle, nous vous enregistrons jusqu'à votre destination finale ; et vous bénéficiez des avantages uniques de l'Aéroport de Gatwick : liaisons les plus rapides avec le

cœur de Londres par Train Spécial tous les quarts d'heure, centralisation de tous les départs et arrivées dans la même aéroport.

Voulez-vous en savoir davantage avant de succomber au charme écossais ? Allez vite voir votre Agent de Voyages.

British Caledonian

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

سكنا من الامم

LA VIE LITTÉRAIRE

Les guerres de Vendée de Michel Ragon

Depuis quelques années, Michel Ragon, critique d'art, essayiste, spécialiste d'architecture moderne et romancier, s'est fait le chantre de sa Vendée natale. *La Louve de Mervent* est une suite, qui peut se lire à part, des *Mouches rouges de Cholet* (1), qui a plu au grand public et secoué quelques consciences.

Des guerres de Vendée - cinq au total - nous connaissons surtout la « grande », celle des Charettes et des La Rochejaquelein. Ragon, lui, s'intéresse aux guerres suivantes, quand les troupes s'effiloient dans un pays ravagé où il faut reconstruire familles, villages, terres et vie civile. *Tête-de-loup*, le principal personnage de ce roman-ci, est le fils de Douchigne, héros du précédent. Avec moins de chance encore que son père. La monarchie restaurée n'a pas été plus compréhensive que la République, le Directoire, le Consulat et l'Empire pour ces combattants acharnés de la fidélité. La cinquième guerre a tourné court, avec la sotte odyssee de la duchesse de Berry, et ces hommes, ces femmes sont comme pris au piège de la chouannerie.

Ce qui avait poussé les pères à la révolte n'a plus grand sens pour les fils. Aux hommes du bocage, à ceux des bois, sont venus se joindre des républicains de tous poils, tisserands chômeurs en particulier, et consécrite en rupture de ban. Nous sommes sous Louis-Philippe. Les insoumis d'hier, qui ont repris pied, suivent le fameux conseil : « Enrichissez-vous ! » Peu leur chaut de prendre des risques en aidant les irréductibles d'aujourd'hui, ce qui attirerait sur eux des représailles. Les nobles les plus favorables à leur action finissent par conseiller l'abandon, les bourgeois vomissent ces « brigands » comme des trouble-fête et les « péans » les volent d'un mauvais œil tourmenté des mémoires.

Reste à ces bandes de moins en moins fournies la fraternité du malheur. Leur cause est perdue, et ils sont sans chefs, sans armes, sans argent, sans vêtements ni nourriture. Ils survivent comme vivent les bêtes et meurent avec la même fierté discrète. En 1837, le drama est accompli, et enfouie l'aventure épique au plus profond de l'oubli.

Michel Ragon montre sans emphase, l'indécible détresse de ces malheureux. En homme au cœur

chaud, il nous parle de ces hommes d'avant-hier, au courage perdu ; mais c'est en poète qu'il évoque le cadre où ils évoluent, la nature sauvage, complice et superbement indifférente à la fois. — G. G. A.

★ LA LOUVE DE MERVENT, de Michel Ragon, Albin Michel, 365 p., 85 F.

(1) Albin Michel.

Retour aux sources

Une mère, son fils et le drogue (F. Maillet-Joris), un fils mal aimé en quête d'amour maternel (Y. Queffelec), une fille qui conduit son père à la mort (C. Galfici), un jeune Algérien et l'agonie de son père (R. Boujedra)... Ce n'est qu'un aperçu des romans de la rentrée, où « papa et maman » posent bien des problèmes aux romanciers. Geneviève Bon est du lot. Son récit est dominé par un père « sombre, taciturne, solitaire... vous assemblant d'un mot » mais trouvant dans la nature et les animaux « le degré le plus haut d'amitié imaginaire » car « le cœur des choses inanimées est tendre et sensible pour les solitaires ».

La narratrice, qui a quitté famille et village, revient rarement près de ce père qui l'aime sans être aimé. Séparé de sa femme, il mourra sans avoir connu cet amour filial qui l'ait comblé et qui va naître, trop tard, avec le remords. Un remords réconfort pour celle qui est passée à côté de cet amour ; par un retour sur elle-même, la fille mal-aimée retrouvera ses racines, se retrouvera elle-même.

De ce sujet sans surprises (conflits familiaux et sociaux) un premier étonnement : l'habituelle présentation laudative de la 4^e de couverture dit vrai : « Ce premier roman, dont la saveur d'autobiographie se transpire en cadences prosaïques, témoignage, d'ambivalence, d'une maîtrise littéraire singulière, » Passons sur la référence prosaïque — je n'ai pas ressenti la cadence, et tant mieux, Geneviève Bon a la sienne — mais pour ce qui est de la maîtrise, alors oui, singulière. Rare, dans un premier roman si nettement autobiographique, une telle économie de moyens ; pas un mot de trop, pas de digressions ; ce qui pourrait être banal, sauvé par une écriture qui ne cherche pas à briller mais qui est d'une grande efficacité et coule, phrase simple après phrase simple, pour créer ce qu'on appelle un style.

P.-R. L.

★ ETES DE CENDRES, de Geneviève Bon, Robert Laffont, 196 pages, 70 F.

Première sélection du Goncourt

L'Académie Goncourt a rendu publics les noms des sept auteurs retenus pour le prix Goncourt qui sera attribué en novembre.

Il s'agit de : Patrick Besson (*Dara, Le Seul*), Hector Bianciotti (*Sans la miséricorde du Christ*, Gallimard), Raphaële Billetdoux (*Mes nuits sont plus belles que vos jours*, Grasset) ; Serge Bramly (*Un poison n'est sorti de la mer*, Flammarion) ; Michel Breudeau (*Naissance d'une passion*, Le Seuil) ; Jean-Denis Bredin (*Un coupable*, Gallimard) ; Pascal Bruckner (*Paris, Le Seul*) ; Andrée Chedid (*Un homme sans racines*, Flammarion) ; Max Gallo (*Le Beau Rivage*, Grasset) ; Guy Hocquenghem (*La Colère de l'agneau*, Albin-Michel) ; Tahar Ben Jelloun (*L'enfant de sable*, Le Seuil) ; Yann Queffelec (*Les Noces barbares*, Gallimard) ; Michèle Manoeuvre (*Le Voyage en Afrique de Lars Simpson*, Le Seuil) ; Hubert Nyssen (*Les Rois borgnes*, Grasset) ; Anne Pons (*La Ville française*, Grasset) ; Michel Ragon (*La Louve de Mervent*, Albin Michel) ; et Pierre-Jean Remy (*La Vie d'un héros*, Albin Michel).

La mort

de Philippe Audouin

Philippe Audouin est mort le 15 septembre. Né en 1924, il avait fait la connaissance d'André Breton vers 1950. Sa réserve naturelle le rendait longtemps de s'engager dans le combat du surréalisme, même s'il en partageait pleinement le projet. A partir de 1963, il collabore régulièrement aux revues *la Brèche* puis *l'Archipel* et joue un rôle important dans l'élaboration de la dernière exposition surréaliste organisée à Paris par Breton, « l'Ecart Absolu » (1965). Philippe Audouin sut parler du surréalisme avec tout le sérieux critique souhaitable et la sensibilité irremplaçable de qui a vécu cette aventure de l'intérieur. Son essai sur Breton (Gallimard, 1970) et son petit livre consacré aux Surréalistes (Le Seuil, 1973) en témoignent. Esprit curieux et de haute culture, Philippe Audouin s'intéressait aussi bien au Moyen Age et à l'alchimie (*Bourges, cité première*, Julliard, 1972) qu'à des écrivains secrets, marginaux, voire fort éloignés de ses préoccupations manifestes, avec lesquels il entretenait des complicités latentes. On lui doit notamment deux admirables ouvrages : *Un Maurice Fourré* (Le Seuil, 1978) et, tout récemment, *un Hysman* (Veyrier, 1985). Il avait rassemblé, ces derniers mois, sous le titre *Raconteries* (Elzé-

bore, éditeur) des textes personnels, dérivés autobiographiques qui paraîtront prochainement.

Trans-Europ

Kessel

En cette année du centenaire d'André Maurois, l'Association des amis de l'écrivain, qui préside Jean-Paul Caracalla, et le magazine littéraire *Lu*, qui dirige Jacques Ourvetz, ont créé un prix de la biographie, le prix « Lu-André Maurois », d'un montant de 10 000 F. L'idée est heureuse vu la prolifération du genre et son succès dans le public.

Ce prix a été décerné pour la première fois le lundi 16 septembre au Joseph Kessel d'Yves Courrière (Pion), une somme de près de mille pages, éditée de vive, qui est l'un de nos best-sellers (voir l'article de Josyane Savigneau dans le Monde des livres du 14 juin).

Pour lancer leur prix (1), les deux fondateurs ont décidé de le remettre au cours d'une fête peu ordinaire, organisée avec le concours de la SNCF, de la Compagnie nationale des wagons-lits et de la société Moët-Hennessy. Elle s'est déroulée à bord du célèbre train « Nostalgie Istanbul Orient-Express », qui, saisi de la cause par un mécène suisse et devenu sa propriété, entraîne maintenant dans de plaisantes croisières de riches touristes en mal de souvenirs rétro, de gastronomie et de culture.

Ce superbe paquebot sur rail a conduit le jury du prix et les invités jusqu'à Epemay et Reims : visite de l'abbaye d'Hauvilliers où dom Perignon inventa le champagne, des caves de la maison Ruinart qui cachent d'étonnantes vestiges romains, fin dîner aux chandelles pendant le retour à Paris.

Cet amalgame de voyage, de bon vin, de vie monastique, d'artisanat exemplaire et de littérature n'aurait pas déçu à Joseph Kessel. Le lauréat en était d'ailleurs André Maurois en son tour avec son indulgence coutumière. La dernière spécial (août 1985) que la revue des Deux Mondes lui consacre le rendait présent à toutes les tables.

(1) Le jury comprend le duc de Castries, le président Edgar Faure, membres de l'Académie française, les historiens Emmanuel Le Roy Ladurie et André Jardin, François Broche, directeur de *Spectacle du monde*, Jean des Cars, journaliste et écrivain, Jacqueline Flavier, Eve Ruggieri et les deux fondateurs du prix.

● PRÉCISIONS. — L'auteur de *Temps des prodiges*, roman israélien dont nous avons parlé dans « le Monde des livres » du 6 septembre, se nomme Aharon Appelfeld (et non Appenfeldt). La traduction de l'hébreu est de M^{me} Arlette Pierrot. *Frauen d'Ingeborg Bachman*, chez Actes Sud, a été traduit de l'allemand par Miguel Confios.

LES AUTOS SAUVAGES et autres récits automobiles est la dernière parue des anthologies thématiques de Christian Grenier, dans la série Folio junior science-fiction. Le thème de la voiture est assez peu exploré dans le genre, ce qui donne son originalité à ce plaisant recueil, pour tous publics. Parmi les onze nouvelles, il faut noter le duo Claude Chénisse-Christine Renard (tous deux disparus), avec *Juliette et Marc* deux textes à la résonance profonde et discrètement tragiques. On lira aussi des nouvelles de Buzzati, Matheson, Young, Leiber et Philippe Cousin. (*Les Autos sauvages et autres récits automobiles*, anthologie de Christian Grenier. Ed. Gallimard, 144 pages, 20 F.)

LE PRIX COSMOS, décerné par les lecteurs d'une librairie parisienne bien connue, a couronné cette année les *Robots de l'aube*, d'Isaac Asimov (2 vol., aux éditions J'ai lu). Du très grand Asimov. En même temps, le prix Rencontres SF de la nouvelle a été partagé entre trois jeunes auteurs : Anne Veve, Sylvie Lainé et François Rahier.

MICHEL JEURY.



J.-F. CHAMPOLLION : MONUMENTS DE L'ÉGYPTE 21 x 30 cm, 52 p. + 446 planches en 4 volumes : 975 F. Dessins de l'expédition du découvreur des hiéroglyphes.
P. MONTET : VIE DES PHARAONS ILLUSTRES 16 x 24 cm, 240 p. avec 20 planches 120 F. La lecture de 18 planches illustrées ou résumées.
S. ROSSINI : PAPHOS, Première lecture des Hiéroglyphes 24 x 16 cm, 32 p. de dessins 33 F. L'alphabet et les mots égyptiens à la portée de tous. Catalogues de livres d'Égyptologie offerts et livrés sur demande. Envoi postal gratuit pour tout achat de 99 F ou + (ajouter 10 F en dehors).
EDITION-DIFFUSION TRISMISTE 5, rue des Grands-Augustins 75006 Paris.

LA VIE DU LIVRE

À l'occasion de la parution aux Éditions de Minuit de la *Salle de bain* LA LIBRAIRIE BLEUE 16, rue de Montreuil, PARIS-11^e vous invite à une rencontre avec JEAN-PHILIPPE TOUSSAINT le vendredi 20 septembre de 17 h 30 à 20 heures

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à LA LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75006 PARIS Tél. 326-90-72 (à compter du 25/10/1985 : 43-26-90-72)

LIVRES POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e Tél. : 326-51-09

Librairie LES ARCADES A. GRANDMAISON et C^o 8, rue de Castiglione 75001 - PARIS Téléphone : 260-62-96 envoi gratuitement son nouveau catalogue LIVRES ANCIENS LIVRES MODERNES RELIURES AUX ARMES

Jean Chalon Le lumineux destin d'Alexandra David-Néel

"Bondissante, parfois enjouée, parfois enfiévrée et souvent éblouie, cette biographie nous entraîne en compagnie de la plus libre, de la plus intrépide, de la plus indomptable voyageuse."

ANDRÉ VELTER "LE MONDE"

"Pour cet extraordinaire récit, j'aurais donné tout Jules Verne."

PIERRE BOURGADE "FEMME"

"C'est tout le talent de Jean Chalon que de nous entraîner pas à pas dans ceux d'Alexandra, que de nous faire revivre cette existence palpitante où l'ascèse, la mystique, l'exercice d'un cerveau prodigieux conduisent celle qui les pratiquait à un bonheur d'être qui est rarement de ce monde."

CLAIRE GALLOIS "LE FIGARO"

"Fasciné par ce destin exceptionnel et par cette lumière, Jean Chalon a écrit une pétillante biographie : les aventures d'Alexandra - "son" Alexandra - ont autant d'esprit, de gaieté et de charme que le champagne."

DOMINIQUE BONA "LE QUOTIDIEN DE PARIS"

"Cette biographie est aussi un fabuleux roman d'aventures."

FRANÇOISE DUCOUT "ELLE"

Prix Kléber Haedens 1985 Prix Fémina-Vacaresco 1985 Grand Prix d'Académie 1985 décerné par l'Académie française

PERRIN



SCIENCE-FICTION

Les gènes des Atréides

DUNE CONTINUE : Frank Herbert ajoute un cinquième volume à la plus gigantesque fresque méta-historique de la science-fiction. Voici donc, chez Laffont, les *Hérétiques de Dune*, qui se situent des milliers d'années après l'Empereur-Dieu. L'élément le plus mystérieux et le plus passionnant des précédents récits, l'Ordre Bene Gesserit, cette organisation secrète féminine qui poursuit un plan de sélection génétique à l'échelle de l'humanité, est ici au centre de l'intrigue... Il faut un peu de patience au lecteur pour pénétrer dans ce grouillant et formidable macrocosme : il en sera récompensé le moment venu. Les forces en présence nous sont révélées à la page 76 : « Le Bene Gesserit était l'une des forces les plus puissantes de son univers. Au moins égal à la Guilde spatiale, supérieur à la Fédération des trinités, qui avait hérité des moyens de l'ancien empire des Atréides, supérieur de très loin au Chom, à peu près à égalité avec les Fabricants d'ix et le Bene Tleilax. » La jeune Sheena, qui commande aux vers, est un des personnages les plus humains de Frank Herbert. Pour le reste, comme il est dit à la page 18, « on peut toujours faire confiance aux gènes des Atréides ». (*Les Hérétiques de Dune*, de Frank Herbert, traduit de l'américain par Guy Abadia. Ed. Robert Laffont, 492 pages, 92 F.)

BONJOUR, CHAOS est le septième livre de Kate Wilhelm chez Denoël. Ecoute, écoute, paru il y a deux ans, était un superbe recueil. Celui-ci est un roman fort, charpenté comme le sont les best-sellers à l'américaine, où la psychologie fait bon ménage avec le suspense et l'action. On est aussi très près de la politique-fiction, dans le proche futur : un généticien allemand a découvert un sérum d'immortalité que se disputent Américains et Soviétiques... Très près donc, du Grand Secret de Barjavel. La fin évolue vers le roman catastrophe, dans une veine presque indienne. Entre de nombreux personnages attachants, on n'oubliera pas l'héroïne, la jeune ornithologue Lylo Turner. « Il sourit en la voyant sautiller dans la neige fondue, la long du trottoir. C'était bien. Il n'y avait pas tellement de femmes âgées de son âge : trente-sept ans, quatre mois, seize jours... » (*Bonjour, chaos*, de Kate Wilhelm, traduit de l'américain par Sylvie Audoly. Ed. Denoël, 348 pages, 42 F.)

TERRA I de Stefano Benni, mérite bien son point d'exclamation. C'est peut-être la première fois qu'un auteur de SF réussit à peindre une Terre du futur aussi compliquée, absurde et folle que notre chère planète d'aujourd'hui. Il possède une arme absolue qui est l'humour et il fait feu des quatre fers... Sur la Terre glaciale de l'an 2157, s'affrontent notamment le vieux sage chinois Fang et le jeune Frank Einstein, le dernier des petits génies. Sans parler de quelques fédérations et empires... De Paris surgit et s'envole une expédition spatiale dont le but est de rechercher une planète meilleure. « Il y a toujours plus de vent que de voile et plus d'îles que de mots, matalot, pour qui veut se mettre dans la poche le nord et le sud... » Une sorte de Lafferty endiablé... et italien. (*Terra I* de Stefano Benni, traduit de l'italien par Roland Stragliati. Ed. Julliard, 340 pages, 90 F.)

● LETTRES ÉTRANGÈRES

La force du fleuve

Impasse des Deux-Palais : une monumentale fresque caïrote.

DÈS lors que l'action du livre se déroule sur les bords du Nil, cela passera pour un piètre jeu de mots, mais c'est pourtant bien un roman-fleuve que cette *Impasse des Deux-Palais* du plus célèbre des romanciers égyptiens, avec Toufik El-Hakim.

Encore, avec ses 525 pages, n'est-il que l'avant-garde d'une trilogie sur l'Égypte à la fin de la période britannique, durant la première partie de ce siècle. Mais cette fresque, pour laquelle Naguib Mahfouz a dit avoir emprunté certains éléments structurels aux *Thibault* de Roger Martin du Gard (1), est aussi et surtout un livre qui a la force du fleuve.

La trilogie caïrote de Mahfouz, publiée en arabe il y a près de trente ans, rééditée maintes fois, lue avec passion par des millions d'arabophones, portée au cinéma, a dû attendre trois décennies pour être traduite en français... Et encore, ne nous plaignons pas trop, puisque une autre œuvre de Mahfouz, *Passage des Miracles*, avait déjà été traduite par les Éditions Sindbad (le Monde du 16 août 1973), donnant une première idée aux francophones de la renversante puissance d'un auteur particulièrement prolifique.

Caïrote pur sang, ayant grandi au sein de cette petite bourgeoisie musulmane, truculente, supersti-

teuse, ironique et patriote, Mahfouz nous fait vivre dans l'intimité d'une famille du Caire. Elle habite « entre les deux palais », en plein cœur de ce Caire des califes chittes de l'an mil où la toponymie et quelques splendides monuments délabrés rappellent la gloire politico-architecturale de cette époque et confèrent une qualité de fierté particulière aux bords actuels de ces hauts lieux débus.

La volupté d'écrire

La description minutieuse de la « double vie » du *pater familias*, Abdelgawad, tyran domestique chez lui (« Je suis un homme, c'est moi qui commande... »), a-t-il lancé à sa femme peu après le mariage) et homme exquise à l'extérieur, est certainement l'un des grands moments du livre qui n'en manque pas. Le sort d'Amima, fait d'abnégation et d'injustice, d'attente conjugale et d'amour maternel, est certes un autre morceau d'anthologie, plus que jamais d'actualité à l'heure où le féminisme arabe se heurte au feu de barrage islamiste.

Mais c'est à travers un autre personnage, le jeune Fahmi au destin bientôt brisé, que Mahfouz fait passer ce qui, pour lui, outre la volupté d'écrire (et l'on aime-

rait pouvoir créer le verbe « volupté » pour dire ce que l'on ressent en lisant Mahfouz), est le plus important : son message politique, fait de nationalisme vibrant et de réformisme social. Message que, l'air de rien, délivrent les faits décrits, car nul n'est moins « préteur » que Mahfouz.

Finalement, c'est moins à Martin du Gard que l'on pense, en refermant *Impasse des Deux-Palais*, qu'à Tolstoï et Balzac, le tout parfaitement intégré dans une pâte nommée « égyptianité », faite elle-même des vieux contes pharaoniques et des *Mille et Une Nuits*, sans oublier un bon zeste de Coran, pour une fois débonnairement interprété.

Il n'y a pas grand-chose à redire à la traduction de Philippe Vigreux, sinon qu'il est regrettable qu'il ait adopté pour les noms orientaux la graphie des « spécialistes » (Sebiraz au lieu de Chiraz, Barqû au lieu de Barkoud, etc.), inutile dans un ouvrage destiné au grand public, sans parler de son « inesthétique » dans un texte littéraire en français. Ce qui est impardonnable en revanche, c'est d'avoir confondu (page 46) la *meloukhia*, légume de base d'une spécialité culinaire égyptienne *sui generis*, avec un autre légume consommé dans la vallée du Nil, le *gombo*. Que dirait un lecteur égyptien averti en lisant un livre français traduit en arabe où les petits pois seraient pris pour des aubergines !

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

★ **IMPASSE DES DEUX-PALAIS**, de Naguib Mahfouz. Traduit de l'arabe par Philippe Vigreux, publié avec le concours de l'Institut du monde arabe (Paris), éd. Jean-Claude Lattès, 527 p., 115 F.

(1) Khoussou Abdessalam El-Behri, *l'influence de la littérature française sur le roman arabe*. Ed. N. Sami. Sherbrooke, Québec, 1979.

(2) Nada Tomiche, *Histoire de la littérature romanesque de l'Égypte moderne*, Maisonneuve et Larose, 1981.

« Lettres arabes »

La collection « Lettres arabes », créée par les Éditions Jean-Claude Lattès, avec la collaboration de l'Institut du monde arabe, se propose de faire connaître au public français les meilleurs textes de la littérature arabe contemporaine.

Inaugurée par un roman irakien — *Les Voies de l'aube*, de Fouad Al Takrî — et par le récit d'une Libanaise chitta — *Histoire de Zahra*, de Hanan

El Cheick, — la collection se poursuit avec la publication d'*Impasse des Deux-Palais*, premier volume d'une trilogie égyptienne de Naguib Mahfouz.

« Lettres arabes » fera paraître en 1986 *Combat contre la lune*, de Magid Tûbi, Égyptien lui aussi, mais de la jeune génération, et *Terra des passions brisées*, de l'écrivain tunisien Béchir Khraïef, mort l'an dernier.

● HISTOIRE

Qui fut Tatiana, la terroriste ?

(Suite de la page 17.)

A tout moment, l'historien entre dans l'Histoire, se met dans le champ, devient le contemporain de ces terroristes qui foisonnaient entre Genève, Berne et Zurich, comme si le temps était aboli, comme s'il pouvait avoir une aventure, en 1906, avec cette Tatiana de vingt-trois ans ! « La distinction entre passé, présent et futur n'est qu'une illusion, même si elle est tenace ». Cette phrase d'Albert Einstein qu'il cite en épigraphe, Jacques Baynac la reprend à son compte. Il suit Tatiana à la trace, retrouve la maison de son enfance, hume les odeurs qu'elle a dû sentir, contemple les paysages qu'elle a vus, veut dormir dans le même lit qu'elle, milite auprès d'elle, la suit à la prison Pierre-et-Paul à Pétersbourg, où elle est détenue en 1905, après une perquisition (on trouve dans ses bagages de quoi fabriquer des explosifs), s'interroge sur les hommes qui l'ont peut-être aimée.

Le biographe éprouve toujours des sentiments troubles pour celui (ou celle) dont il écrit la vie. Mais là Baynac dépasse les bornes : non seulement il se projette dans son personnage, narrant même jusqu'à rédiger l'autobiographie de Tatiana, puisque le manuscrit a été détruit, mais il devient acteur, accumule les indices, retrouve l'atmosphère qui régnait alors chez les terroristes, donne sa version des faits, explique à Tatiana comment elle a été trahie par un homme qui fut (peut-être) son amant et (certainement) un provocateur.

Scénariste du passé

On le voit charmé par tout ce qu'il apprend d'elle, vampirisé par sa voix profonde presque virile, ému aux larmes lorsqu'il découvre en tremblant son visage sur une mauvaise photo de police. Et jaloux des hommes qu'elle a pu aimer. Passionné.

Objectivité. Subjectivité... La frontière n'existe pas, peut-être.

pas. Baynac sait qu'on ne se méfie pas assez de ses certitudes et que l'historien ne raconte jamais LA Vérité, mais sa version des événements, qu'il ne peut être que le « scénariste du passé » puisqu'il se heurte constamment à l'oubli, à la mort, au temps. « L'historien, comme tout auteur, est un être de subjectivité », écrivait Jacques Baynac à propos de Soljenitsyne. A ce titre, il a le devoir d'être rigoureux quant aux faits et honnête quant aux interprétations. S'il ne peut être que le scénariste du passé, il est de son devoir d'en être aussi la conscience (4).

Ce livre étrange n'est pas seulement la démonstration de ce qu'est le métier d'historien. Aux marges de la fiction et de la recherche scientifique, il met le lecteur sur le qui-vive, intrigué par les zones d'ombre et les contradictions, frustré de ne pas connaître vraiment les réponses. Pourquoi Tatiana s'est-elle trompée de cible ? A-t-elle été manipulée par des agents du tsar ? A-t-elle agi seule ? Était-elle saine d'esprit ? Ou a-t-elle choisi la folie en découvrant qu'on l'avait trahie ?

On sait tout (ou presque) de Tatiana. L'auteur nous donne en annexe les documents qu'il a utilisés : les relevés de notes à l'École supérieure de jeunes filles de Lausanne entre 1898 et 1901, la correspondance de Tatiana (qu'on lit les extraordinaires conseils de lecture qu'elle donne à l'un des experts psychiatres chargés de l'examiner en 1906 !), sa lettre aux « *Camarades révolutionnaires* » publiée dans l'*Humanité* du 5 février 1907, les rapports de ses médecins, qui confondent « hystérie » et règles douloureuses, les observations faites à l'asile jusqu'au constat de décès... (5)

Baynac nous met dans la situation de l'historien qui veut en savoir plus pour combler les trous de l'Histoire. Et le lecteur lui en



RENCONTRE A ALEXANDRIE AVEC NAGUIB MAHFOUZ

Le roi du roman

LA corniche d'Alexandrie n'enlève plus langoureusement la mer. Elle est écaillée par les embouteillages, aussi inextricables que bruyants, qui l'étouffent durant les quatre mois d'été. Toutefois, le charme continue à jouer, et les terrasses sont loin d'être désaffectées. Prenez, par exemple, la double rangée de fauteuils en rotin et de tables raclées par l'air marin devant l'hôtel Windsor, place Rameh : elle reste le lieu de prédilection d'un jeune homme de soixante-quatre ans. Chaque jour, à 9 heures, il y arrive au terme de sa longue promenade matinale, coiffé de ce chapeau de paille qu'affectionnent les pêcheurs à la ligne, les yeux cachés derrière des lunettes sombres. Rien ne le désignerait à la curiosité des passants

si ce n'était cette verve, aussi célèbre que le personnage. Le premier venu vous dira, sans le moindre risque d'erreur, qu'il s'agit du *oustaz el kabir* (grand maître) Naguib Mahfouz.

Auteur de plus de quarante romans et recueils de nouvelles, dont près d'une quinzaine ont été adaptés au cinéma, il s'est taillé une place de « monstre sacré » de la littérature arabe contemporaine.

Contrairement à d'autres célébrités, Naguib Mahfouz n'a pas succombé à la folie des grandeurs. Il est resté modeste et échaloteux. Alors que nous dialoguons avec lui devant deux cafés *sada* (sans sucre), il ne cesse de se lever pour saluer de jeunes aspirants écrivains. Il se prête même au caprice d'une famille de flâneurs — le père, la mère, la tante et les deux enfants, — qui posent fièrement autour de lui pour la photo-souvenir qui ornera leur salon en faux Louis XV doré.

Ce septuagénaire qui s'estime comblé est né en 1911 au sein d'une famille petite-bourgeoise du Caire. Comme les héros de sa trilogie, il a vécu son enfance dans les ruelles animées et pittoresques du quartier populaire de Gamaliya. Il n'avait que huit ans quand il a vu, de derrière les barreaux de sa fenêtre, le soulèvement populaire contre les Anglais, en 1919. Ces événements, qui l'ont marqué par leur violence grandeur, seront contés dans *Beyn el Qasryn*.

Le monde des mendiants

Le génie du lieu et les personnages turbulents, hauts en couleur, ont eux aussi marqué le jeune Naguib. Les *ferawis*, ces bagarreurs professionnels qui dominaient Gamaliya, sont omniprésents dans l'œuvre de Mahfouz.

Écrivain réaliste à ses débuts, il a aussi décrit les parias tel *Zeyta*, le faiseur d'infirmités de *Zouqag el Maddag* (Passage des miracles). « Un ami m'a montré un personnage exerçant cette profession aujourd'hui disparue », nous a confié l'écrivain en nous parlant de cette cour des miracles qu'était le monde des mendiants il y a quelques décennies. « Aujourd'hui, ces mendiants n'existent plus. Les seuls mendiants, c'est bien nous », a ajouté le romancier en parlant d'un franc écart de rire. C'est que la condition d'écrivain est devenue précaire dans une Égypte où 60 % de la population sont encore analphabètes et où la télévision et le magnétoscope ont depuis longtemps détruit le livre. Naguib Mahfouz n'éprouve aucune amertume face à cette situation : « La télévision n'est pas un concurrent, dit-il, au contraire, elle constitue un vecteur puissant de culture pour les diverses couches de la population. J'ai d'ailleurs été très satisfait du feuilleton télévisé qui a été tiré dans les années 60 d'un de mes ouvrages. »



Tatiana Léontiev dans le *Petit Parisien* du 25 mars 1907.

voudra de ne pas donner la « vérité définitive » de l'affaire Tatiana. On se prend à donner sa version, à refaire l'histoire, comme dans cette collection à succès pour adolescents : « Les livres dont vous êtes le héros (6) ».

1906, c'était hier (7). Depuis des années, Jacques Baynac vit avec son héroïne. De grâce, si vous avez quelque chose sur Tatiana, écrivez-lui !

NICOLE ZAND.

★ **LE ROMAN DE TATIANA**, de Jacques Baynac, Denoël, 232 p., 89 F.

(4) Voir le Monde du 21 juin 1983, Critique d'Octobre seize.

(5) Pour ne pas citer le débat consacré à Tatiana Léontiev, le 10 avril 1907, par la Société de psychanalyse de Vienne, qui compare Tatiana à Fedich et à Charlotte Corday et affirme, entre autres, que « le revolver est un symbole bien connu des organes génitaux masculins ».

(6) Gallimard Jeunesse. Une douzaine de titres parus.

(7) Pour retrouver le contexte historique dans lequel a vécu Tatiana, on peut lire 1905, la révolution russe menée, de François-Xavier Coquin, récemment paru aux Éditions Comptex.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Né en 1912, de formation philosophique, Naguib Mahfouz, dont on a promis à plusieurs reprises, ces dernières années, le nom pour le prix Nobel de la littérature, a publié en 1938 son premier recueil important de textes, suivi de romans historiques d'inspiration « pharaonique ». Mais ce sont ses premiers romans sur le Caire, *Khan el Khalil* (1946) et *Zouqag el Maddag* (1947), ce dernier traduit en français sous le titre *Passage des miracles*, qui lui donneront à l'échelle du monde arabe une célébrité qui depuis lors ne s'est pas démentie.

De ses œuvres suivantes, on retiendra notamment la trilogie (*Impasse des Deux-Palais*, *Kasr el Chaouk*, *El Soukari*), qui lui a valu, en 1957, le prix d'État égyptien de littérature. Dans d'autres livres, N. Mahfouz a traité aussi bien des rapports des religions abrahamiques avec la science (les *Enfants de notre race*, 1959) que des parades artistiques (Bavardage sur le Nil, 1966), conservant souvent pour toile de fond la société égyptienne. Toujours aussi fidèle, notamment à travers des articles, des scénarios, des nouvelles, des feuilletons, il est l'un des rares intellectuels musulmans à avoir pris position ouvertement pour une modernité musulmane face à l'intégrisme islamique.

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN

CORRESPONDANCE DE RODIN

Tome I, 1880-1898, broché, 165 x 240, 56 illustrations, 252 pages, prix : 180 F.

En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7^e) 706-01-34

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrites inédites de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par press, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

مكتبات الأمل

● ESSAIS

Robert Maggiori et la chasse au bonheur

Comment vivre ensemble? Dans la lignée de Jankélévitch, Robert Maggiori médite en philosophe sur l'époque, la morale et l'amour.

Le Paris philosophe a en, naguère, le regard grillagé. La plupart n'avaient en tête que structures, significations, ordres symboliques. Cela nous valait quelques grandes œuvres et pas mal d'omissions. On avait oublié, par exemple, que le sens de la vie n'est pas un problème épistémologique. On que le philosophe ne peut être seulement un habile intellectuel jonglant avec les concepts.

S'il y eu glaciation, pour reprendre le terme de Jean-Paul Aron dans son pamphlet contre les Modernes, il semble que l'air du temps lentement se réchauffe. Son fond s'adoucit. Des philosophes à nouveau parlent de joie, d'amour, de bonheur et de corps. Sans perdre de leur rigueur — sinon ils se perdraient eux-mêmes — mais sans se révéler scientifi-

Des titres? Ces derniers temps, la liste s'allonge. Citons, entre autres, Robert Mistrail et son *Traité du bonheur* (Seuil), Clément Rosset et son essai sur la joie conçue comme la Force majeure (Mimuit), Luce Irigaray avec *Passions élémentaires* ou avec *Éthique de la différence sexuelle* (Mimuit), André Comte-Sponville avec le *Mythe d'Eurydice*, *Traité du désespoir* et de la béatitude (PUF), Alain Finkielkraut avec la *Sagesse de l'Amour* (Gallimard). Ces auteurs et ces textes sont très différents, bien sûr. Ce n'est pas une école — pas même un courant. Tout au plus une convergence diffuse qui marque toutefois un retour à des thèmes un moment occultés.

Journalisme et philosophie

Il faudra désormais ajouter à cet ensemble non le joli livre de Robert Maggiori. Il ne plaide pas pour quelques nouvelles philosophies. Au contraire, la pensée philosophique devrait « retrouver cette antique tâche que jamais, tarabotée par l'envie de maîtriser le monde, elle n'aurait dû négliger » : aider l'homme à trouver quelque bonheur, sans le secours d'aucun dieu, sans l'appui de la moindre croyance, sans le soutien de la moindre illusion, sans l'état de la moindre mystique des idéologies; mais avec la conscience claire que je ne puis être heureux si toi tu ne l'es pas, et que seul du bonheur de l'autre viendra mon bonheur à moi.

Contre les sarcasmes des petits maîtres technocrates, Maggiori n'hésite pas à refaire, après Merleau-Ponty, l'éloge de la philosophie. On l'entend? Elle a l'habitude. Ce n'est pas signe qu'elle soit morte. On la proclame en crise? C'est constater qu'elle est elle-même. Car elle ne subsiste, depuis toujours, que de ses tensions. Elle peut malgré tout être réellement mise en péril. Non par des attaques aussi vives que vaines ni par des cortèges funèbres à répétition — mais bien par la modernité.

En effet, de « pubs » en faux débats, les mots s'essent, se distendent et s'appauvrissent. L'attention exacte à leur sens, leur poids, leur portée, diminue ou se perd. Dans le même temps, la jactance se substitue au dialogue. Les prises de parole illusoires se multiplient. « L'avis est moins essentiel que le fait de le donner », écrit, l'époque perd de vue le socle de vérité. Or la réflexion philosophique vit de la réminiscence du langage et du souci du vrai. Plutôt que d'être vaincue, elle risque d'être annihilée. Il est « à craindre que le sol ne se dérobe sous ses pieds, érodé, émué et empli par la croyance, par l'option, par le

discours médiatique, et que, sur ce sol trop meuble, ne puisse plus s'ériger son discours rigoureux ».

La vogue croissante des livres de philosophie contribue à cet émiettement. Bon gré mal gré, la presse entretient la confusion entre les livres d'un jour et ceux d'une vie, en croyant chaque semaine découvrir un nouveau chef-d'œuvre. Robert Maggiori connaît bien ce terrain piégé, lui qui se charge à *Libération* de la tâche — de rendre compte, dans un quotidien, d'œuvres élaborées en retrait du tohu-bohu. Il en décrit les risques dans le même esprit que Jacques Bouveresse dans *Rationalité et cynisme* (Mimuit), ouvrage à lire si l'on veut saisir ce qu'a de pernicieux la situation actuelle.

Les « chevaliers du frivole »

Le remède? Ni lamentes ni ouïbi : agir. Faire de la philosophie, sans esbroufe, sans prétention démesurée comme sans lassitude. C'est ce que tente Robert Maggiori, fidèle en cela à son maître Vladimir Jankélévitch, et comme lui plus attentif aux « je ne sais quoi » et aux « presque rien » qui font la vie des êtres, leurs émotions et leurs misères, qu'aux fondements de l'arithmétique.

Ce type de réflexion où s'entrelacent psychologie, morale et souci du style peut paraître daté. Il n'en vise pas moins le présent, et l'auteur décortique la frivolité qui aujourd'hui domine. Les engagements ne sont que parades. Les vestes se retournent avec aisance : les convictions sont vêtements d'emprunt. Quand ils rendent leur carte, les « chevaliers du frivole » conviennent les photographes et jouent la pantomime du désespoir. Mais leurs désenchantements ne sont que « migraines de l'âme ». A ce papillonnage si répandu s'oppose la continuité journalistique du courage, l'engagement réel, à inventer chaque jour dans la fidélité à soi, à son passé et à ses racines.

C'est une morale de l'action que Maggiori esquisse. Le bien ne réside pas quelque part où il suffirait de le déboucher ou de le rejoindre. Il est à créer. Et cette tâche m'incombe à moi, heure par heure. Je ne peux m'en démettre, ni vivre sur un quelconque acquis.

Problème de politique autant que de morale. Avec l'épuisement des « grands récits », comme dit J.-F. Lyotard, on a constaté que le bonheur ne saurait être un résultat pour demain, le « dessert de la révolution », à savourer seulement quand on en aura fini, pour de bon, avec les causes du malheur. Alors, que faire? Faut-il donc « accumuler les petits plaisirs après avoir perdu les grands espoirs »? Faut-il donner dans l'idéologie de la « libération », et courir après les « paradis privés » (ou artificiels), faute d'une révolution introuvable? On sait que telle fut la voie des années 70. Elles ne furent pas sans mérite. Si aujourd'hui les limites en sont visibles, c'est qu'« un bonheur qui ne se conjugue qu'à la première personne n'est qu'une forme égoïste de misère ».

L'ultime leçon de ce livre, c'est qu'il n'y a pas de libération — ni évidemment de bonheur, ni de liberté — sans cette ouverture à l'autre qui s'appelle amour. Elle exige à la fois que je me défasse de mes prérogatives, de mes droits et de mes revendications, sans pour autant m'annihiler et disparaître — auquel cas je ne serais plus aimant ni aimable. Au-delà

André Bercoff, entre le grain des choses et la paillette des mots

Caton, qui a retrouvé son identité, fait l'inventaire des désirs et des attentes de nos concitoyens, dans un Manuel d'instruction civique pour temps ingouvernables.

« Les habitants de la maison France ont décidément changé de peau. Sans nous prévenir. Les ingrats. » Ce sont là les derniers mots de Caton, le double d'André Bercoff, qui préface son nouveau livre. On n'est jamais si bien servi que par soi-même. Notre auteur va donc caracoler pendant plus de 250 pages sur les dadas du jour et observer — ce qui est mieux — les mutations plus profondes de notre société. A sa manière bien sûr,

d'un immense raman, d'un immense bulletin d'informations, d'une séquence publicitaire télévisée qui n'a pas de fin. L'inversion du réel et de la fiction sous-tend le Manuel de Bercoff.

La nouvelle révolution culturelle

Sur les Tables de la loi de la nouvelle génération, il est d'abord écrit : « Laissez-moi faire de moi ce que je veux. » Mais, attention ! On ne veut plus être marginal. On passe insensiblement du moi-je au moi-nous, de l'individualisme exacerbé à de nouvelles micro-solidarités. Mais « le coup de pied au cul du moi n'est souhaitable qu'après que ledit moi a été suffisamment glorifié, entretenu, institué ». Maintenant, il s'agit de créer des réseaux, de communiquer transversalement, car la circulation de haut en bas brime et celle de bas en haut marche très mal. Faisons des choses ensemble. C'est cela la nouvelle révolution culturelle. « Les créateurs ont beaucoup plus de choses à nous dire que les théoriciens... Tous les créateurs, d'entreprises ou de formes, d'espaces ou d'animations, de slogans publicitaires et de badges antiracistes, de modes et de sons, de langages et d'aventures. » On n'a plus du tout envie de lutter en bloc contre la société, mais de l'améliorer. « Si je rate mon temps, celui-ci ne me ratera pas. » D'où les retrouvailles avec une éthique de responsabilité.

Nous vivons l'ère de la complexité et de l'auto-organisation, valeurs paradoxales plus intéressantes que celles de la politique « qui impose ». Le retour des acteurs de la société civile est devenu nécessaire et ceux-ci ne veulent pas qu'on les enferme dans une nouvelle idéologie, même si on la qualifie de « libérale ». La question importante est celle de Jean-François Lyotard : « Qui décidera de ce que nous pourrions savoir ? ». En tout cas, « les jeunes n'existent plus, parce que leurs conduites, leur réalisme, leurs ambitions sont partout et se rencontrent désormais à travers les différentes strates de la société ».

Une morale au coup par coup

André Bercoff s'arrête ensuite sur la société mosaïque (« La France est pour toujours métisse ») et l'énergie des minorités montantes, la sexualité polymorphe, les rapports entre science et mystique, les emplois de demain du secteur « quaternaire », notamment là où le robot le plus sophistiqué ne vaudra pas le plus anonyme des « hommes sans qualités ». L'essor des micro-sociétés, des réseaux d'initiative sociale, la procréation artificielle, autre forme du désir d'autonomie.

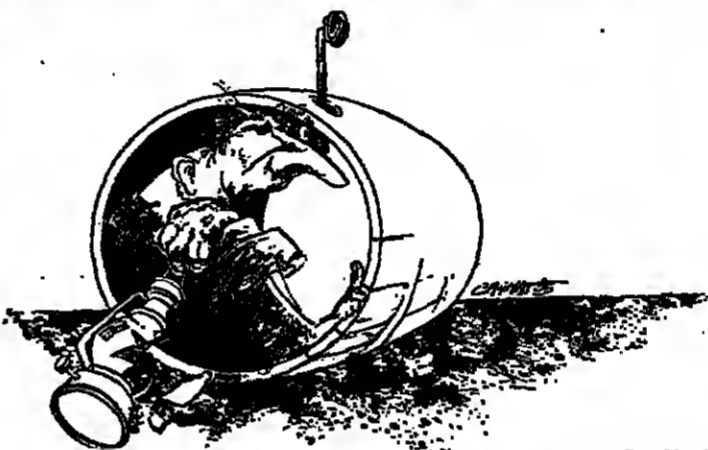
Les techniques exigent des valeurs et l'on ne pourra faire l'économie d'une restructuration éthique, comme d'autres glissent sur les restructurations industrielles. Il faut inventer cette morale au coup par coup.

L'hymne à la vie plurielle d'André Bercoff est très entraînant. Nous voulons bien de cette civilisation où « la libération de tous passe par la réalisation de chacun ». Tout coule, tout bouge. Oui, mais il y a des zones de statu quo : les femmes dans la politique, la reconstruction des inégalités à partir des lois sur la protection sociale, les langoues de la police et de la justice face aux « tueurs » automobiles sur les routes françaises, etc. Le catalogue serait impressionnant. Un autre livre de Bercoff, fouaillier, gouaillier ?

PIERRE DROUIN

★ MANUEL D'INSTRUCTION CIVIQUE POUR TEMPS INGOUVERNABLES, d'André Bercoff, Grasset, 268 p., 79 F.

(1) Cité par Michel Le Bris dans le *Nouvel Observateur*, du 23-30 août.



CAGNAT

allegro con brio, avec sa dilection libertaire, sa panoplie de jeux d'esprit, ses feux d'artifice verbaux, son insolence, ses dérapages (« Il faut savoir dealer avec les complexités », Pitié !), ses clin d'œil à la science-fiction.

ceux dont les suffrages vont être sollicités.

Vaste programme, dont André Bercoff s'acquitte avec grand scrupule. Car le grain des choses brille beaucoup plus qu'on ne croit sous la paillette des mots. « La merde et les étoiles... » Comme un leitmotiv, l'expression revient pour fixer le paysage de notre société. Entre ces deux éléments du décor, notre auteur

ROGER-POL DROIT.

★ DE LA CONVIVANCE, de Robert Maggiori, Fayard, 300 p., 35 F.

Après l'immense succès des
Mouchoirs Rouges de Choler
le nouveau grand roman de

MICHEL RAGON



Albin Michel

Roman

TSCHING KANEHISA
La publicité au Japon

image de la société

Un volume 168 pages,

40 planches hors-texte en noir et en couleur

130 F

MAISONNEUVE ET LAROSE

18, rue Victor-Cousin, 75006 Paris - Tél. 354 30 70



LA RENTRÉE ROMANESQUE

L'affreux dix-neuvième siècle mis au tombeau

Le romancier François-Olivier Rousseau s'est vieilli de cent ans et plus pour dépeindre les horreurs, les impostures et les misères du passé

L'HUMANITÉ n'a peut-être jamais connu l'âge d'or, mais l'Europe a subi un âge de plomb : l'affreux dix-neuvième siècle. Il suffit de lire Balzac et Flaubert, les Goncourt ou Zola pour sentir passer sur chaque homme et sur chaque chose une sorte de malediction de la bêtise, de l'égoïsme et de la cruauté. Valeurs truquées, morale à deux faces, société pétrifiée dans la haine de l'autre : le dix-neuvième siècle achève logiquement son parcours en 1917. Dans un dernier spasme suicidaire, il enterre sa jeunesse dans la boue des tranchées.

Les romans historiques qui prennent le dix-neuvième siècle pour décor surabondent. Crinolines et valses viennoises d'un côté, jupons troués et gnôle sordide de l'autre, les peintres résistent mal aux facilités du clair-obscur. Le temps des Misérables

s'offre aux amateurs de pittoresque comme un gigantesque marché aux puces. Sébastien Doré, le troisième roman de François-Olivier Rousseau tourne délibérément le dos aux lois du genre : le romancier n'est pas un antiquaire.

Ce qui intéresse Rousseau, c'est très exactement le contraire de ce que recherchent les romanciers d'histoire : non pas la distance, et son corollaire l'exotisme, mais la proximité. « Lorsque nous lisons les romanciers du dix-

neuvième siècle, explique-t-il, nous projetons sur les histoires qu'ils racontent tout ce que nous avons appris depuis. J'ai essayé d'effacer cette connaissance qui fait écran, de me dire : « Si j'étais né un siècle plus tôt, quels livres aurais-je réellement lu. Comment aurais-je pensé ? Quelles auraient été mes réactions aux événements ordinaires et extraordinaires de la vie ? »

Installé à l'intérieur de son personnage-narrateur, Sébastien Doré, F.-O. Rousseau n'a plus besoin de se livrer aux bricolages de la reconstitution d'époque, il lui suffit de regarder, en lui et autour de lui. Le résultat est saisissant. Le romancier a vraiment cent cinquante ans, et nous ses lecteurs avec lui.

La faune du demi-monde

Mais être centenaire n'est pas une situation confortable, surtout lorsqu'il faut traîner le fillet de la mémoire en compagnie de Sébastien Doré. C'est un complice plutôt malcommode. Doré est un musicien célèbre et raté ; un enfant de la bourgeoisie que la ruine familiale a conduit à connaître l'horreur des internats pour gosses pauvres, le mépris écrasant et borné des classes dites supérieures, et, établissant une sorte de pont de stuc et de sturpe entre ces deux mondes malades à en mourir, le demi-monde précisément, cette frange interlope où se côtoient artistes et catins de luxe, révolutionnaires décaillés. Un demi-monde qui va offrir à Sébastien Doré le seul havre - fût-il d'illusion - où il se sentira jamais à l'aise, entre l'ignominie de la misère et l'imposture de la gloire. Le seul carrefour de ce siècle est un bordel.

La traversée de sa vie, quand elle s'effectue dans de telles conditions, laisse des traces qui ne sont pas jolies à voir. Il est rare que la souffrance, surtout quand elle s'accompagne du dégoût de soi, fasse des hommes bons. Sébastien Doré est trop meurtri pour aimer, trop malheureux pour ne pas s'acharner sur les autres et sur lui-même avec cette sorte de lucidité perverse qui sait toujours déboucher la vilénie sous l'innocence, la bassesse sous le sourire et le désastre final sous les premières espérances.

Il mord, avec férocité, tout ce qui passe à sa portée et qui pourrait lui donner l'illusion que sa vie

n'a pas été masquée, qu'il a pu aimer d'autres femmes que celles qui ne l'aimaient pas et qu'il subsiste, dans ce cadavre d'histoire qui achève de pourrir, une petite parcelle d'avenir.

Une arme terriblement assassine

Ce regard ne se pose sur rien qu'il ne dévaste, et François-Olivier Rousseau, homme en apparence timide et doux, a d'ores et déjà sa place dans une anthologie littéraire de la méchanceté. Son écriture, admirable de rigueur et de précision classiques, élégante jusqu'à l'extrême pointe du raffinement, se révèle une arme terriblement assassine ; si précise, si efficace que le lecteur ne peut s'empêcher de ressentir, à ce jeu de massacre, une manière d'allégresse - tout à fait condamnable.

F.-O. Rousseau se défend de cette méchanceté ; ou plutôt, il défend Sébastien Doré : « C'est un faible qui se protège de sa propre sensibilité. » Et c'est vrai qu'on ne supporterait pas pendant plus de cinq cents pages le bavardage - si formellement parfait soit-il - de ce personnage d'amer-tume et de fiel, si Doré n'avait pour nous retenir que l'exhalaison des turpitudes du siècle. Or l'identification, cette pierre de touche des romanciers, fonctionne. Sans qu'un seul instant la tension faiblisse dans le récit, sans que jamais Doré ne se dévête de son armure de sarcasmes, Rousseau est parvenu à tracer de subtiles lignes de faille par lesquelles s'engouffrent la détresse : Sébastien Doré est un vieil homme qui a mal.

Les grimaces du talent

Il sait être sensible et même généreux, mais il a payé pour découvrir que les sentiments vrais n'avaient pas cours dans ce monde des intérêts ; il aime la musique, et peut-être en aurait-il réellement fait si la célébrité et l'argent n'étaient pas venus couronner les seules grimaces du talent. Il a aimé, sans doute, une pauvre fille difforme et admirable chez qui il s'est réfugié chaque fois que le « beau monde » le rejetait ; mais peut-on vivre un amour dans la faim, dans la crasse et dans la honte ? Il lui aurait fallu du courage, et Sébastien Doré est faible et lâche. Il a épousé son temps par un mariage de raison ; pour ne pas être broyé, il en a accepté les règles et les artifices, les partis pris et les aveuglements.

Il a reçu la récompense de sa soumission : il est très riche et il coule dans une villa de la Côte d'Azur une vieillesse que l'on dit paisible. Il coule, en effet, sans espoir de jamais refaire surface, entraîné vers le fond par le poids de ses affreux souvenirs.

Reste maintenant à expliquer comment un tel livre, si sombre, si dur, si sinistre même, peut provoquer chez son lecteur un si intense plaisir ; comment François-Olivier Rousseau est parvenu à écrire ce roman d'une telle beauté, en maintenant l'immonde, le sordide et le désespérant. Ne comptons pour rien le charme des évocations, le brillant des scènes de groupe, la perfection des tableaux parisiens, la minutieuse broderie des détails : Sébastien Doré n'est pas un livre charmant.

Ici, il s'agit de tout autre chose. Osons le mot : de grandeur. Rousseau a ramassé la dépuille encore fumante d'un siècle entier, et il a bâti autour d'elle, autour de cet odieux et fascinant cadavre, un énorme tombeau ; creusant profond, montant des murs, érigeant des statues, traçant des perspectives, convoquant honneurs et orchestres à la cérémonie funèbre. Un monument indestructible pour être bien certain que ce siècle mort ne revivra jamais.

PIERRE LEPAPE.

★ SÉBASTIEN DORÉ, de François-Olivier Rousseau, Mercure de France, 514 p., 99 F.

Andrée Chéhid et sa « part d'Orient »

Dans la Maison sans racines, la romancière retrouve les rythmes de sa poésie pour scanner la tragédie et l'espoir du Liban, terre de ses ancêtres.

SUR le visage d'Andrée Chéhid, le temps a passé sans violence, donnant à sa soixantaine un charme singulier, de douceur, de bienveillance et d'accueil. Égyptienne d'origine libanaise, elle vit en France depuis 1946, mais sa voix a conservé, dans la langue qu'elle s'est choisie, sa « part d'Orient », le léger accent avec lequel on parlait le français en Egypte, dans son enfance.

« Je me sens d'ici autant que de là-bas, dit-elle. Paris est le lieu où j'ai vécu le plus longtemps. J'y suis venue parce que je le souhaitais, je n'ai donc pas la douleur de la nostalgie, le sentiment de l'exil. Et tout ce que j'ai d'Orient en moi n'a jamais été déformé par l'usage de la langue française. »

C'est toutefois en anglais (langue qu'elle parlait aussi depuis

l'enfance, ainsi que l'arabe dialectal) qu'Andrée Chéhid a écrit, à dix-huit ans, ses premiers poèmes, avant d'opter définitivement pour le français - « il faut toute une existence pour aller au bout d'une langue » - et pour une vie consacrée à l'écriture - « Je voulais écrire, ce qui, selon moi, signifiait faire de la poésie, mais je n'avais pas l'ambition de devenir écrivain ».

A la vingtaine de recueils de poèmes publiés depuis son installation en France (le dernier, *Epreuves du vivant*, a paru chez Flammarion en 1983) s'ajoutent des nouvelles, trois pièces de théâtre et des romans, dont le neuvième, *La Maison sans racines*, sort cet automne. « Pendant toute une période, j'ai eu davantage de goût pour la poésie, précise Andrée Chéhid. Mais, maintenant, j'aime beaucoup le roman, bien que ce soit, à mon avis, peu difficile. Avec la poésie, on peut témoigner d'une manière plus fondamentale, mais pas aussi quotidienne. »

Pour elle, la maison « sans racines » n'est pas le signe d'un arrachement, d'un déracinement, précisément, bieu que l'histoire se passe dans le Liban de 1975, au début de la longue déchirure qui, dix ans plus tard, se perpétue. « La maison sans racines est une maison qui n'est pas là où on l'attend, mais là où on la met : c'est un lieu où se retrouver, pour des migrants, comme toujours le furent les Libanais. »

« Happées par l'histoire »

Ici, la « maison » abrite la première rencontre de la petite Sybil, douze ans, d'origine libanaise, vivant aux États-Unis, et de sa grand-mère Kalya, devenue parisienne. « J'ai eu l'idée de ce roman dès 1978, l'idée de cette rencontre entre deux personnes venues de loin et qui sont happées par l'histoire, explique Andrée Chéhid. J'ai vu cette grand-mère et cette petite-fille prises au piège. Mais je ne trouvais pas le développement, le déroulement. J'ai lâché tomber. »

Un jour « les pages éparpillées se sont organisées autour d'un pivot », et le livre, cette parabole du Liban, s'est rythmé comme un long poème, sur trois types de « strophes » : la marche de Kalya, un matin d'août 1975, vers deux corps étendus sur une place (chapitres imprimés en italique) ; la rencontre de Sybil et de Kalya, le même été (chapitres signalés en chiffres arabes) ; les vacances libanaises de Kalya en 1932, avec sa propre grand-mère, dans l'insouciance et le luxe (chapitres précédés de chiffres romains).

Les deux silhouettes sur la place, qui donnent son axe au récit, ces deux femmes de communautés ennemies, qui ont voulu se rejoindre, publiquement, de manière spectaculaire, et sur les-

quelles on a tiré, étaient déjà présentes dans l'une des très belles nouvelles du recueil intitulé *Le Corps et le Temps* (Flammarion 1978). Dans ce roman du désastre, sur cette place vide, comme sortie d'un tableau de Chirico, ou, selon Andrée Chéhid, « d'un western, quand tout est silencieux, juste avant l'affrontement », les deux femmes sont un symbole d'espoir, aussi paradoxal que cela puisse paraître.

« Il faut à la fois avoir le sens de l'instant et celui de la durée, porteur, pour moi, d'espoir, affirme Andrée Chéhid. Quand, dans la vie personnelle, toutes les bases sont détruites, cela ne veut pas dire que tout est noyé ; j'ai, en dépit de tout, une vue très po-

sitive de l'histoire. La tragédie de Kalya et de Sybil, et la sobriété de l'écriture qui l'exprime, en sont la preuve. Si la mort ioutille d'un enfant est quotidienne à Beyrouth, le Liban, lui, ne meurt pas. Il demeure, à jamais, dans cette image finale : « Harcelée par la brise, l'écharpe jaune, maculée de sang, garde dans ses plis la clarté tenace du matin. Le morceau d'étoffe s'élève, s'enfonce, se rabat, se jette, s'éclate, flotte, retombe à nouveau et s'envole de plus belle... »

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LA MAISON SANS RACINES, d'Andrée Chéhid, Flammarion, 248 p., 75 F.

Un enfant de M. Teste

D E son enfance confinée, M. Berg n'est jamais vraiment sorti. Il a conservé un regard d'enfant, mais un regard tourné vers l'intérieur, lié à son propre monde, qui n'a que les apparences du nôtre. « Peut-être de vingt-huit ans... », « célibataire sans profession », il traverse sa vie sans comprendre, comme absent à lui-même. Sa volonté est atrophiée, déficiente. Ses traits s'effacent à mesure que l'auteur tente de les fixer.

Construit autour de ce « chevalier inexistant », le premier roman de Nicolas Mintz s'impose avec talent. Son héros trouve place dans une longue lignée littéraire, celle de l'absurde, du soupçon ; lointain parent de Molloy, de Joseph K. ou de Meursault, M. Berg est une sorte de Testa mineur, juvénile, un Testa que l'esprit même aurait déserté. Le « portrait » qu'Emilia Testa trace de son époux pourrait s'appliquer au monsieur de N. Mintz : « Il faut l'avoir vu dans ses accès d'absence ! Alors sa physionomie s'altère, s'affaiblit... Un peu plus de cette absorption, et je suis sûr qu'il se rendrait invisible... »

Les quelques aspérités que le romancier a bien voulu inscrire sur la surface désespérément

plane de cette existence ne sont destinées qu'à mieux mettre en évidence la totale banalité du héros. M. Berg n'en finit pas d'accumuler les bizarreries. Mais, additionnées, elles ne parviennent pas à donner un résultat sensiblement supérieur à zéro. Sa passion des thermomètres, par exemple, qu'il consulte comme un oracle lui dictant son triste destin ; destin d'ailleurs limité à l'immédiat : on ne construit pas un avenir à partir d'un présent si réduit... Autre passion : l'épopée napoléonienne. Cette monomanie autour de l'empereur, M. Berg la pousse à l'excès. La *Mémorial* est sa bible. Les Invalides, où il aurait voulu se faire engager comme gardien, et le tombeau de Napoléon cristallisent ses rêves de gloire militaire.

Des qualités de portraitiste

Les personnages secondaires, croqués par touches rapides et avec économie, révèlent les qualités de portraitiste de l'auteur : un médecin fantasque qui fut et reste le pédiatre de M. Berg, ange gardien bienfaisant mais oublieux ; un notaire que les in-

puissances de son client exaspèrent ; deux femmes de ménage auxquelles il s'attache mais qui, toutes deux, le grugent odieusement, une cousine enfin, fée lointaine, inaccessible.

Le récit de Nicolas Mintz s'inscrit dans un temps et un espace limités : cette portion de Paris entre la septième et la quinzième arrondissements, autour du Champ de Mars, des Invalides et de l'École militaire ; les deux derniers mois d'une année où la raison et l'existence de M. Berg basculent.

Nicolas Mintz n'innove pas. Son souci n'est pas la recherche d'une forme romanesque inédite. Son écriture trouve naturellement une harmonie avec son projet. Maltraitée, rapide, elle évite l'exercice de style, ne s'appesantit pas. Malgré la tendresse visible qu'il éprouve pour son personnage, l'auteur ne s'autorise pas une proximité trop grande avec lui. Il le laisse à ce qu'il devient : « quelque chose de minuscule... » « qui se replie pour mourir ».

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ LE FOU DE L'EMPE-REUR, de Nicolas Mintz, Mercure de France, 258 p., 89 F.

101, rue Rambuteau
M^{rs} Hides - 236-77-53

SEPTEMBRE OCTOBRE

Hommage à MICHEL BUTOR

EXPOSITION du lundi
23 septembre au dimanche 27 octobre
- Lundi 23 septembre, à 21 h :
INTERVENTIONS MUSICALES
Œuvres de Pousseur, Bosses, Beethoven, Pichovski.
Avec M. Butor, E. Razimovski, P. Dechorgnat.
- Mercredi 25 septembre, à 21 h :
POÉSIE - PEINTURE
Avec M. Butor, M. Sicard.
Textes dits par Annie Bertin.
- Lundi 30 septembre, à 21 h :
MICHEL BUTOR ET LE RÊVE
Avec M. Butor, J. Starobinsky.
Textes dits par Jean-Loup Philippe.

ANNÉE DE L'INDE
Spectacle Tagore.
poésie, chant, danse,
percussions, avec Sarmila Roy,
vendredi 11 octobre, à 21 h.

ROGER KOWALSKI
Dit par Daniel Gélén,
lundi 14 octobre, à 21 h.

ROBERT GOFFIN
Un poète et la jazz.
Claude Luter et son orchestre
Nouvelle-Orléans. Textes dits
par Robert Etcheverry,
jeudi 17 octobre, à 21 h.

ROBERT DESNOS
Dit par Jean-François Delacour.
Comédien et animateur du
Théâtre de l'Étoile,
mercredi 23 octobre à 21 h.

LECTURES - RENCONTRES
Les mardis à 21h
- 24 septembre : François de
Combarès ;
- 1^{er} octobre : Marc Delouze ;
- 8 octobre : Jean-Michel
Meulpoix ;
- 15 octobre : Jean-Pierre
Lemaire ;
- 22 octobre : Gérard Le
Gouic.

belfond

a rentrée romanesque

Gilbert Toulouse
L'IMPOSTEUR



Yann Gaillard
L'AMATEUR
D'ÉPOUVANTE
OU
LE RER S'ARRÊTE
A BOISSY-SAINT-LÉGER



Sylvie Cohen
LES CHIENS
FOUS



Claude Bourgeyx
COUPS
DE
FOUDRE



Liliane Gourgeon
DÉDIÉ
À KIM



Jacques Crickillon
L'INDIEN
DE
LA GARE
DU NORD



Publiscopie

20
n.
rt
fr

1-
it
u-
g-
s-
ar
T,
ui
18
6-
16-
11-
it
fe
m

te-
de
t le
le
no-
du
ur
co-
lif-
ais
la
so-
don
de
al
ro-
les
s,
er
en
ré-
d-
ris
ce
an
ur

Une seule bannière pour le septième art

ements :
 1 dans de 1 h à 19 h - tél. 233 44 44
 201 pour correspondeur (audiphone) :

هذا من الامثلة

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 19 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Série : Les oiseaux se cachent pour mourir.
Feuilleton américain de D. Duke, d'après le roman de McCullough. Avec R. Chamberlain, R. Ward, J. Simon (2 épisodes).
Les années ont passé. Média commence à penser amoureusement à Ralph, rêvant qu'il pourrait un jour laisser la sœur pour l'épouser.
21 h 55 Les joutes de l'information. Information.
Magazine d'A. Denvers, R. Pic, M. Albert, J. Decroix, et B. Laine.
Campagne électorale en Nouvelle-Calédonie (un reportage d'A. Chabot et G. Bernier) ; Le Cambodge vu de l'ouest ; Le tourage d'un film en Espagne, l'argent et P. Decaux ; L'Afrique du Sud : la tragédie quotidienne (reportage de G. S. et G. David).

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : Sarah.
Film français de M. Dugowson (1982), avec J. Dutoit, G. Lacroix, H. Bement, L. Massari, J.-C. Brialy, G. Yared, J.-C. Dauphin.
Un inspecteur d'assurances, venu enquêter sur le sujet d'un incendie sur le tournage d'un film en Espagne, s'engage dans une enquête mystérieuse, comédienne se confondant avec son personnage. Fascination d'un portrait-puzzle et des mythes qu'engendre le cinéma. Gabrielle Lacroix, scénariste et réalisatrice.
22 h 20 Magazine du football : Une, deux.
Les couples européens : Avant le Mondial : L'histoire du jeu, le nouveau magazine de sport d'Antenne 2.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Histoire d'un jour : 3 décembre 1947, les communistes condamnés à l'opposition ?
En 1947, la vie est plus dure qu'en 1939. Les communistes ne sont plus au gouvernement depuis mai, ils réclament la tête du président du conseil, Paul

Ramadier, qu'ils ont surnommé « Ramadier la famille ». Documentaire d'archives et débat avec Roger Colombani qui parle des grèves de Marseille et Jean Meunier de la séance houleuse dans l'hémicycle du 7 décembre 1947. Avec aussi M^{me} Françoise Giroud.

22 h 5 Journal.
23 h 30 Documentaire : Tibet-sur-Arroux.
De P. Bonhin. Près de Toulon-sur-Arroux s'élève un monastère tibétain. C'est le premier temple bouddhiste implanté en Occident.
23 h 30 Série : Animaux.
Les rives de l'Ordonne, de Frédéric Rossif.
23 h 5 Prélude à la nuit.

FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h. Feuilleton : La révolte des Haidouks ; 17 h 15, le drame ; 17 h 30, Dessin animé : Edgar, le détective cambrioleur ; 18 h, Rendez-vous avec votre région ; 18 h 35, Quoi de neuf ; 18 h 55, Dessin animé : Hello Moineau ; 19 h 5, Atout Pique ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Fog, film de J. Carpenter ; 22 h 10, Evil Dead, film de S. Raimi ; 23 h 30, Les héros n'ont pas froid aux oreilles, film de C. Nemes ; 1 h 10, Hill street blues ; 1 h 55, Les États de la mode.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, « Tac », le luthier de Crémone.
21 h 30, Vocalise : livre parcours voix.
22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

21 h, Les Provinciales (en direct de l'auditorium de Nantes) : « Le Corneille », ouverture, de Berlioz, « Concerto pour la main gauche » et « Concerto en sol pour piano et orchestre », de Ravel, « L'apprenti sorcier », de P. Dukas, Interludes symphoniques de la Magicienne de la mer, de P. Le Flem, par l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, dir. M. Soustrot, sol. A.R. El Bacha, piano.
23 h, Les soirées de France-Musique : Autour d'un concerto de Mozart ; à 0 h Allemagne années 80.

Vendredi 20 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

7 h 30 SICO (RFE), les ordinateurs à l'école.
8 h 55 ANTOPE.
9 h 5 La une chez vous.
9 h 20 Fête du cinéma.
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournevis - mariage.
13 h Journal.
14 h 50 Série : la Lumière des justes.
14 h 45 Ténors libéraux. Le son-marin (et à 16 h 25) Série : Au nom de la loi.
15 h 10 La maison de TF 1.
16 h 30 La chance aux chansons.
17 h 30 Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 45 Feuilleton : Huit qui suffit.
19 h 15 Jeu : Anagramme.
19 h 40 Cocoricochery.
20 h Journal.
20 h 35 Le jeu de la vérité : Mariène Jobert.
Émission de Paris-Sabine.
La rouille et piquante comédienne soumise aux questions des téléspectateurs.
De C. Watton et A. Boudet. Avec A. Wallo, D. Sauvage, G. P. L.
Une petite ville normande, un meurtre en plein jour que tout le monde a vu mais dont personne ne sait rien, un journaliste qui joue au jeu de l'inspecteur et un bon enquêteur un peu trop facile. Une enquête passionnante dans laquelle le téléspectateur s'engage.
19 h 40 Journal.
23 h 55 Ténors nocturnes.
Émission de G. Foucaud.
Extraits de concerts, clips, interviews... avec Serge Gainsbourg, Sophie Marceau, Laurent Voulzy...

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télé-matin.
10 h 30 ANTOPE.
11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2.
12 h 30 Reprise : Terre des bêtes.
13 h 30 Journal et météo.
14 h 30 Jeu : L'académie des neuf.
15 h 30 Journal.
16 h 30 Feuilleton : Histoire à suivre.
Aujourd'hui la vie.
Série : la Reine des diamants.
15 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.
17 h 30 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : La trappe.
20 h Journal.

sur toutes les litières de grandes marques et ce soir, vendredi, nocturne jusqu'à 20 h 30 à la SAMARITAINE-RIVOLI

20 h 35 Feuilleton : l'Ordre.
D'après le roman de M. Acland, réal. E. Pérez. Avec L. Brook, J. Perrin, P. Malet, V. Maheux.
Marcel Arland écrit l'Ordre entre 1925 et 1929 pour exprimer « un état d'esprit et de cœur », les problèmes, les aspirations et aussi une profonde angoisse devant l'ordre social, l'ordre de la vie. Deux frères, Gilbert et Justin Villars, se retrouvent ensemble pour les vacances à Clermont après des leur jeune et révolte continue. Tout les sépare, Gilbert est révolté, idéaliste, solitaire, Justin, déjà engagé dans la politique. C'est l'affrontement, d'hommes que tous deux tombent amoureux de Renée. Une adaptation classique, un peu conventionnelle mais efficace.
21 h 30 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : les protestants, tribulations d'une minorité. Sous la direction : André Encrevé (les Protestants en France de 1800 à nos jours) ; Michelle Magdeleine, coauteur avec Rudolf von Thadden (le Refuge huguenot) ; Jeanne Guizon (l'Édit de Nantes et sa révoctation) ; Elisabeth Labrousse (la Révoctation de l'Édit de Nantes) ; Bernard Dompert (le Venin de l'hérésie).
22 h 45 Journal.
23 h Ciné-club : la Vie criminelle d'Archibald de la Cruz.
Film mélo de L. Bannet (1955), avec E. Alonso, Miroslava, R. Macdon, A. Weller, J. Llorens Rivas, A. Palma (v.a. sous-titrée, N.).
A la suite d'une impression érotique de son enfance, un bourgeois méloctin associe la sexualité à la mort, et

veut tuer chaque femme qui éveille le désir en lui. Une comédie d'humour noir sur les altérations de la morale, de l'éducation, de la religion. Images surréalistes, érotisme allusif mais sulfureux.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30 les Aventures de Thomas Gordon ; à 17 h 50 la Panthère rose ; à 18 h 55 Hello, moussa !
18 h 55 Dessin animé : il était une fois l'homme.
19 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INA).
20 h 35 Série : Brigade verte.
L'estampille de G. Nery, R. G. Grangier, Avec G. Segal, C. Minazzoli, J.-Y. Chetelat.
Une mauvaise grippe semble déclencher les pensionnaires d'une maison de retraite, à l'échappée. Mais une lettre anonyme dénonce un trafic sur la qualité de la viande.
21 h 35 Vendredi : Une semaine à Moscou, Renaud en URSS.
Magazine d'A. Campana et I. Barrière.
Les Jeunes communistes ont proposé au chanteur Renaud d'être la vedette de la délégation française au festival mondial de la jeunesse, à Moscou, cet été. Reportage au Théâtre des variétés de la capitale soviétique.
22 h 30 Journal.
22 h 50 Espace francophone.
Magazine de D. Gallet.
Portrait de Félix Houphouët-Boigny, président de la République ivoirienne.
23 h 20 Série : Animaux.
Les frégates de Venezuela, de Frédéric Rossif.
23 h 25 Prélude à la nuit.
23 h 35 Toute l'écriture sur le bout des doigts (IBM).

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabon Cadix ; 7 h 35, Top 50 ; 8 h 30, Dancin' days (et à 11 h 55) ; 9 h, l'impitoyable, film de C. Chéreau ; 10 h 30, Rue du cinéma : spécial film d'animation ; 12 h 35, Magazine ; 14 h, Telenovela, film de C. Berri ; 15 h 45, Les implacables, film de R. Walsh ; 17 h 45, 4C+ ; 18 h 25, Top 50 ; 19 h, Maxidex (et à 20 h et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 19 h 50, Dessin animé ; 20 h 5, Football, Rennes-Brest (en direct de Rennes) ; 22 h 25, Les Consommateurs, film de M. Cariz ; 0 h, Et la tendresse, bordel (N° 2), film de P. Schindler ; 1 h 35, Evil Dead, film de S. Raimi ; 3 h, le Fruit défendu, film de J.-L. Brunet ; 4 h 15, Série rock ; à 4 h 55, le Facteur nous tenez deux fois, film de B. Ratelton.

FRANCE-CULTURE

8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la civilisation : du surréalisme et du plaisir ; à 10 h 50 : le costume en cinq pièces ; 9 h 5, Matière de temps qui change ; géopolitique ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école hors les murs ; 11 h 30, Feuilleton : Le Hussard sur le toit ; 12 h, Passerons : entretien avec Lucien Robert ; 13 h 40, Au consommateur ; 14 h, Un livre, des voix : « Vladimir Roubaud », de Serge Lema ; 14 h 30, Sélection prix Italia ; 15 h 30, L'échappée belle : reportage à Barcelone ; 17 h 10, Le pays d'ici ; à Avignon ; 18 h, Subjectif : Agnès ; 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : l'atome et l'aval des réacteurs nucléaires ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Igor Stravinski, souvenirs de M. Rosenzweig.
20 h 30 Le grand débat : les sondages peuvent-ils tromper ? avec A. Duhamel (Europe 1 et A 2), J. Jaffre (directeur des études politiques à la SOFRES), P. Bourdieu, professeur au Collège de France et F. Ben, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble.
21 h 30 Musique : Black and blue : le festival de Montréal.
22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 5, Le matin des musiciens : Stravinski contre Schoenberg, œuvres de Webern, Stravinski, Furtwängler, Schoenberg, Poulenc, Berg ; 12 h 10, Le temps du jazz : les collégiens buissonniers, Johnny Hodges ; 12 h 30, Les provinciales : Radio Périgord, récital de piano, J. Skripka, œuvres de Mozart, Debussy, Brahms, Chopin ; 13 h 40, Sonnetes de Socrate par Scott Ross ; 14 h 2, Répères contemporains : les jeunes compositeurs de Conservatoire, œuvres de Fournier, Pesson ; à 14 h 30 le chant plaintif, œuvre de Schreker, Ravel ; 15 h, Histoire de la musique ; 16 h, Après-midi de France-Musique, Émile et Florestan ; à 17 heures, airs et œuvres de concert de Mozart ; 18 h 2, Les chants de la terre, magazine des musiques traditionnelles et populaires ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : « Dernière édition » ; 19 h 10, Les musées en dialogue.
20 h 5, Concert (en direct de la Herkulesaal de Munich). 34^e Concours international de l'ARD, concert de musique de chambre avec les Lauréats.
23 h, Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles ; à 0 heure, musique traditionnelle, musique de la Vojvodina en Yougoslavie.

LA LÉGENDE DE TARN-NEUR DES SINGES

Espace Gédé, 14 (327-357-90-81), 2 (298-357-90-81).

ET LES NUITS DE

IE (A, v.a.) (v.a.) UGC 161-94-55).

SÉRIE (H, v.a.) : 19 (327-37-47).

GAUMONT HALLES, 1^{re} Quinette, 9 (633-79-38) ; 2^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 3^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 4^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 5^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 6^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 7^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 8^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 9^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 10^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 11^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 12^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 13^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 14^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 15^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 16^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 17^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 18^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 19^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 20^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 21^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 22^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 23^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 24^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 25^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 26^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 27^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 28^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 29^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 30^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 31^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 32^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 33^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 34^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 35^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 36^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 37^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 38^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 39^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 40^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 41^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 42^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 43^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 44^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 45^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 46^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 47^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 48^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 49^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 50^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 51^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 52^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 53^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 54^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 55^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 56^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 57^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 58^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 59^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 60^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 61^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 62^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 63^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 64^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 65^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 66^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 67^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 68^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 69^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 70^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 71^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 72^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 73^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 74^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 75^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 76^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 77^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 78^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 79^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 80^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 81^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 82^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 83^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 84^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 85^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 86^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 87^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 88^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 89^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 90^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 91^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 92^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 93^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 94^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 95^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 96^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 97^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 98^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 99^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 100^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 101^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 102^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 103^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 104^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 105^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 106^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 107^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 108^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 109^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 110^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 111^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 112^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 113^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 114^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 115^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 116^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 117^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 118^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 119^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 120^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 121^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 122^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 123^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 124^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 125^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 126^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 127^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 128^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 129^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 130^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 131^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 132^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 133^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 134^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 135^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 136^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 137^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 138^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 139^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 140^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 141^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 142^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 143^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 144^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 145^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 146^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 147^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 148^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 149^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 150^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 151^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 152^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 153^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 154^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 155^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 156^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 157^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 158^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 159^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 160^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 161^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 162^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 163^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 164^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 165^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 166^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 167^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 168^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 169^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 170^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 171^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 172^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 173^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 174^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 175^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 176^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 177^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 178^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 179^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 180^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 181^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 182^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 183^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 184^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 185^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 186^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 187^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 188^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 189^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 190^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 191^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 192^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 193^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 194^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 195^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 196^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 197^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 198^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 199^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 200^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 201^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 202^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 203^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 204^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 205^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 206^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 207^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 208^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 209^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 210^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 211^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 212^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 213^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 214^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 215^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 216^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 217^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 218^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 219^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 220^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 221^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 222^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 223^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 224^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 225^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 226^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 227^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 228^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 229^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 230^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 231^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 232^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 233^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 234^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 235^e Quinette, 9 (633-79-38) ; 236<

économie

LE PROJET DE LOI D

En attendant les idées de mars

Lois des remous du Pacifique, c'est en eaux calmes que MM. Bérégovoy et Emmanuelli ont pu tenir leur traditionnelle conférence de presse pour présenter le projet de loi de finances pour 1986. Le temps n'est plus où quelques fastueuses dépenses ou de rudes progressions des charges fiscales amenaient les journalistes, toujours très nombreux, à harceler le ministre de l'économie et des finances de questions pernicieuses destinées à démontrer que le savoir-faire n'était pas du côté que l'on croyait.

En ce mercredi 18 septembre, qui aurait reproché au gouvernement de se vouloir « l'économie des derniers publics » et de prétendre poursuivre deux objectifs « étroitement liés » : la désinflation et la modernisation de l'économie ? Deux objectifs qui, au demeurant, « conditionnent le retour à une croissance durable ». Qui n'aurait souscrit à

l'affirmation de M. Bérégovoy, selon laquelle « il n'y a pas d'autre choix pour faire reculer le chômage que de produire mieux et de produire plus » ?

Consentant de présenter le dernier budget de la législature, le ministre de l'économie s'est présenté carré, comme un timonier qui n'a d'autre souci que de bien faire accoster le bateau. On dépensera demain moins qu'aujourd'hui, et, malgré tout, les impôts continueront de diminuer sans, cette fois, que des taxes facétieuses viennent donner l'impression que l'on reprend d'une main ce que l'on donne de l'autre.

Le ministre n'est plus obligé de parler au plus pressé, de défendre le franc, de colmater, comme il y a trois ans, les énormes brèches faites dans les échanges extérieurs de la France. L'inflation

continue d'aller régressant. M. Bérégovoy a le loisir de gérer. Peut-être lui faut-il le faire selon une orthodoxie des plus classiques, pourvu qu'il ait le sentiment de gagner.

Et là encore, qui aurait envie de lui reprocher de donner sa préférence à la baisse des taux d'intérêt sur les libéralités de l'Etat ? De choisir le marché financier, chaque fois qu'il est possible, plutôt que les dotations budgétaires ? Les dotations en capital ? « Elles sont parfois nécessaires, parfois elles ne le sont pas. L'Etat actionnaire n'est pas le seul apporteur possible de capitaux ». C'est que, « entre l'économie libérale sauvage et l'économie administrée, il y a place pour une troisième voie, où se pratique la solidarité ».

Rien de tout cela ne pouvait donner lieu à de grandes disputes, pas plus que la présentation du

budget que fit M. Emmanuelli. On avait sous les yeux un projet de loi sans aspérités que les spécialistes auront le loisir d'examiner et de critiquer point par point, mais que peu auront envie de rejeter tout d'une pièce. Le secrétaire d'Etat au budget a pu affirmer que les mesures annoncées permettraient de « conforter les acquis de la législature ». Nul ne doutait qu'elles étaient de nature à servir également une autre législature, que ce budget, certes rigoureux, pourrait faire l'affaire en la circonstance. Quitte à l'amender par un de ces savants « collectifs », dont d'importance quelle majorité à le secret. S'il n'y eut pas de vagues, c'est peut-être que chacun, à sa manière, pensait aux idées de mars.

FRANÇOIS SIMON.

Un budget qui calme le jeu

(Suite de la première page.)

Le second motif de surprise était la confirmation et même l'accroissement d'un phénomène nouveau : depuis 1984, les dépenses de l'Etat progressaient moins vite que la richesse nationale (1).

Il ne s'agit plus seulement maintenant d'épouser la désinflation, et d'une certaine façon, le ralentissement de la croissance. Le projet de budget pour 1986 prévoit des dépenses publiques définitives en hausse de 3,6 % pour une augmentation du produit national de 6,1 % en valeur (2). La rupture de 1984 est significative de la nouvelle idéologie en cours : la dépense publique dans l'économie diminue. Elle représentait 23,5 % du PIB en 1981. Elle ne sera plus que de 23,3 % cette année et d'environ 21,3 % l'année prochaine. D'une certaine façon, c'est aussi le poids de l'Etat qui diminue. Dans ce domaine, nous nous alignons sur les pays étrangers, et notamment sur la RFA, qui, depuis quatre ans, a réduit le poids relatif des dépenses de l'Etat et des Länder dans l'économie nationale (3).

Les dépenses publiques prévues pour 1986 diminuent en valeur réelle par rapport à leur niveau de 1983.

L'augmentation de 3,6 % annoncée par le gouvernement correspond — compte tenu de la hausse des prix — à un léger recul de la dépense publique en valeur réelle. Encore ce recul est-il plus accentué si l'on déduit les intérêts de la dette publique, une catégorie de dépenses tout de même un peu particulière se montant à 94,2 milliards de francs. Dans cette optique, les charges de l'Etat baisseront l'année prochaine de 1,2 % en valeur réelle. Un recul sans précédent dans l'histoire budgétaire de l'après-guerre.

Mais l'austérité est très inégalement partagée par catégories de dépenses et par ministères. C'est dire que des choix très nets ont été faits, favorisant les uns, défavorisant les autres.

Par nature de dépenses, ce sont les crédits d'équipement qui paient le plus lourd tribut à la rigueur des temps : avec quelque 45 milliards de francs, ils sont en baisse de presque 30 % par rapport à leur niveau de 1981.

Les dépenses d'intervention (322,6 milliards de francs), qui sont, pour l'essentiel, des dépenses de transfert consacrées à l'économie (soutien des entreprises publiques par exemple) et au social

(aides aux obéissants et à l'emploi), stagnent presque totalement en valeur nominale (+ 0,4 %), ce qui correspond à une baisse de 3,5 % en valeur réelle.

Quant aux dépenses de fonctionnement (374 milliards de francs sans les armées), qui sont en grande partie destinées à rémunérer les fonctionnaires, elles progressent de 5,8 %, soit d'environ 2,5 % en valeur réelle. Cette progression rend mal compte de deux phénomènes importants : les effectifs de la fonction publique baissent pour la deuxième année consécutive (de 4.300, après 5.400 en 1985) ; les revalorisations de traitement des fonctionnaires sont strictement limitées à la hausse des prix de détail (3,4 %). C'est dire qu'aucune progression du pouvoir d'achat n'est prévue l'année prochaine.

Par ministère aussi, la note à payer est inégalement lourde. Celui de l'industrie voit ses crédits réduits de 16 %, soit d'environ 20 % en valeur réelle. Le ministère de l'urbanisme, du logement et des transports perd presque 2 % en valeur réelle, celui de l'agriculture 1 %. En revanche plusieurs ministères sont fort bien traités. L'éducation nationale, avec 184 milliards de francs (+ 3,6 % et + 1.700 emplois) ; le ministère de l'intérieur, avec 54 milliards (+ 21,7 %), qui bénéficie du plan Joxe de modernisation de la police, qui s'étendra sur quatre ans ; la culture, avec 9,4 milliards de francs (+ 12,2 % et + 300 emplois) ; la recherche (+ 8,5 % et + 1.400 emplois) ; la justice (+ 8,8 % et + 352 emplois). Quant aux armées leurs crédits augmentent globalement de 5,4 % en valeur (le Monde du 17 septembre).

Un souci nouveau : la productivité

L'abondance des chiffres fournis par le ministère de l'économie et des finances — leur précision apparente — n'empêche pas la réelle difficulté qu'on éprouve à analyser le projet gouvernemental. Trop souvent en effet, comme c'est le cas pour les crédits d'équipement par exemple, les comparaisons d'une année à l'autre sont rendues impossibles par des modifications de transferts, des déplacements de dépenses.

Quelques jugements prudents peuvent tout de même être portés. Les premiers mettent en valeur les aspects positifs des économies réalisées par MM. Bérégovoy et Emmanuelli. La gauche aura réussi à faire admettre — bon gré, mal gré — l'idée que l'administration doit, comme le secteur privé, se soucier d'organisation, de rendement, bref de productivité. On surprime, par exemple, des emplois au ministère de l'économie et des finances en même temps qu'on informatise des tâches, notamment

Les déficits restent importants malgré d'habiles transferts. Ils expliquent en partie le niveau élevé des taux d'intérêt et peut-être la faible croissance du produit intérieur brut.

à la direction générale des impôts. « Ce sera l'honneur des socialistes d'avoir montré qu'il est possible de gérer l'argent public comme on gère l'argent privé », nous confiait, il y a quelques semaines, un haut fonctionnaire très convaincu. Peut-être. Ce qui est en tout cas patent, c'est l'abandon d'une vieille idée de gauche qui voulait que les déficits ne soient pas mauvais en eux-mêmes dès l'instant qu'ils relevaient du secteur public et n'avaient pas la même signification d'échec que dans le secteur privé.

De même la progression très modérée des rémunérations du secteur public — une réussite dont il faut rendre grâce à M. Jacques Delors — est un acquis important, même si les efforts demandés aux fonctionnaires français sont finalement beaucoup moins importants que ceux qu'avaient consentis les fonctionnaires allemands, qui ont vu, en 1984, leurs salaires complètement bloqués. Quoi qu'il en soit, c'est la discipline salariale jusqu'à présent acceptée dans l'ensemble du secteur public qui explique au moins en partie le freinage des dépenses.

Autre point essentiel : l'Etat a commencé de réduire les aides accordées à l'économie sous forme de bonifications d'intérêt, une énorme dépense de 50 milliards de francs par an puisqu'on sait qu'en France les deux tiers des crédits distribués sont subventionnés. Ce changement d'attitude est important, même s'il est actuellement facilité par la baisse des taux d'intérêt. Dès 1986, l'Etat écono-

miserait 5 milliards de francs à ce titre. Peut-être cette volonté sera-t-elle sans lendemain. Mais il est incontestable qu'elle existe actuellement comme un témoignage — autre preuve — de la réforme actuellement entreprise du marché de l'argent.

Enfin, la réduction des crédits d'équipement comporte malgré sa brutalité — des éléments positifs. Elle s'explique en partie par le transfert sur les collectivités locales d'un certain nombre de dépenses autrefois assurées par l'Etat. On

est-il que l'Etat va revendre — sans droit de vote — à des compagnies d'assurance, ragailleurs par de récentes bénéfices une petite part du capital de quelques entreprises nouvellement nationalisées. Ce qui rapportera quelques centaines de millions de francs à l'Etat. Il n'y a plus de petites économies...

Confrontés à un manque évident de moyens financiers, était-il alors raisonnable de poursuivre imperturbablement les grands chantiers du président (opéra de la Bastille, Grand Louvre...) qui coûteront 3,5 milliards de francs l'an prochain ? C'est une autre question que l'on doit se poser.

Les mesures fiscales prévues dans le projet de budget sont conformes au souhait du président de la République de voir baisser le poids des prélèvements obligatoires.

La baisse de l'impôt sur le revenu est une sorte de retour à la normale après les prélèvements exceptionnels de ces dernières années. Reste de cette période — outre l'adoucissement ou la suppression de l'impôt pour un million de petits contribuables — une tranche d'imposition à 65 %, la limitation du jeu du quotient familial au détriment des familles aisées, l'institution d'un impôt sur les grandes fortunes rapidement estompé dans son assiette mais finalement aggravé dans ses taux, avec l'instauration, en 1985, d'une tranche à 2 % et d'une majoration de 8 %.

L'impôt sur les sociétés est réduit de 5 points et passe de 50 % à 45 % pour les bénéfices non distribués. Une restriction que l'on comprend, compte tenu du coût important d'une mesure plus générale. Mais une restriction que les chefs d'entreprise chercheront certainement à tonner, fût-ce au détriment de l'optimum économique. Que de complications en perspective...

Deux fièvres

Globalement, la pression fiscale d'Etat a baissé cette année et devrait poursuivre sur sa lancée l'année prochaine. L'orientation est bonne à condition qu'elle ne provoque pas une poussée de la consommation qui déséquilibrerait — par importations supplémentaires — une balance commerciale encore bien fragile. Le risque est réel avec le renouveau aux contributions, dès le 15 janvier prochain, de 18 milliards de francs de l'emprunt obligatoire de juin 1983. Une bonne orientation si elle ne retarde pas le retour à un équilibre budgétaire qui reste aussi lointain qu'hypothétique. A court et long termes à la fois...

Le déficit budgétaire (145 milliards de francs) est de nouveau fixé à 3 % du produit intérieur brut.

Cet objectif sera-t-il mieux respecté qu'en 1984 (3,4 % du PIB) et qu'en 1985 (le déficit devrait avoisiner 3,3 %) ? On peut évidemment en douter compte tenu de l'importance de l'endettement public (1100 milliards de francs) et de son coût (94 milliards de francs l'année prochaine).

Deux raisons d'espérer tout de même : la baisse des taux d'intérêt (7,5 % prévus pour le court terme, 9,5 % pour le long terme) et la baisse du dollar (un cours moyen de 8,50 F a été retenu). Il est inquiétant tout de même de constater que malgré l'ampleur du freinage budgétaire, le déficit des comptes des administrations publiques (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales...) ne se réduit pas, restant supérieur à 3 % du PIB en 1985 et probablement encore en 1986 comme le disent les comptes officiels.

Trois inconvénients à cette situation : des marges de manœuvre inexistantes pour le gouvernement qui ne peut plus décider aucune dépense supplémentaire sans tailler ici ou là, méthode qui a tout de même ses limites, on l'a vu cet été quand il a été impossible de financer les mesures prises pour les chômeurs arrivant en fin de droit. Deuxième inconvénient : une pression sur le marché des capitaux court et à long terme qui doit avoir une certaine responsabilité dans le maintien de taux d'intérêt réel, anormalement élevés puisqu'ils sont voisins de 5 %, des taux qui freinent probablement la croissance économique et incitent sûrement bon nombre de chefs d'entreprise à préférer la spéculation financière aux investissements matériels coûteux. Troisième inconvénient enfin le retard pris sur d'autres économies concurrentes dans l'alignement des comptes publics. La RFA, qui a remarquablement assaini son budget (4) s'approprie la réduction de la pression fiscale pour réduire les impôts sur le revenu 1986 et encore en 1988. La France, elle, devra batailler fort, quelques années encore pour ramener ses déficits au niveau de ce qu'elle connaît maintenant l'Allemagne.

Le projet du budget 1986 appelle globalement un jugement positif. Au demeurant, les milieux financiers internationaux ont réagi très favorablement. La réduction de la pression fiscale promet de faire accepter — comme l'étranger — une progression modérée des salaires publics et privés. Le freinage des dépenses de l'Etat fait prendre conscience de la nécessité d'une meilleure utilisation des fonds publics.

Reste à connaître l'ampleur exacte du déficit des administrations publiques. Tant de transferts — justifiés ou non — ont été opérés ces dernières années que peu peut plus actuellement en mesurer avec précision les conséquences. Les derniers en date portent 12 milliards de francs — une coquette somme tout de même — à la charge de la Sécurité sociale et de la Caisse de retraite des collectivités locales.

Si le déficit des administrations publiques est sensiblement important, qu'il n'apparaît dans les comptes officiels, le gouvernement issu des élections de 1986 devra qu'il soit de droite, de gauche de coalition — s'attaquer plus tôt à l'assainissement des comptes publics. C'est peut-être même l'une des conditions essentielles d'un retour à une croissance économique plus forte et à une réduction durable du chômage. C'est en cas la voie qu'on suivie nos allemands. Avec, semble-t-il, certains succès.

ALAIN VERNHOLE

COMMENT VARIENT LES DIVERS IMPOTS

(en millions de francs)

NATURE DES RECETTES	Résultats 1984	Evaluations révisées pour 1985	Projet de loi de finances 1986	Progression 1985/1984 %	1986/1985 %
I. — RECETTES FISCALES					
Impôt sur le revenu	196 954	207 300	210 550	+ 4,2	+ 1,6
Impôt sur les sociétés	81 830	89 000	99 930	+ 8,8	+ 12,3
Autres impôts directs	88 696	89 300	93 725	+ 6,9	+ 5,0
Enregistrement, timbre et Bourse	49 113	52 100	55 695	+ 6,1	+ 6,9
Produits des douanes	74 726	94 950	102 946	+ 27,1	+ 8,4
Taxe sur la valeur ajoutée	416 757	447 200	470 894	+ 7,3	+ 5,3
Autres impôts indirects	26 153	27 600	28 330	+ 5,5	+ 2,6
Total de chapitre I	936 223	1 007 450	1 062 070	+ 7,6	+ 5,4
II. — RECETTES NON FISCALES					
		60 830	60 164	63 746	- 1,1
III. — PRÉLÈVEMENTS au profit des collectivités locales et de la CEE					
	- 109 098	- 117 561	- 129 088	+ 7,8	+ 9,8
IV. — A déduire :					
Remboursements et dégrèvements (*) Montant évaluatif LFI	- 81 445	- 98 570	- 107 400	+ 21,0	+ 9,0
Total des recettes nettes (chap. I à IV)	866 510	851 483	889 328	+ 5,6	+ 4,4
Recettes fiscales nettes (chap. I, III et IV)	745 680	791 319	825 582	+ 6,1	+ 4,3

1985/1984

LE PROJET DE de mars

NCES POUR 1986

RECETTES : Allégement de la fiscalité

flux sur les impositions des entreprises figure dans le projet 1986. Les ménages obtiennent une réduction de 3 %, ce qui adoucit la charge de la surtaxe de 1984 et ramène à 5 % en 1986, pour assurer la solidité.

en faveur des ménages

REVENU
Le barème d'imposition sur les revenus des ménages est révisé. Les tranches antérieures de 1984, fixées depuis 1981 de 7,6 % en 1984 et 12,3 % en 1985, sont ramenées à 5 % en 1986.

DES COTISATIONS

Le projet de budget prévoit une réduction de 3 % pour les cotisations sur les revenus des ménages, soit 34 090 F. La majoration de 124 000 F de l'imposition est ramenée à 124 000 F. Dans la loi de 1984, la majoration de 124 000 F est ramenée à 124 000 F.

N DES AVANTAGES

La réduction de la cotisation sur les revenus des ménages est ramenée à 124 000 F. Dans la loi de 1984, la majoration de 124 000 F est ramenée à 124 000 F.

S CENTRES DE ASSOCIATIONS

Le projet de budget prévoit une réduction de 3 % pour les cotisations sur les revenus des ménages, soit 34 090 F. La majoration de 124 000 F de l'imposition est ramenée à 124 000 F. Dans la loi de 1984, la majoration de 124 000 F est ramenée à 124 000 F.

Mesures en faveur des entreprises

Le dispositif d'amortissement exceptionnel instauré par la loi de finances de 1983 arrivait à expiration fin 1985. Il est proposé de le remplacer par une réduction de 50 % à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés affectant les bénéfices non distribués, donc réinvestis dans l'entreprise. Cet allègement ne sera plus limité aux investissements matériels (formation, prospection commerciale, etc.), mais s'appliquera également aux dépenses de recherche et au développement, en fait à l'augmentation des fonds propres des sociétés. Il entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1986 et s'appliquera donc sur l'impôt payé en 1987.

REPORT EN ARRIERE DE PERTE.

Pour bénéficier du report en arrière des pertes (carry-back), les entreprises devant en 1985 avoir investi plus qu'elles n'avaient amorti au cours des trois années précédant l'exercice déficitaire. En 1986, elles pourront l'obtenir : soit en tenant compte de l'effort d'investissement réalisé au cours du seul exercice déficitaire ; soit en tenant compte de l'effort d'investissement réalisé au cours des trois dernières années, y compris l'exercice déficitaire. Cela pour éviter que les entreprises qui ont fait un effort particulier d'investissement l'année où elles enregistrent un déficit ne soient pénalisées.

TAXE PROFESSIONNELLE

Les allègements décidés en 1985 continueront de s'appliquer en 1986.

Mesures diverses

ES.
L'objectif porte sur l'équivalent de 500 000 hectolitres de vin. Les droits de timbre sur les cartes frontalières sont supprimés.

Les réactions

Des syndicats et un CNPF critiques

Le CNPF : « un budget sans ambition ». — Pour l'organisation patronale qui salue quand même la stabilisation de la taxe professionnelle : « les entreprises ont besoin d'une autre stratégie ».

M. Krasucki (CGT) : « catastrophique ». — Pour M. Krasucki, s'exprimant à Limoges, « le budget 1986 est catastrophique ». « Particulièrement inégalitaire », ce budget entraîne « une réduction des activités industrielles et une détérioration des qualités du service public. Il s'inscrit dans une logique qui résulte de choix fondamentaux que la CGT n'a cessé de combattre et les aggrave dans tous les domaines ».

M. Hériter (CFDT) : « sans tonner ». — Pour M. Hériter, « ce n'est pas le budget 1986 qui redonnera à l'économie française le tonus qui lui fait défaut (...). La situation économique française est marquée par le rétablissement d'un certain nombre d'équilibres, ce dont la CFDT se félicite. Elle tient à marquer son accord avec les priorités retenues, telles la recherche ou la formation. Mais le chômage demeure, et la faible progression en valeur des dépenses budgétaires pour 1986 aura comme effet de tordre l'activité et donc l'emploi vers le bas ».

M. Blondel (FO) : « restrictif ». — Pour M. Blondel, ce projet « confirme la ligne d'austérité mise en place en juin 1982 » et « installe l'économie française dans la récession ». « Ce budget de caractère restrictif ne permettra pas la recherche d'un taux de croissance suffisant pour bloquer la dégradation de l'emploi ». FO s'inquiète notamment du transfert de 12 milliards du budget de l'Etat vers la Sécurité sociale, du prélevement sur la caisse de retraite des collectivités locales, de la diminution de plus de 4 000 emplois de fonctionnaires et de la norme retenue pour l'inflation.

CGC : « timoré ». — Un budget timoré, d'attente. Pas de modernisation. Doit-on comprendre que le gouvernement ne veut pas s'engager ? La loi de finances refuse de tenir compte du délabrement de l'économie et donne un curieux sentiment de baisse de pression. Tout diminue sauf les dettes. Aucune disposition n'arrive en soutien d'une économie déjà trop faible et trop éloignée de la croissance mondiale (...). La CGC attendait mieux.

CAPEB : « sacrifié ». — La Confédération de l'artisan et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) « constate avec regret que le projet de budget pour 1986 sacrifie délibérément le soutien au logement au moment précis où le secteur du BTP aurait le plus grand besoin d'une véritable relance ».

LES RESSOURCES DE LA NATION

	1984 (réalt.)	1985 (réalt.)	1986 (pré.)
RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage)			
1) Produit intérieur brut marchand	+ 1,5	+ 1,3	+ 2,1
2) Importations	+ 1,6	+ 2,7	+ 3,7
EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION			
1) Consommation des ménages	+ 0,5	+ 1,3	+ 1,6
2) Investissement des entreprises	- 2,9	+ 1,8	+ 4
3) Exportations	+ 6,3	+ 3	+ 3,4
HAUSSE DES PRIX (en pourcentage)			
- En glissement (décembre à décembre)	+ 6,7	+ 4,5	+ 2,9
- En moyenne annuelle	+ 7,5	+ 5,6	+ 3,4
POUVOIR D'ACHAT (en pourcentage)			
- Du salaire moyen par tête	+ 0,2	0	0
- Des prestations sociales	+ 2	+ 1,6	+ 2,1
- Du revenu disponible brut	- 0,7	+ 1,1	+ 1,3

PROJET DE BUDGET POUR 1986

	Loi de finances pour 1985	Projet de budget pour 1986	Montant de la différence	Différence en %
I. — Opérations définitives				
Dette publique	83,9	94,3	+ 10,4	+ 12,4
Dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention	646,8	642,6	+ 16,6	+ 2,6
Dépenses civiles en capital	83,8	78,3	- 4,7	- 5,7
Budget militaire	182,8	195,3	+ 13,3	+ 7,3
Solde des comptes d'affectation spéciale	- 0,3	- 0,2	- 0,1	-
Total des opérations définitives	994,6	1 030,3	+ 35,7	+ 3,6
Récoltes nettes	855,7	889,3	+ 33,6	+ 3,9
Solde des opérations définitives	- 139,9	- 141,8	- 1,9	-
II. — Opérations temporaires (solde négatif)	- 1,3	- 4,3	- 3,0	-
III. — Solde général (déficit)	- 141,2	- 146,1	- 4,9	-

LE BARÈME APPLICABLE EN 1986 SUR LES REVENUS DE 1985 POUR DEUX PARTS

Taux en %	Barème 1985	Barème 1986
0	N'existant pas 29 640 F	N'existant pas 31 300 F
5	de 29 640 F à 30 990 F	de 31 300 F à 32 720 F
10	de 30 990 F à 36 740 F	de 32 720 F à 38 800 F
15	de 36 740 F à 58 100 F	de 38 800 F à 61 360 F
20	de 58 100 F à 74 680 F	de 61 360 F à 78 880 F
25	de 74 680 F à 93 840 F	de 78 880 F à 99 100 F
30	de 93 840 F à 113 540 F	de 99 100 F à 124 900 F
35	de 113 540 F à 131 000 F	de 124 900 F à 158 340 F
40	de 131 000 F à 218 280 F	de 158 340 F à 230 500 F
45	de 218 280 F à 300 200 F	de 230 500 F à 317 020 F
50	de 300 200 F à 355 100 F	de 317 020 F à 374 980 F
55	de 355 100 F à 403 940 F	de 374 980 F à 426 560 F
60	de 403 940 F à 457 840 F	de 426 560 F à 483 480 F
65	au-delà de 457 840 F	au-delà de 483 480 F

DIMINUTION DES EMPLOIS PUBLICS

	(Emplois 1985)	(Emplois 1986)
Agriculture et industries agro-alimentaires, culture	- 186	- 171
Economie et finances	- 1915	- 956
Éducation nationale	+ 2289	+ 1700
Intérieur et décentralisation	- 405	- 271
Justice	+ 358	+ 352
Recherche et technologie	+ 600	+ 1400
Relations extérieures et coopération	- 1801	8 1413
Service du premier ministre	- 19	- 1
Solidarité nationale, santé, travail, emploi	- 393	- 417
Transports	- 162	- 177
Urbanisme et logement	- 1009	- 1034
Divers	- 812	- 345
Total pour le budget général	- 3454	- 1333
FTT	- 2000	- 3000
Total général	- 5454	- 4333

LE CONCOURS DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES NATIONALES

	1985 (loi de finances initiale)	1986 (projet de loi de finances)
ÉNERGIE		
E.D.F.	-	-
G.D.F.	-	-
C.D.F.	7 180	7 420
TRANSPORTS		
S.N.C.F.	21 211	19 985
R.A.T.P.	4 992	4 325
C.G.M.	476	298
Air France	301	102
Aéroport de Paris	-	-
S.N.C.M.	477	477
INDUSTRIE		
SNIA-SNECMA	700	-
Renault	3 000	-
Nouveau secteur nationalisé et chimie d'État	10 560	11 015 (1)
DIVERS		
Total (hors charges de retraites)	48 272	43 792
CHARGES DE RETRAITES		
S.N.C.F.	13 852	12 362
C.D.F.	9 764	7 212
SEITA	446	423
Total général	72 334	63 789

(1) A répartir par un comité interministériel ultérieur.

« bombe à retardement » : lendemains d'élections ?

députés communistes d'accord : le jour leur ont été pré-18 septembre à la assemblée de l'Assemblée nationale, Pierre Bérégoville, facilitera le gouvernement pour le pouvoir après au du RPR et de lire, les comptes à pas du gîte, bombe à retardement. Une che qui ne va pas

UDF du Maine-et-Loire, y trouve un nouvel argument à l'appui de ses thèses anticonstitutionnelles : « Ce budget est un piège. En fixant des objectifs très ambitieux de baisse de l'inflation et de hausse de la production nationale, il met la barre très haute pour le gouvernement de demain. Ainsi les socialistes pourront dire que leurs successeurs ont été incapables de réussir ce qu'eux auraient fait. » Pour lui, la critique va de soi : ce budget « n'est pas sincère » ; il prévoit un taux de croissance « irréaliste » et il en découle une prévision de rentrées fiscales « surréalistes ». De même la réduction des dépenses est si « draconienne » qu'elle ne sera pas, dit-il, applicable.

M. Robert-André Vivien, porte-parole du RPR, ne dit pas autre chose quand il affirme : « Ce budget n'est pas crédible. Les socialistes se sont toujours trompés dans leurs prévisions économiques. Pourquoi les croire nous aujourd'hui ? » La conclusion est logique : « La loi de finances rectificative que nous aurons à préparer [après mars 1986] sera extrêmement difficile à réaliser. »

L'approbation des socialistes n'est pas tout à fait sans nuance. M. Pierret aurait souhaité que les aides à l'investissement productif aient « une amplitude plus marquée ». M. Jean-Paul Planchon, député PS de Paris et membre du CERES, s'il reconnaît que ce budget est « rigoureux et cohérent », veut y voir « le moyen d'envisager un supplément de croissance pour la période qui vient ».

Th. B.

SOCIAL

REPÈRES

Dollar : mieux tenu à 8,89 F

Le dollar s'est légèrement raffermi, jeudi 19 septembre, sur les marchés des changes, dépassant 2,91 DM à Francfort et passant, à Paris, de 8,85 F à 8,89 F environ. Après la déception éprouvée par les milieux financiers internationaux à l'annonce des chiffres de la croissance américaine en août, moins « bons » que prévu, un sentiment plus optimiste semble se faire jour, notamment à la faveur d'une sensible augmentation des mises en chantier de logements en août (+ 6,2 %). L'élément déterminant, pour le dollar, sera l'annonce du chiffre de croissance du PNB américain pour le troisième trimestre : vendredi 20 septembre à 14 h 30, heure européenne, les estimations vont de 2,5 % à 4 %. Le projet de budget français a été fort bien accueilli à l'étranger, et les rentrées de devises ont été très fortes jeudi 19 septembre, obligeant la Banque de France à intervenir pour empêcher le deutschemark de tomber en dessous de 3,0480 F. Fait plus remarquable, la durée de placement des capitaux étrangers s'est allongée, passant d'un mois à deux ou trois mois.

Commerce Est-Ouest : l'Espagne adhère au COCOM

L'Espagne a décidé d'adhérer au Comité de coordination et de contrôle du commerce Est-Ouest. Le COCOM est un organisme auquel appartiennent tous les pays membres de l'OTAN (sauf l'Islande) plus le Japon. Sa mission consiste à veiller à ce que les technologies occidentales de pointe ne fissent pas vers les pays du pacte de Varsovie ou vers la Chine. L'adhésion de l'Espagne à cet organisme — au moment où le maintien de l'Espagne dans l'OTAN est en discussion à Madrid — est controversée. Elle intervient trois semaines après l'annonce de l'implantation en Espagne d'une usine de production de microprocesseurs du groupe américain ATT.

Matières premières : baisse des prix à l'importation

Les prix internationaux des matières premières importées par la France — exprimés en francs — ont diminué de 5,3 % en août. L'indice s'est établi à 125,6 (base 100 en 1978). La baisse a été de 5,2 % pour les matières premières alimentaires et de 5,3 % pour les industrielles, les indices s'étant situés respectivement à 142,4 et à 209,4. En devises, les prix des matières premières importées ont fléchi de 1,6 %, l'indice s'étant établi à 109,2 en août dernier.

Reprise : hausse des mises en chantier de logements aux Etats-Unis

Les mises en chantier de logements ont progressé de 6,2 % en août aux Etats-Unis, pour atteindre un rythme annuel de 1,75 million d'unités. Cette nette augmentation, la plus forte depuis cinq mois (+ 14,7 % en mars), fait suite à un recul de 3,2 % en juillet, et apparaît comme un signe favorable à la poursuite de la reprise économique aux Etats-Unis, après le tassement de ces derniers mois.

Le 90^e anniversaire de la CGT à Limoges

M. KRASUCKI RÉPONSE A M. DELEBARRE

(De notre correspondant.)

Limoges. — La journée du bureau confédéral de la CGT, le mercredi 18 septembre, pour célébrer le quatre-vingt-dixième anniversaire de la création de la confédération, née à Limoges du 23 au 28 septembre 1895, s'est transformée en marathon. Après une cérémonie du souvenir à Oradour-sur-Glane et des visites dans quinze entreprises locales, une plaque commémorative a été découverte sur l'ancienne salle Antignac, où avait eu lieu le congrès constitutif, et qui abrite aujourd'hui les locaux limousins de FR 3 et de Radio-France.

Lors d'un meeting, qui a rassemblé plus d'un millier de participants dans la salle municipale des Soirs de la Rivière, M. Henri Krasucki, après avoir critiqué le projet de budget 1986, a vivement répliqué à l'article de M. Michel Delebarre publié dans le Monde du 18 septembre. Le secrétaire général de la CGT a ironisé sur les propos du ministre du travail « qui prétend nous expliquer ce que doit être une action syndicale bien menée » et qui « reprocherait un syndicalisme bien gentil et flexible pendant que les droits sociaux sont saqués ». « Le ministre, a-t-il ajouté, voit des violences où elles ne sont pas et ignore celles qui s'exercent contre les travailleurs qui mènent des luttes vigoureuses, de masse et collectives ».

M. Krasucki a également rappelé que « depuis sa naissance, voici quatre-vingt-dix ans, la CGT a toujours rassemblé dans une organisation commune des courants divers, parmi lesquels deux courants principaux : un courant révolutionnaire et un courant qui s'affirme lui-même réformiste, plus accommodant avec le pouvoir en place ». Ces deux courants ont eu généralement cohabité, mais, a-t-il poursuivi, « lorsqu'il y a eu scission, ce fut toujours du fait du courant réformiste qui n'acceptait pas d'être mis en minorité ; et lorsque l'unité s'est reconstituée, par exemple en 1936 ou dans la Résistance, ce fut toujours dans des périodes de lutte et autour des luttes ».

La CGT, pour M. Krasucki, « c'est une certaine façon de vivre ensemble, de discuter et de respecter les différences sans rien affaiblir des luttes syndicales ». Car « on ne peut pas mener des luttes si l'on n'a pas un syndicat de masse, et l'on ne peut pas devenir un syndicat de masse si on n'assume pas les luttes ».

GEORGES CHATAIN.

● Chômage technique à l'usine Renault de Flins. — La direction de l'usine Renault de Flins a annoncé le mercredi 18 septembre au comité d'établissement que les ouvriers seraient en chômage technique le lundi 30 septembre, et vraisemblablement, les vendredis 4, 11, 18 et 25 octobre et le jeudi 31 octobre, en raison de la baisse des commandes de Super-5 en Italie. La CGT a protesté contre cette « décision liée au plan de casse de Besse ».

AUX CHANTIERS NAVALS DE DUNKERQUE

Suppression de la grève et saccage de locaux patronaux

Commencé mardi 17 septembre par un mouvement de grève déclenché pour protester contre 700 suppressions d'emplois, le conflit des chantiers navals Normed de Dunkerque (Nord) a connu mercredi plusieurs rebondissements.

Alors qu'une manifestation rassemblait un millier de personnes en fin de matinée devant le siège de la chambre syndicale patronale de la métallurgie, en plein centre de la ville, une vingtaine d'ouvriers ont pénétré dans les locaux et saccagé les bureaux. Cet acte, que ne mentionne pas l'Humanité de ce jeudi, s'est produit en l'absence des forces de l'ordre et a été provoqué, semble-t-il, par la déception de manifestants qui souhaitaient obtenir une entrevue. A l'hôtel de ville et au siège de la communauté urbaine de Dunker-

que, un peu plus tard, les manifestants devaient cependant recevoir le soutien des élus locaux, M. Claude Frouvoysur, sénateur et maire (divers opposition), et M. Albert Denvers, député, maire de Gravelines (PS).

Dans l'après-midi, des divergences apparaissent au sein de l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CGC) sur les actions à entreprendre, et celle-ci, finalement, n'appelle pas à la reconduction de la grève pour le jour de 20 septembre. En début de semaine prochaine, les salariés auront à se prononcer à bulletin secret sur la conduite à tenir. La CGT est décidée à proposer un mot d'ordre de grève illimitée avec occupation de l'usine. Les trois autres organisations estiment que les

salariés de Normed ne sont « pas encore prêts » pour ce type d'action, et la CFDT demande pour sa part que soient formulés des « objectifs d'action précis ».

A La Ciotat (Bouches-du-Rhône), la grève se poursuit dans l'autre chantier naval de Normed. Reconnu toutes les vingt-quatre heures depuis le 9 septembre, le mouvement est suivi par la quasi-totalité des salariés et soutenu par l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFIC). Au cours d'une réunion qui rassemblait 300 personnes, le 18 septembre, M. André Sainjon, secrétaire général de FIM-CGT (Fédération des travailleurs de la métallurgie), n'a affirmé qu'il fallait s'opposer « à une volonté de détruire les chantiers navals en France ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + base	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.U.	8,890	+ 85 + 100	+ 180 + 210	+ 440 + 540
S. can.	6,431	+ 15 + 35	+ 28 + 63	+ 54 + 41
Yen (100) ..	3,645	+ 63 + 93	+ 187 + 284	+ 562 + 610
DM	3,046	+ 122 + 132	+ 250 + 274	+ 733 + 780
Fl. bel.	2,712	+ 78 + 96	+ 167 + 181	+ 492 + 532
F.R. (100) ..	15,670	+ 67 + 118	+ 126 + 215	+ 5 + 300
F.S.	3,704	+ 141 + 157	+ 307 + 329	+ 863 + 930
L. (1 000) ...	4,538	+ 147 + 185	+ 285 + 329	+ 880 + 707
E.	11,514	+ 216 + 179	+ 411 + 345	+ 997 + 821

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/4	8	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 7/16	8 9/16
S.E.U.	4 1/2	4 3/8	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 9/16	4 11/16
DM	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 3/4	5 7/8
Fl. bel.	8 1/2	9 1/2	8 5/8	8 7/8	8 3/4	9 3/8	9 9/16	9 11/16
F.S.	7/8	1 7/8	4 7/16	4 9/16	4 1/2	4 5/8	4 11/16	4 13/16
L. (1 000) ...	10 1/2	12 1/2	11 3/4	12 3/4	12 1/2	12 7/8	12 7/8	13 3/8
E.	11 1/8	11 3/8	11 7/16	11 9/16	11 7/16	11 9/16	11 5/16	11 7/16
F. franc ...	9 1/4	9 3/8	9 1/2	10	9 9/16	10 1/16	10 3/8	10 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

Aux Trois Quartiers,
coup de foudre pour l'imper.

DU 20 AU 26 SEPTEMBRE
AU 3^e ETAGE



DUFFLE-COAT
imperméable
dessus 90% coton enduit
10% polyuréthane,
intérieur ouaté
matelassé 100% polyester.
Noir/rouge
ou ocre/noir.
750 F

Aux Trois Quartiers
17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

Mme Huguette Fumrock, sosie de la Reine d'Angleterre, sera présente sur le stand KIS TECHNOLOGIE au Sioob les 20 et 21 Septembre.



"Le 20 et le 21, j'inaugure la royale machine à faire des vrais".

Bien sûr, ce ne sera pas la Reine d'Angleterre qui vous accueillera. Mais son sosie. On s'y tromperait. Comme on se tromperait entre un original et sa copie couleur, réalisée par Color One, la machine à faire des vrais.

Color One. Le 1^{er} photocopieur couleur français adapté aux entreprises.

KIS
TECHNOLOGIE

SICOB
Stand 2A219

Alice.

**Quelle est
la grande
différence
entre le
Victor PC 15
et l'██████████ PC ?**

**Réponse:
Plus de 10.000 F
(en moins !).**

Quand c
blables.
performa
Étant b
ction de s
ce que pl
Victor PC
coûte plu
Or, les
elles de l
Ainsi, le
plus que l
atensions
communicati
D'autre p
30% de s
à sa disp
éliore le c
placement
armais la
re.
Et cette l
trait enco
ieux pou
pscule) et
re du Vic
Autant d
alors que
toute que
Une "sup
rez sans d
Lequel
ndonnées
izon, 52, c
yon: (7)
is l'on ne p
figuration c
tion financiè

Quand deux matériels micro-informatiques, répondant à des besoins semblables, sont proposés sur le marché ; l'utilisateur, pour averti qu'il soit, étudie ses performances, compare les prix et signifie son choix.

Étant bien entendu, et en toute bonne logique, que le prix du matériel est fonction de ses caractéristiques techniques. Tel matériel est plus cher que tel autre parce qu'il est plus fiable. Tout aussi logiquement donc, l'on se dit qu'en matière de PC, le Victor PC 15 - 24.900 F* - doit être moins fiable que l'IBM PC, puisque l'IBM PC coûte plus de 10.000 F de plus que le Victor PC 15 !

Or, les performances du Victor PC 15 sont équivalentes, voire supérieures, celles de l'IBM PC.

Ainsi, le Victor PC 15 propose une capacité de stockage de 15 Mo soit 50 % de plus que la plupart des autres PC. De plus, le Victor PC 15 donne 5 emplacements d'extensions disponibles pour accroître les possibilités de votre PC : cartes de communication, cartes de réseau, cartes graphiques, etc.

D'autre part, grâce à un moniteur de 14 pouces, l'utilisateur du Victor bénéficie de 30 % de surface écran complémentaires.

En outre, à sa disposition un clavier ergonomique qui améliore le confort d'utilisation. Par exemple, l'emplacement de la touche "Shift" qui occupe désormais la position habituelle des machines à écrire.

Et cette liste n'est pas exhaustive. L'on pourrait encore y ajouter la présence de témoins lumineux pour les touches "CAP lock" (position majuscule) et "NUM lock" (position numérique) ou encore du Victor VU !

Autant de "plus" que ne possède pas l'IBM PC alors que son prix est supérieur de plus de 10.000 F au Victor PC 15 qui, lui, ne coûte que 24.900 F* !

Une "supériorité" dont il n'est pas sûr qu'IBM fasse étalage, mais que vous aurez sans doute apprécier à sa juste valeur...

Lequel ne va sans doute guère apprécier que nous vous donnions nos coordonnées - et que vous puissiez nous contacter à Victor Technologies, Tour Horizon, 52, quai de Dion-Bouton 92800 Puteaux (tél. : 778.14.50) ; ou encore

Lyon : (7) 234.12.45 ; Montpellier : (67) 64.71.72 ; Nantes : (40) 89.24.28. Mais l'on ne peut contenter tout le monde et...

Configuration complète avec clavier et écran monochrome. Prix H.T. au 1/9/85. (Possibilité de location financière : 700 F par mois sur 48 mois - CEGEDATA).



te-
de
t le
le
no-
du
sur
co-
lis-
ais
la
ac-
dis-
on
de
al
re-
les
s, er
en
ré-
dis-
ce
an
ar

VICTOR

Comme **IBM** moins cher qu'**IBM**

SICOB 85

Pari tenu sur « l'informatique pour tous »

PARI tenu. La marée informatique submerge l'éducation nationale en cette rentrée 1985. Huit mois après l'annonce, le 15 janvier, par le premier ministre du plan, l'« Informatique pour tous » (IPT), 120 000 micro-ordinateurs et des dizaines de milliers de valises de logiciels auront été effectivement livrés; pas un collège, pas un lycée, n'aura été à l'abri de cette déferlante, et 80 % des écoles primaires sont équipées. Dans l'intervalle, 110 000 enseignants auront été initiés.

Il est bien sûr trop tôt pour dresser un bilan des retombées pédagogiques de l'opération. La réussite indéniable du plan IPT se situe pour l'instant au stade de la logistique: choix, commande et diffusion ultrarapide d'équipements par le secteur public, représenté en l'occurrence par deux hommes: MM. Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée et délégué auprès du premier ministre chargé des nouvelles formations, et Xavier Greffe, professeur d'université, responsable de la mission des technologies nouvelles au ministère de l'éducation nationale.

Dans l'entourage de M. Trigano, on n'est pas mécontent d'avoir quelque peu bousculé les habitudes de l'éducation nationale. On s'est comporté en entrepreneur privé - rapidité oblige - mais en respectant les procédures financières propres à l'administration. Cette gestion éclairée était facilitée, il est vrai, par l'utilisation de marchés existants et aussi par l'intense demande du milieu enseignant.

Le plan Fabius n'aurait pas sur un terrain vierge: des pédagogues, des professeurs, se passionnent pour l'informatique depuis vingt ans, et l'équipement des établissements avait été accéléré en 1983. Avec l'informatique pour tous, le gouvernement a décidé de passer immédiatement à une vitesse supérieure. Les objectifs d'équipement prévus pour 1988, terme du IX^e Plan, sont atteints dès cette rentrée: 120 000 machines rejoignent aux 40 000 déjà installées, un enseignant sur quatre est initié. En juin 1986, tout élève ou étudiant sortant du système scolaire public devrait avoir travaillé sur ce-

disateur. Un coup d'accélérateur aura été donné dans trois directions: l'équipement, la formation et les logiciels.

L'équipement concerne quarante-six mille lieux différents, dont quarante-trois mille écoles primaires, et se compose d'ordinateurs



GILBERT TRIGANO, l'un des principaux responsables du plan « Informatique pour tous ».

familiaux et professionnels, de moniteurs et d'imprimantes, les matériels les plus sophistiqués étant distribués aux niveaux les plus élevés du système éducatif.

Le dispositif technique adopté pour faciliter l'utilisation des machines en classe est le manuscrit: un ordinateur professionnel (enseignant) distribue simultanément ou séparément des programmes à une série de petits ordinateurs familiaux (élèves). La puissance de la machine centrale est ainsi démultipliée.

120 000 ordinateurs sont installés dans les écoles.

Reste à former correctement les enseignants et à ouvrir les ateliers au grand public.

Les commandes d'un montant total de 1 163 millions de francs (sur un total de 1 890 millions) ont été confiées à différents constructeurs principalement français: Thomson (24 000 TO7.70 et 75 000 MO5), Exelvision (9 000 EXL 100) pour les familiaux, Goupil, Bull, Léo et Matra, mais aussi Logabax (groupe Olivetti) pour les professionnels. Un appel d'offres complémentaire pour 2 000 machines a été lancé en juin, qui consacre l'entrée (discrète) d'IBM sur le marché protégé de l'éducation nationale. 700 machines de type IBM PC (sur un total de 12 000 ordinateurs professionnels) négociées pour environ 24 000 francs pièce avec leur équipement, prendront place dans des collèges et lycées. Le choix de la « compatibilité IBM » avait déjà été fait pour l'ensemble du matériel retenu.

Nouveaux stages, nouvelles valises

Une initiation rémunérée de cinquante heures sur six jours a été proposée pendant les vacances de Pâques et d'été à tous les enseignants, de l'instituteur au professeur d'université. Ils ont été 300 000 à se porter candidats, soit presque trois fois plus nombreux que le nombre de places proposées (12 000 à Pâques et 100 000 cet été).

Une nouvelle vague de stages aura lieu à la Toussaint, qui devrait concerner quelque 20 000 enseignants supplémentaires. Pour la première fois, un quota d'environ 10 % sera réservé aux maîtres du privé. Lors de ces sessions, les personnels apprennent à maîtriser l'usage des matériels et logiciels qu'ils retrouveront dans leurs établissements et sont incités à poursuivre leur initiation. Parallèlement, 270 enseignants

suivent une formation poussée d'une année.

Une première « valise » de logiciels a été constituée pour les stages d'initiation. Une « valise définitive » comportant des programmes à objectifs pédagogiques, professionnels et récréatifs est expédiée pour la rentrée dans les établissements équipés. Ces derniers disposent en outre de « chèques logiciels » qui leur permettent de commander à leur convenance un certain nombre de programmes supplémentaires choisis sur un catalogue de 687 produits français. Une société privée, France Image Logiciel (FIL), créée par Thomson SIMIV, filiale microinformatique de Thomson, Thomson-Answere filiale du service informatique de la CGE et la CA-MIF (coopérative d'achats des instituteurs), a été retenue pour consti-

tuer ce catalogue et assurer la réception et l'expédition des commandes après l'abandon de la formule du « groupement d'intérêt public » (GIP) qui devait réunir partenaires publics et privés pour la fabrication et la diffusion des logiciels. Le Centre national de documentation pédagogique (CNDP), dans le montage retenu, n'est plus qu'un parmi les éditeurs de logiciels dont les produits - une centaine retenus - seront distribués par FIL.

Après cette série d'opérations « coup de poing », « Informatique pour tous » prendra son rythme de croisière en 1986. Une pause dans l'équipement des établissements sera observée, et l'accent sera mis sur la formation des maîtres, le développement de nouveaux logiciels et l'extension qualitative des ateliers existants. Pour s'ouvrir sur l'exté-

rieur, IPT utilisera la télématique. Des serveurs susceptibles d'être appelés par le grand public (parents d'élèves notamment) seront installés dans les ateliers et d'autres, de plus grosses dimensions au niveau académique, voire national. Un véritable réseau devrait alors relier les établissements et élargir les possibilités d'utilisation, permettant notamment le téléchargement des logiciels.

Le dernier pari de l'opération consiste à ouvrir les ateliers au grand public en dehors des horaires scolaires. Dans trois départements, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Saône et le Nord, des conventions d'ouverture ont déjà été signées. Un contingent de 40 000 TUC est mis à la disposition du plan « Informatique pour tous ». Initiés pendant une semaine par les formateurs de l'Agence de l'informatique, il assisteront les animateurs des ateliers, eux-mêmes recrutés parmi les enseignants et adhérents d'associations spécialisées. Dès novembre, ce nouvel étage de la fusée « IPT » devrait être mis sur orbite.

PHILIPPE BERNARD.

DEUX ANS DANS UNE MATERNELLE

Rejoindre le monde de l'adulte en restant dans le monde du jeu

Le Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA) vient de publier les conclusions des études et enquêtes qu'il a lancées dans le cadre du programme de coopération internationale sur « l'acceptabilité des nouvelles technologies pour le public ». Jeanine Chauvin et Kamila Elmer, deux chercheuses, tirent les leçons qu'elles ont tirées d'une expérience menée pendant deux ans dans une école maternelle. « Nous nous sommes intéressées, écrivent-elles, aux démarches

intellectuelles mises en œuvre lors des activités d'exploration de l'ordinateur par le jeune enfant et aux conditions nécessaires pour que cette nouvelle technique soit acceptée par le milieu scolaire. » Voici quelques-unes de leurs observations, qu'elles concluent par cette remarque générale: « Le nouvel environnement (qu'apporte l'ordinateur) permet à l'enfant de rejoindre la culture et le monde de l'adulte tout en restant dans le monde du jeu. »

On a observé une attention soutenue pendant une durée exceptionnelle à cet âge, une concentration constante que l'on trouve rarement dans les autres activités en classe maternelle.

Parmi les compétences acquises, on peut mentionner l'organisation d'un système de repères spatiaux nouveaux et plus indépendants par rapport aux repères corporels, une meilleure représentation de l'espace, une compréhension de certaines propriétés des formes géométriques dessinées. On a également constaté l'acquisition de connaissances concernant l'écrit, qui semblent être de première importance au moment de la sensibilisation à la lecture: les composants du code écrit, sa précision, ses fonctions et les

différentes stratégies de recherche du sens des mots et des phrases. Ces apprentissages constatés sont stables et semblent être transférables dans d'autres activités nécessitant ce type d'aptitudes.

L'énorme intérêt et la motivation authentique soutenant ces activités s'expliquent par leur caractère ludique: création et gestion d'images sur l'écran, liberté de l'acte créateur, dynamisme de l'interaction enfant-machine, autonomie dans l'exploration des possibilités offertes. La spécificité de ces activités avec l'ordinateur et le cadre qu'elles exigent polarisent des éléments éducatifs de valeur, non seulement sur le plan cognitif mais aussi sur les plans émotionnel et social. La multitude et la richesse des interactions (avec institutrices, parents,

et surtout autres enfants), la communication et la collaboration autour d'une tâche commune, créent une autre dimension pertinente du développement de la personnalité de l'enfant.

On peut ainsi parler du rôle important des échanges verbaux qui évoluent vers des formes de messages précis et intentionnels. L'intention de communiquer les informations acquises oblige l'enfant à mieux les organiser et à les gérer. La possibilité de s'exprimer ainsi, non seulement par le langage mais aussi par son activité, encourage même l'enfant le plus inhibé à s'intégrer au groupe et, en conséquence, à communiquer.

(1) La Provocation: hommes et machines en société, 270 pages, 187 francs, CESTA, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

«Ne passez pas à côté de Nixdorf»



Président-Directeur Général de Nixdorf Computer S.A., je tiens à m'adresser personnellement à tous les décideurs, à tous les chefs d'entreprises, à tous ceux pour qui le sens du concret n'est pas un vain mot. Les meilleurs ambassadeurs de la réalité Nixdorf sont nos résultats internationaux: une progression constante de 23 % par an de notre chiffre d'affaires. Implanté dans 41 pays, Nixdorf fait partie du peloton de tête des constructeurs informatiques. Position de leader consacrée par le succès du titre Nixdorf en Bourse. Des faits qui sacrent une entreprise «moteur» du développement des pays et des régions dans lesquels elle est implantée.

L'informatique Nixdorf prouve quotidiennement son efficacité dans les domaines les plus variés. De la banque à l'agriculture, de l'automobile aux professions de santé, plus de 2.500 entreprises en France ont déjà découvert et adopté les performances de l'informatique Nixdorf; et ce sont les utilisateurs eux-mêmes qui la qualifient de véritable outil de productivité s'intégrant immédiatement à toutes les organisations! Être concret, c'est voir le présent et regarder l'avenir. Notre évolution se poursuit vers des systèmes de communication globale intégrant toutes les technologies de pointe.

Et chez Nixdorf, nous aimons le langage des faits. Un langage que vous découvrirez au Sicob sur le stand Nixdorf. Là, d'un poste de travail à l'autre, des micro-ordinateurs aux grands systèmes, à travers des applications professionnelles et générales, tout en participant à un concours, vous gagnerez peut-être un voyage aux U.S.A. C'est ce qui s'appelle un cadeau concret, comme l'informatique Nixdorf. Alors, au Sicob, ne passez pas à côté de Nixdorf.

Christian SIMON
Nixdorf Computer S.A.

NIXDORF
COMPUTER

Nixdorf Computer S.A.
1113, boulevard de Courmoulin - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Tél. 747 12 70 - A partir du 25/10/1985 - 747 41 12 70

POST-IT NOTE C'EST LE MESSAGE QUI SE COLLE, SE DECOLLE ET SE RECOLLE A VOLONTE.



Sur un téléphone, une porte ou un bureau, on ne peut pas manquer ce petit mot. En jaune, et aussi en rose, blanc, vert ou bleu, il attire le regard. Selon l'importance de votre message, utilisez le petit, le moyen ou le grand format. A chaque instant, Post-it Note vous facilite la vie.

PRESENT AU SICOB, STAND 4414D.

3M

مكتبة الامم المتحدة

B 85

pour tous

monde de l'as
ins le monde

IT NOTE
MESSAGE
SE DECOL
RECOLLE
LONTE.

L'administration prend un coup de jeune

«UNE première mondiale», a-t-elle été nommée M. Jean Le Garrec en inaugurant, le 17 septembre, «Informatique-messagers», une exposition consacrée à l'informatisation de l'administration. Organisée à Paris-la Défense dans le cadre du SICOB 1985, avec l'appui du Carrefour international de la communication, cette exposition, de dimension encore modeste, est ouverte du 18 au 28 septembre et devrait être reprise chaque année. Pour le secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux simplifications administratives, ce premier Salon de l'administration moderne montre que, chez les fonctionnaires aussi, «ça bouge». La modernisation de l'administration - «un impératif» pour M. Le Garrec - est aussi «une réalité».

Une note d'information sur les nouvelles technologies dans l'administration, diffusée par les services de M. Le Garrec, explique que l'informatique n'a pas émergé brutalement dans la fonction publique en 1981... En fait, «l'informatique administrative traditionnelle» a été intro-

duite progressivement depuis 1960, «au fur et à mesure de sa généralisation dans l'ensemble de la société». Ces premiers progrès ont profité surtout aux grands ministères comme la défense, les PTT, l'économie et les finances, ainsi qu'à la Sécurité sociale.

C'est ce constat qui a amené les pouvoirs publics, à partir de 1982-1983, à donner un nouveau souffle à l'introduction des nouvelles technologies avec, comme finalité, «la modernisation en profondeur de l'administration par l'augmentation de l'efficacité des cellules administratives et l'accroissement des services rendus aux usagers». Le 18 juin 1984, le gouvernement a marqué sa priorité en créant le Comité interministériel de l'informatique et de la bureautique dans l'administration (CIBIA). Le secrétaire général du CIBIA, M. Jean-Paul Baquies, a réuni un groupe de travail avec les organisations syndicales sur les nouvelles technologies qui a donné lieu récemment à un rapport au premier ministre (Le Monde daté 4-5 août).

Un million d'agents de la fonction publique seront formés, dans les trois prochaines années, à la connaissance et à la pratique de l'informatique.

M. Le Garrec a souligné «l'effort énorme d'investissement» qui était consenti par l'Etat pour l'introduction des nouvelles technologies. Malgré la rigueur, le taux de croissance des investissements informatiques a été maintenu globalement aux alentours de 12 % dans le projet de budget pour 1986 (2,7 milliards de francs en 1986 au lieu de 2,3 milliards en 1985 pour les ministères civils hors PTT). Si la rigueur n'a pas éteint la volonté d'informatisation, elle a cependant ralenti l'effort financier : en 1985, la croissance avait été de + 15 % à + 18 %, et, de 1982 à 1984, de l'ordre de + 20 %. Pour l'heure, la dépense informatique de l'administration reste insuffisante par rapport à ses propres besoins, inférieure par exemple à l'investissement engagé dans les banques.

Reste que l'administration s'est officiellement mise à la modernisation. M. Le Garrec a réaffirmé que celle-ci passait par une «mobilisation de la hiérarchie» - déjà, au Salon «Informatiquement votre», trois rencontres les 18, 24 et 26 septembre sont prévues avec les quatre cents plus hauts fonctionnaires, par un développement de la concertation avec les organisations syndicales, et par un «effort sans précédent de formation». Le programme de formation doit en effet intéresser, dans les trois ans à venir, un million d'agents, tant au moment de leur recrutement que dans le cadre de la formation permanente. En 1985, les agents des catégories C et D, au base de l'échelle, et les très hauts fonctionnaires seront les bénéficiaires privilégiés de ces actions de formation.

Dans ce contexte, l'exposition «Informatiquement votre» donne un premier aperçu des réalisations de l'administration. Elles touchent directement à la vie quotidienne et aux relations avec les usagers. Le ministère de l'éducation nationale a eu

recours aux banques de données de l'ONISEP et du Minitel pour informer sur les métiers, les formations et les programmes d'enseignement. Le ministère du commerce et de l'artisanat cherche à sensibiliser les entreprises sur des procédures simplifiant les déclarations pour celles d'entre elles qui sont rattachées aux chambres de métiers. Le ministère du travail et l'ANPE sont également présents. Ainsi peut-on découvrir le système GIDE - opérationnel sur tout le territoire d'ici à la fin de 1985, - qui, grâce à une carte d'actualisation, assure l'inscription simultanée pour l'ANPE et les ASSEDIC, permet de supprimer le pointage physique et contribue à la simplification des tâches administratives.

Les usagers qui visiteront «Informatiquement votre» mesureront les améliorations apportées par l'informatique dans les services de l'administration pour le logement, la gendarmerie, la météorologie, l'assurance-maladie, la police, le poste, etc. La Caisse nationale d'assurance-vieillesse lance ce mois-ci dans la région Rhône-Alpes une expérimentation visant à doter de Minitel les points d'accueil itinérants, ce qui permettra notamment à un assuré de se livrer à un calcul prévisionnel du montant de sa future retraite. Même le ministère de la culture, grâce au logiciel Mielstr, traite l'iconographie sur ordinateur...

Dans le cadre de cette exposition, les visiteurs pourront s'exprimer, voire, comme l'a dit le secrétaire général du CIBIA, «se dissoudre» sur l'administration en répondant à un vidéo questionnaire sur le thème «Comment vous représentez-vous l'administration de demain ?». Un concours d'agents a aussi été organisé pour demander aux écoliers de six à quinze ans comment ils imaginent l'administration en l'an 2000. Vaste programme.

MICHEL NOBLECOURT.

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION DES EAUX DU SÉNÉGAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre du projet de restructuration de son système informatique, la SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION DES EAUX DU SÉNÉGAL (SONEES) lance, au financement Banque Mondiale, un appel d'offres international pour la fourniture de matériel informatique, y compris logiciel de base et systèmes de développement des communications.

L'appel d'offres est découpé en trois (3) lots indépendants, avec possibilité de soumissionner pour chacun des lots séparément ou pour l'ensemble.

- Lot 1 : Système central
- Lot 2 : Systèmes décentralisés
- Lot 3 : Alimentation électrique et climatisation

Le cahier des charges peut être retiré à la Direction de la SONEES (Secrétariat Central - Immeuble K46 - 97, avenue André Peytavin à Dakar (1^{er} étage) contre remise d'une somme de cent quarante mille francs CFA (140 000 F. CFA).

Les offres seront reçues à la Direction de la SONEES au plus tard le 15 octobre 1985 à 17 heures précises.

SIEMENS

L'électronique ouvre de nouvelles perspectives pour le diagnostic médical

Siemens, pionnier de l'imagerie médicale, a déjà reçu du monde entier des commandes pour plus de 1 500 scanographes et de 150 tomographes IRM.

Scanographie à rayons X et tomographie IRM (Imagerie par Résonance Magnétique) constituent actuellement les systèmes les plus performants en imagerie médicale. Ces deux systèmes sont complémentaires et permettent de couvrir un très vaste champ d'exploration clinique.

Le scanographe peut mettre en évidence des différences de contraste minimales et permet ainsi la visualisation rapide d'organes mous, contrairement à l'image radiologique conventionnelle.

Le tomographe IRM utilise un champ magnétique intense, modulé à haute fréquence, qui modifie l'orientation des atomes d'hydrogène contenus dans le corps humain. Il permet au médecin d'obtenir des images en coupe du corps humain dans n'importe quelle direction et de recueillir des informa-

tions sur la constitution tissulaire et biochimique des organes. Pendant l'exploration, le patient n'est pas soumis aux rayonnements ionisants.

Les scanographes SOMATOM DR et tomographes IRM MAGNETOM de Siemens, sont équipés d'un processeur d'images instantanées à très grande vitesse, qui bénéficie de tous les apports récents de la microélectronique.

Une dizaine de scanographes SOMATOM DR ont déjà été installés ou livrés en France, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

Siemens en France: 3 000 personnes - 20 agences - 3 usines - 2 milliards de Francs de C.A. dont 20% à l'export - 1 milliard de Francs d'achats à des firmes françaises.



L'innovation par la microélectronique.
Siemens.

AGRICULTURE

EN RÉPLIQUE AUX VENTES AMÉRICAINES À L'ÉGYPTE

La Commission européenne accroît ses subventions à l'exportation de céréales

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — C'est désormais la guerre entre les États-Unis et la Communauté sur le marché des céréales. Les Américains vont livrer 500 000 tonnes de blé à l'Égypte. Ce contrat, qui fait suite à une vente de 150 000 tonnes de farine, annoncée il y a quelques jours, a été rendu possible grâce à une subvention accordée par Washington au titre du programme BICEP d'aide à l'exportation. Le prix de vente serait de 95 dollars la tonne, à comparer à un prix de 109 dollars normalement pratiqué par le négoce américain.

La Commission européenne a immédiatement riposté en portant de 41 ECU à 55 ECU la tonne (un ECU = 6,80 F) la restitution, c'est-à-dire la subvention consentie aux opérateurs des Dix par le Fonds européen agricole pour ramener le prix intérieur de la CEE au niveau du cours mondial. « La Communauté a voulu sauvegarder ses intérêts commerciaux dans la zone méditerranéenne qu'elle considère comme un marché traditionnel. Elle déplore que le programme BICEP, par sa seule existence, ait contribué à déprimer le marché mondial et elle constate que la vente américaine d'Égypte se fait à un prix qui n'est pas commercial », a-t-on déclaré jeudi à Bruxelles.

Ce programme BICEP, adopté au printemps dernier par l'administration de Washington pour écouler les excédents de céréales, et regagner

les parts du marché mondial perdues par les États-Unis, notamment au profit de l'Europe, prévoit la fourniture aux opérateurs de céréales provenant de stocks publics. Cette aide en nature permet à ceux-ci de réduire leur prix d'offre.

Or la Commission européenne fait remarquer que les restitutions, instrument traditionnel de la PAC, ont pour objet d'aligner les prix à l'exportation de la CEE sur les cours mondiaux, eux-mêmes très largement artificiels, alors que la caractéristique du programme américain est d'aboutir à des prix d'offre substantiellement inférieurs à ces cours mondiaux, qu'il contribue par là-même à faire dégringoler.

Autre illustration des difficultés qu'éprouvent les grands pays producteurs agricoles à écouler leurs excédents, la Commission va autoriser, ce jeudi 19 septembre, après avis du comité de gestion où siègent les représentants des États membres, la livraison de 175 000 tonnes de viande bovine provenant de stocks publics de la Communauté à l'URSS. Le prix d'offre consenti par Bruxelles pour rendre l'opération possible sera assurément très favorable à l'acheteur soviétique.

Mais Bruxelles n'a pas le choix : en raison notamment de l'abaissement massif de ventes qui a suivi la décision prise par les Dix en 1984 de contourner la production de lait, l'offre de viande excède très largement la demande. Il s'agit peut-être, comme on l'explique du côté français, d'une situation provisoire, mais, pour l'instant, les stocks atteignent 800 000 tonnes et contribuent à peser sur les cours qui, en moyenne dans la Communauté, se situent autour de 77 % du prix d'orientation.

Les experts de la Commission font valoir qu'il n'existe aucune perspective sérieuse de vendre à un meilleur prix la viande de stock au cours des mois à venir. Dans ces conditions l'exportation vers l'URSS permet au moins d'éviter les frais de stockage, qui sont considérables. La Commission considère que l'opération qu'on se propose de réaliser avec l'Union soviétique ne devrait

pas avoir d'effets négatifs sur les cours mondiaux ni, par conséquent, provoquer les critiques des partenaires commerciaux de la Communauté. Un espoir qui reste à vérifier.

PHILIPPE LEMAITRE.

TRANSPORTS

Les ports français sont-ils fiables ?

Les avions restent cloués au sol à cause de la grève des éboueurs, et les cargos attendent en rade. En effet, les quelque 12 700 dockers et les personnels des chambres de commerce et d'industrie maritime, à l'appel de la puissante fédération CGT des ports et docks, cessent le travail pour vingt-quatre heures, le 19 septembre. Une entrevue est prévue le même jour entre la Fédération et le secrétaire d'État à la mer, M. Guy Lengagne.

« Nous voulons tirer la sonnette d'alarme, car la situation de l'emploi se dégrade de jour en jour dans les ports », explique M. Lengagne, responsable des dockers CGT. Le taux national d'inemploi atteint 28 %, et dans certains ports comme Dieppe, Nantes, Bordeaux, c'est beaucoup plus.

Le trafic maritime français n'est pas florissant à l'heure actuelle et à part quelques succès commerciaux (les escales de l'armement US Lines à Fos), les ports ont le plus grand mal à lutter contre les détournements de marchandises par Anvers, Rotterdam ou Zeebrugge. Quant à la productivité des opérations de chargement, elle continue à gagner des points au détriment bien sûr des heures de travail des dockers.

Au-delà de la gravité de la situation conjoncturelle, le conflit

AFFAIRES

Thomson et Olivetti signent un accord pour la future génération de micro-ordinateurs domestiques

Dans l'espoir de créer un « standard européen » pour les micro-ordinateurs domestiques, les sociétés française Thomson, italienne Olivetti et britannique Acorn, ont signé un accord-cadre sur la future génération de ces appareils qui devrait voir le jour à la fin 1986 ou en 1987.

Les trois partenaires ont décidé de regrouper leurs forces par la mise sur pied d'une équipe commune de recherche et d'un groupe de travail chargé d'explorer toutes les autres collaborations commerciales ou techniques possibles.

Thomson qui s'est lancé sur ce difficile créneau en 1980 est le numéro un en France avec environ 30 % du marché. Le groupe nationalisé s'est taillé la part du lion dans le « plan informatique pour tous » décidé par le gouvernement français. Olivetti présente dans la micro-informatique professionnelle, s'est engagé dans ce secteur en acquérant au début de l'année 79,8 % du capital d'Acorn. Cette société a connu une période euphorique grâce à la vente de micro-ordinateurs domestiques utilisés par la BBC dans ses émissions de sensibilisation à l'informatique, mais depuis 1984, elle s'est littéralement effondrée.

Créer un « standard » signifie acquérir une crédibilité et une taille suffisante pour, d'abord, rassurer les clients rendus réticents par les bouleversements technologiques incessants dans cette industrie ; mais ensuite, et surtout, pour attirer les créateurs de logiciels qui ont tendance à n'écrire des programmes que pour les machines qui se vendent le mieux. C'est pourquoi aussi bien Thomson qu'Olivetti ont besoin de trouver des partenaires. Les Japonais qui ont parfaitement saisi cette nécessité d'un « standard » ont décidé de tous s'unir autour de la même norme intitulée MSX.

Face aux géants américains (Commodore ou Atari) et aux Japonais ligés, l'association européenne constitue un début de réponse. Est-ce suffisant ? Les regards sont désormais tournés vers Philips, le groupe néerlandais numéro un de l'électronique européenne dont le renfort serait bien utile. Philips a rejoint MSX pour la génération actuelle. Pour la suivante, des conversations avaient été engagées avec Thomson. Elles n'ont pour l'instant rien donné.

E. L. B.

ENTREPRISES

La ville d'Issore (Puy-de-Dôme) rachète l'usine Duceillier

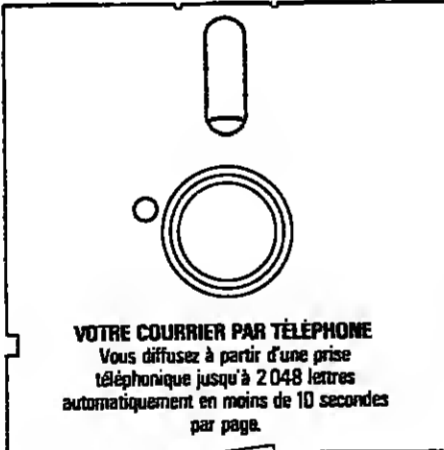
Le conseil municipal d'Issore a pris la décision de racheter l'usine Duceillier, située sur la commune, et dont la fermeture au 31 octobre, annoncée par le groupe Valeo, devait entraîner le départ de 1 218 salariés. Mercredi 18 septembre, en séance publique, la majorité socialiste conduite par le député et maire, M. Jacques Lavédrine a voté cette solution rejetée par le groupe communiste. L'opposition a décidé de s'abstenir. Une formule de crédit-bail a été négociée entre la ville d'Issore et le groupe Valeo. En échange du rachat du site pour 14 millions de francs et la réalisation de travaux pour 20,5 millions de francs (5 millions sont subventionnés par l'État), 470 emplois seront créés en faveur des licenciés. — (Corresp.)

Les importations de téléphones non homologués seront interdites

Les postes téléphoniques et les matériels de télécommunication non homologués seront interdits à l'importation à partir du 1^{er} novembre prochain, a annoncé le 18 septembre M. Louis Mexandreau. Pour le ministre délégué aux PTT : « Il faut mettre bon ordre sur un marché encore inondé par des produits de qualité médiocre, et il faut mettre un terme aux abus dont les consommateurs étaient les victimes, tandis que les industriels français souffraient d'une concurrence déloyale. » Cette décision met fin à une situation absurde, car l'utilisation de postes téléphoniques était interdite alors que les importations, qui proviennent surtout de l'Asie du Sud-Est, étaient autorisées.

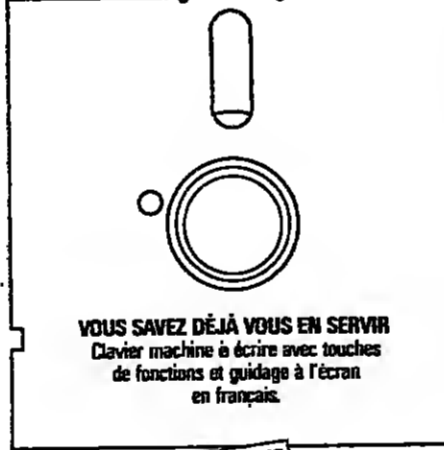
AFRANCHISSEZ-VOUS DU TIMBRE

PRÉSENT AU SICOB NIVEAU 3 ZONE BC 3277



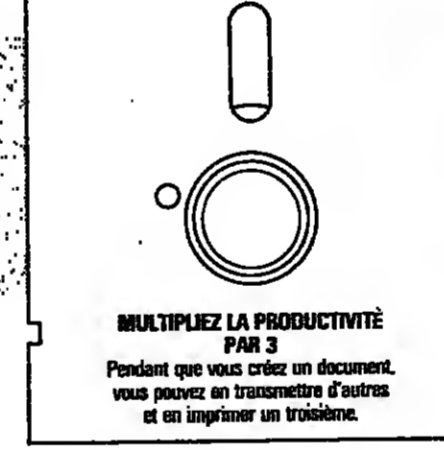
VOTRE COURRIER PAR TÉLÉPHONE
Vous diffusez à partir d'une prise téléphonique jusqu'à 2 048 lettres automatiquement en moins de 10 secondes par page.

EXCLUSIF



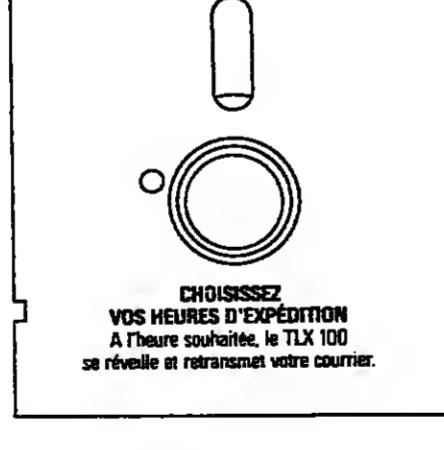
VOUS SAVEZ DÉJÀ VOUS EN SERVIR
Clavier machine à écrire avec touches de fonctions et guidage à l'écran en français.

EXCLUSIF



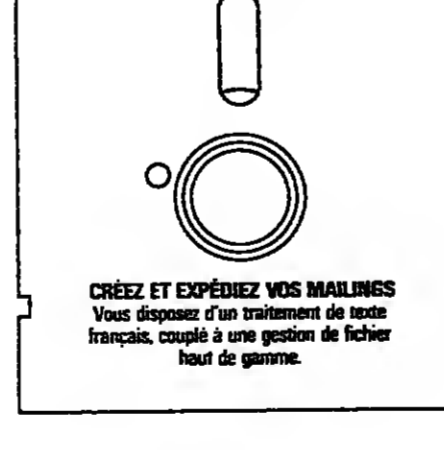
MULTIPLIEZ LA PRODUCTIVITÉ PAR 3
Pendant que vous créez un document, vous pouvez en transmettre d'autres et en imprimer un troisième.

EXCLUSIF



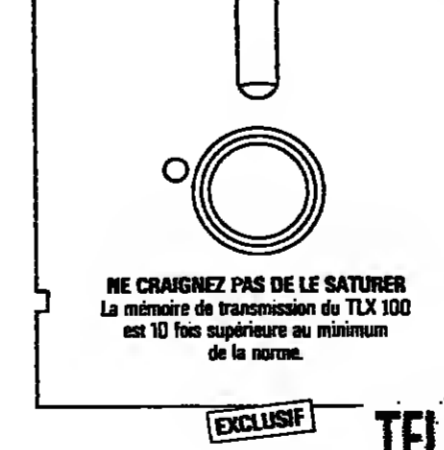
CHOISISSEZ VOS HEURES D'EXPÉDITION
A l'heure souhaitée, le TLX 100 se réveille et retransmet votre courrier.

EXCLUSIF



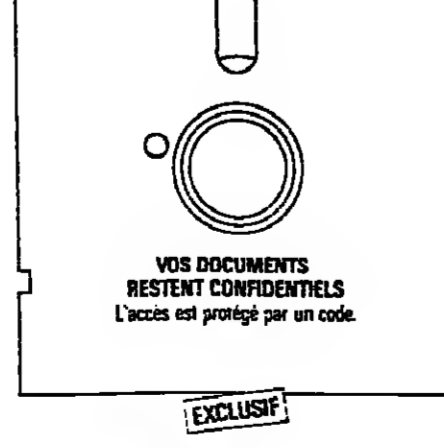
CRÉEZ ET EXPÉDIEZ VOS MAILINGS
Vous disposez d'un traitement de texte français, couplé à une gestion de fichier haut de gamme.

EXCLUSIF



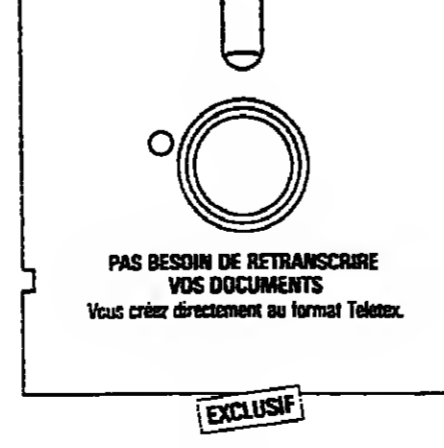
NE CRAIGNEZ PAS DE LE SATURER
La mémoire de transmission du TLX 100 est 10 fois supérieure au minimum de la norme.

EXCLUSIF



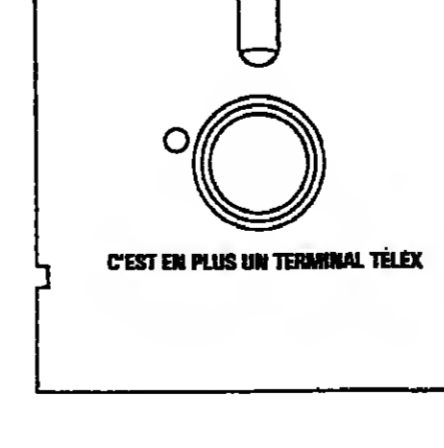
VOS DOCUMENTS RESTENT CONFIDENTIELS
L'accès est protégé par un code.

EXCLUSIF

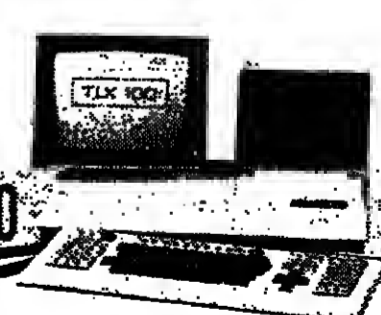


PAS BESOIN DE RETRANSCRIRE VOS DOCUMENTS
Vous créez directement au format Teletex.

EXCLUSIF



C'EST EN PLUS UN TERMINAL TÉLEX



TELETEX TLX 100

CGCT
TELECOMMUNICATIONS
TELETEX

TLX 100 : L'INTERPRÈTE LE PLUS DOUÉ DU TÉLEX
TEL : 545.20.00

Laurie Bonnet & Associés

Connaissez-vous la dernière?

La dernière c'est...
la centième entreprise française cotée sur le Second Marché :
100 entreprises, toutes porteuses autant de jeunesse
et d'avenir que d'actifs cumulés.

La meilleure c'est que la capitalisation et l'activité du Second Marché
le placent au premier rang d'Europe. C'est aussi que d'ici la fin de l'année,
30 autres sociétés viendront enrichir sa cote.

Il a suffi d'à peine plus de deux ans depuis son lancement,
le 1^{er} février 1983,

pour que le Second Marché soit confirmé comme une des éclatantes
réussites financières de ces dernières années.

Bien sûr, la revitalisation du marché financier français s'imposait.
Mais l'ampleur du succès, qui a dépassé le cadre de la place de Paris
pour marquer le renouveau des places boursières régionales, s'explique
parce que le Second Marché a été bien pensé, bien construit, bien mené.

Bien pensé :

il fallait créer une structure d'accueil attractive
pour que les entreprises moyennes
performantes puissent accéder de plain-pied à la Bourse,
sans les contraintes du marché officiel, ni les aléas du marché hors-cote.
Bravo pour ses inventeurs.

Bien construit :

son accès et son fonctionnement sont régis par des règles simples.
Elles en font un outil souple et novateur
qui répond aux besoins réels des entreprises,
du public et des investisseurs professionnels.
Grâce à lui, des sociétés françaises ont trouvé la voie du marché
et se sont ouvertes à un nouveau champ d'initiatives.
Grâce à lui, les Français ont découvert des entreprises qui gagnent.

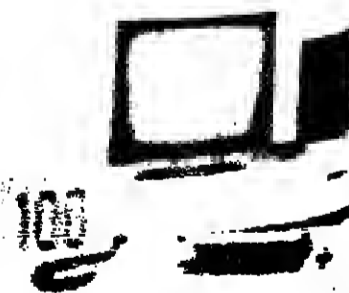
Bien mené :

il est l'œuvre de tous ceux qui, ensemble, depuis deux ans et demi
l'ont mis sur pied, l'ont développé et l'ont fait fonctionner.
Il est une réussite qui récompense un effort accompli en commun.
Merci aux entreprises qui y sont venues et à celles qui y viendront,
à leurs partenaires, banques, agents de change, conseils en entreprises
et hommes de communication qui ont su informer, aider et agir.

Compagnie des Agents de Change
Le Second Marché : ça marche.



FRANCHISSEZ-VOUS
DU TIMBRE



CGCT

TELETEX

X 100 L'INTERPRETE
DES DOCS DU TEXTE

ÉTRANGER

UN CONSEIL DE LA CNUCED MOROSE

Rétablir impérativement la croissance

De notre correspondante

Genève. - Le Conseil du commerce et du développement, organe exécutif de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), devra affronter dans les deux semaines qui

viennent des réalités plus sombres que jamais.

Ses travaux, qui dureront jusqu'au 27 septembre, tiendront essentiellement compte du dernier rapport annuel de la CNUCED, qui explique les pertes d'emploi, dans les pays de l'OCDE

par la diminution de leurs exportations vers les pays pauvres endettés. Seule solution pour remédier à cela et éviter les risques d'une explosion politique et sociale dans les pays pauvres : la croissance. Les experts réunis à Genève tenteront de se mettre d'accord sur les mesures concrètes à préconiser.

Une projection optimiste suppose que la croissance des pays endettés du tiers monde atteigne un taux d'environ 7 % par an, d'ici à 1995, de sorte que les paiements des intérêts et le solde de la dette diminuent peu à peu. Les experts de la CNUCED estiment une telle hypothèse « plausible ».

A certaines conditions toutefois : une transformation coordonnée des politiques économiques des pays développés à économie de marché, qui aurait pour effet d'abaisser les taux d'intérêt et d'accroître les exportations des pays débiteurs ; une augmentation de l'aide publique au développement de ces pays ; des mécanismes commerciaux à l'échelle mondiale plus stables et plus transparents, et une amélioration des politiques nationales des pays que la terminologie onusienne persiste à désigner comme « en voie de développement », ce qui est malheureusement une contre-vérité.

Dans son allocution d'ouverture, M. McIntyre, secrétaire général adjoint de la CNUCED, a paru faire preuve de davantage de réalisme en déclarant notamment que les pays endettés semblent avoir atteint les limites de l'austérité, leurs importations ayant été réduites « jusqu'à l'os » et leur marge de manœuvre étant de plus en plus réduite.

Dans les pays africains au sud du Sahara, le service de la dette a pratiquement doublé, passant de 5,7 milliards de dollars en 1983 à 11,1 milliards en 1985. Cela dans une situation de crise et de remise en question des processus vitaux du développement. Dans les pays d'Amérique latine, ce service a provoqué un transfert de ressources évalué dans le meilleur des cas à 5 % du produit national brut, ce qui a entraîné des réductions massives des investissements ainsi qu'une baisse inquiétante de l'emploi et par conséquent du niveau de vie.

M. McIntyre a souligné par conséquent le besoin urgent d'initiatives nouvelles, soit par l'accroissement de l'aide internationale destinée à faciliter le paiement des intérêts, soit encore par l'établissement d'une relation directe entre le service de la dette et recettes à l'exportation. Il convient en outre, selon lui, d'inverser de façon décisive les tendances protectionnistes qui alourdissent actuellement le climat du commerce international et privent des pays déjà démunis de la capacité de participer de manière satisfaisante aux courants mondiaux des échanges. Le secrétaire général adjoint de la CNUCED manifeste aussi son inquiétude devant la faible proportion des échanges Sud-Sud par rapport à l'ensemble de ces courants. En dépit de quelques progrès, ils ne représentent en effet qu'à peine 9 % des échanges mondiaux.

ISABELLE VICHNIAC

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Septembre 1985

EMPRUNT D'ÉTAT

Deux formules

TAUX FIXE
9,90 %

Taux actuariel : 10,61 %
Prix d'émission : 96 %
Durée : 9 ans

TAUX RÉVISABLE

Taux la première année : 9,90 %
Prix d'émission : 96,90 %
Durée : 13 ans

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 francs
- Titres cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 francs.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers, auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou à vos autres guichets habituels.

RHÔNE-POULENC

RESULTATS
1^{er} SEMESTRE 1985 : + 32%

DES RESULTATS

Après l'amélioration sensible des résultats enregistrée en 1984, le bénéfice net du 1^{er} semestre 1985 marque une nouvelle augmentation de la capacité bénéficiaire du Groupe.

Cette progression des résultats (+32%) nettement supérieure à celle de l'activité (+10%) atteste du caractère durable du retour de Rhône-Poulenc à un seuil élevé de rentabilité.

Chiffres clés 1^{er} semestre (en millions de F)

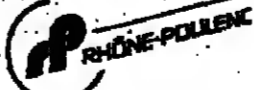
	1984	1985	Δ%
Chiffre d'affaires	26.166	28.848	+10,2
Autofinancement brut	2.041	2.577	+26,3
Résultat net	786	1.038	+32,1

UNE STRATEGIE GAGNANTE

Ces performances confirment la justesse des choix stratégiques définis :

- Développement prioritaire des secteurs à forte valeur ajoutée et des produits de haute qualité technologique.
- Expansion internationale.
- Redressement du Groupe et les investissements considérables entrepris replacent Rhône-Poulenc parmi les grands groupes mondiaux de la chimie dans la course à l'innovation et à la compétitivité.

C'est avec cet esprit que Rhône-Poulenc aborde la compétition internationale.



Nos résultats justifient nos ambitions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

C.F.A.O.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Cher actionnaire, Il m'est agréable de vous confirmer l'évolution favorable des résultats du premier semestre 1985, en ligne avec les indications que je vous avais fournies lors de l'assemblée générale du 19 juin dernier.

Au cours de cette période, le bénéfice net de la COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE s'élève à 673 millions de francs, contre 354 millions de francs au 30 juin 1984. Ce chiffre comprend, toutefois, 27,8 millions de francs de plus-values exceptionnelles sur cessions d'éléments d'actif.

La situation consolidée du GROUPE, pour la même durée de six mois, se présente de la façon suivante, en millions de francs :

	au 30 juin 1985	au 30 juin 1984	
Bénéfices nets	205	134	
dont plus-values exceptionnelles	60	-	
	145	134	+27,2 %
Résultats courants	263	144	+82,6 %
Chiffres d'affaires	6.695	5.900	+13,5 %

L'activité du groupe s'exerce, comme vous le savez, par l'intermédiaire de plus de cent cinquante filiales commerciales, industrielles et financières situées dans dix-neuf pays francophones et anglophones d'Afrique noire et en Europe occidentale (France, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne et Suisse).

Cette grande diversité empêche naturellement toute généralisation de l'analyse de la situation. On peut cependant raisonnablement dire que l'année 1985 encourage, dans les pays d'Afrique où nous opérons, une stabilisation certes fragile, mais néanmoins positive sur le plan économique. Les éléments favorables sont constitués par une bonne pluviosité, des récoltes abondantes de produits vivriers et de produits d'exportation, un essentiellement positif des situations financières de la plupart des Etats du fait d'un réajustement des dépenses extérieures, le concours actif des organisations financières internationales et une meilleure maîtrise des budgets intérieurs. Les points de préoccupation qui demeurent sont liés, pour l'essentiel, aux fluctuations des cours du dollar et du pétrole brut, dont les évolutions à court terme sont pratiquement imprévisibles. Le changement de gouvernement qui est intervenu le 27 août en Nigéria illustre les difficultés que provoque cette situation instable. Il semble toutefois que la nouvelle équipe soit maintenant disposée à négocier avec le Fonds monétaire international. Au prix d'un certain nombre de mesures : changement de parité du naira, suppression des subventions intérieures, libéralisation des importations, on pourrait assister à une reprise marquée de l'activité du pays en 1986. Il est cependant trop tôt pour en apprécier l'ampleur et, par conséquent, les conséquences sur l'économie des Etats limitrophes.

En France, l'accroissement de la demande des biens de consommation et d'équipement demeure encore modeste. Nous en tirons malgré tout des résultats honorables grâce au dynamisme de notre personnel et à une meilleure productivité de nos organisations.

Ces conditions commerciales plus favorables, associées aux effets des restructurations auxquelles nous avons procédé en 1984, expliquent la progression notable des résultats courants. Avec toutes les réserves d'usage, je pense que l'exercice devrait se poursuivre de façon satisfaisante.

Dans un environnement haussier, la Bourse continue à apprécier votre titre, avec des cours oscillant entre 500 et 1.050 francs.

Je vous prie d'agréer, cher actionnaire, l'assurance de ma considération très distinguée.

PAUL PAOLI

IN INFORMATIQUE

FILIALISATION PAR INTERTECHNIQUE DE SON ACTIVITÉ INFORMATIQUE

Les assemblées générales extraordinaires des actionnaires d'Interinformatique et de sa filiale In-Informatique, annoncées par notre communiqué du 24 juillet, se sont tenues le 30 août 1985.

Elles ont approuvé à l'unanimité l'apport par Interinformatique à sa filiale de son activité informatique. Cet apport devient donc effectif à cette date, avec effet social au 1^{er} janvier 1986.

En rémunération de cet apport, Interinformatique a reçu 1 453 140 actions de 100 F d'In-Informatique.

Lors de la même réunion, les actionnaires d'In-Informatique ont approuvé une augmentation de capital réservée de 61 855 000 F, par l'émission de 618 550 actions nouvelles d'un nominal de 100 F chacune, émises à 289,30 F, soit 179 300 F de prime.

Ces actions ont été souscrites en totalité le 10 septembre.

In-Informatique s'est engagée à introduire ses actions au second marché de la Bourse de Paris le 5 décembre 1985. Les nouveaux souscripteurs se sont engagés de leur côté à proposer au marché des actions leur appartenant, pour une quotité comprise entre 10 et 15 % du capital total d'In-Informatique, le solde de leurs actions ne pouvant être vendu avant juin 1986. Interinformatique, pour sa part, garde la totalité des actions reçues en rémunération de son apport.

locafinancière

Les engagements nouveaux conclus depuis le 1^{er} janvier 1985, d'un montant de 68,2 millions de francs, ont porté sur :

- L'acquisition de nature patrimoniale d'un immeuble de bureaux, Boulevard Malesherbes à Paris, pour 17,5 millions de francs ;
- L'acquisition de nature patrimoniale, en indivision avec une autre Société, d'un immeuble de bureaux, Avenue de Wagram à Paris, pour 28 millions de francs ;
- Le financement en crédit-bail, en indivision avec une autre Société, de la deuxième extension de l'Aérogare de Fret de Roissy, pour 18,5 millions de francs ;
- Le financement en crédit-bail, en indivision avec une autre Société, de l'hôtel Ibis de Toulon, pour 4,2 millions de francs.

55 % du dividende 1984 a été payé en actions de la Société à la suite de l'opération offerte aux actionnaires, ce qui a entraîné la création de 67 174 actions nouvelles.

L'exercice 1985 devrait permettre à Loca-financière de dégager, après amortissement de plus de 10 millions de francs de frais liés essentiellement aux importantes acquisitions patrimoniales réalisées, un bénéfice en augmentation sur celui de 1984 et de distribuer un dividende dont la progression devrait être supérieure au taux d'inflation.

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration réuni le 18 septembre 1985 a constaté l'augmentation de capital consécutive au paiement en actions du dividende de l'exercice 1984. Il s'est réjoui de la confiance et de l'attachement manifestés à la société par ses actionnaires. Les propriétaires de 67 % des actions ayant opté pour le paiement du dividende en actions. Le capital de la société a, en conséquence, été augmenté de 4 250 500 F et porté à 531 105 500 F, divisé en 5 311 055 actions de 100 F nominal.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - obligations 13,40 % - 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1984 au 23 septembre 1985 seront payables à partir du 24 septembre 1985 à raison de 603 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 1) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 67 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 100,45 F, augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 49,85 F.

CNT - obligations TMO - 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1984 au 23 septembre 1985 seront payables à partir du 24 septembre 1985 à raison de 528,04 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 1) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 58,67 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 67,97 F, augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 434,21 F.

Il est rappelé qu'en application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les deux emprunts mentionnés ci-dessus ne sont pas matérialisés par la création de titres ; en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

MARCHÉ

PARIS

18 septembre

Effacement : - 0,30

Le marché a ouvert en baisse de 0,30 point, à 2.295,50. Les cours ont ensuite évolué dans une fourchette étroite, avec une légère tendance haussière à la fin de la séance. Le CAC 40 a terminé à 2.295,50, en baisse de 0,30 point par rapport à la veille. Les valeurs étrangères ont également été touchées par la baisse, avec une chute de 0,20 point pour le DAX. Les obligations ont été peu touchées, avec une baisse de 0,10 point pour les obligations à court terme. Les actions ont été plus touchées, avec une baisse de 0,50 point pour les actions à court terme. Les valeurs immobilières ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de placement ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de consommation ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de santé ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de technologie ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de transport ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de communication ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de commerce ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de finance ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services financiers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services aux entreprises ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services aux particuliers ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services publics ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services sociaux ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services culturels ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services sportifs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0,10 point pour les valeurs à court terme. Les valeurs de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de services de loisirs ont été touchées par la baisse, avec une chute de 0

Le Monde

L'ASSEMBLÉE DE LA SARL LE MONDE

Un nouveau pas sur la voie du redressement

En prenant ses fonctions, le 21 janvier de cette année, la nouvelle direction du Monde avait annoncé la mise en route d'un plan de redressement destiné à tirer l'entreprise de la situation financière dramatique où elle se trouvait alors. Les grandes lignes de ce plan ont été approuvées, comme on le sait, au mois de mai, par les trois sociétés de personnel et par l'assemblée de la SARL editrice. Son application se poursuit depuis lors méthodiquement (1).

1) Les décisions prises en ce qui concerne la masse salariale, dont le poids sur les comptes du journal était notoirement excessif, conduisent à une réduction globale de l'ordre de 20 %. Un cinquième des emplois ont été supprimés ou sont en passe de l'être. Les salaires ont été diminués dans des proportions importantes. L'accord conclu, également en mai, avec le comité intersyndical du Livre parisiens sur la fermeture partielle de notre imprimerie de Saint-Denis et la modification des horaires de travail avec la réduction d'effectifs correspondante est entré en vigueur le 1^{er} juillet dernier.

2) Une nouvelle assemblée de la SARL, réunie le 18 septembre, a approuvé à l'unanimité les modalités et conditions de la promesse de vente des immeubles parisiens du Monde conclue le 5 août (2). La signature de l'acte authentique pourra donc avoir lieu aussitôt qu'auront abouti les diverses démarches administratives nécessaires, c'est-à-dire en octobre ou en novembre.

Saisis de plusieurs propositions très supérieures aux estimations initiales, nous avons en fin de compte traité, par l'intermédiaire du cabinet Septime, avec ARC, société immobilière du groupe Worms, dont les conditions nous ont paru les plus intéressantes. Nous nous sommes engagés à libérer les locaux au plus tard au 1^{er} septembre 1989, notre intention maintes fois exprimée étant de regrouper avant cette date, en un lieu unique, les moyens d'impression du Monde actuellement répartis entre la rue des Italiens et notre usine de Saint-Denis.

3) La même assemblée a approuvé, par 859 parts sur 1 000, contre 90 (Société des cadres et des employés) et 51 abstentions (un porteur de parts A), le protocole d'accord

signé le 2 septembre dernier avec la société Régie-Presses (3), représentée par Marcel Bleustein-Blanchet et Bruno Desbarats, en vue de la constitution d'une société anonyme Le Monde Publi- cité, qui prendra en charge la régie publicitaire du journal. Le Monde détiendra 51 % du capital de cette société, dont il nommera le président. L'administrateur-directeur général sera désigné par Régie-Presses, dont l'apport de capital se chiffre à 15 millions de francs.

4) La réduction de la masse salariale, la vente des immeubles et la fiscalisation de la publicité auront pour effet un allègement considérable de l'endettement et des comptes du Monde, dont l'exploitation devrait, à très brève échéance, redevenir bénéficiaire. C'est donc dans une perspective nouvelle qu'il convient d'apprécier la prochaine étape du plan de redressement : l'augmentation du capital social de la SARL. Il ne s'agit plus tant maintenant de nous aider à reconstruire nos fonds propres que de nous donner les moyens de la politique de relance que nous sommes décidés à mettre en œuvre et, d'une manière plus générale, d'associer les amis du Monde à la renaissance de leur journal.

Le principe de cette augmentation a été approuvé à la quasi-unanimité, rappelons-le, par l'assemblée de la SARL editrice en date du 31 mai dernier. La résolution alors adoptée autorise le gérant à créer 330 parts nouvelles pour un montant maximum de 35 millions de francs, prime d'émission comprise, étant entendu qu'une société de lecteurs à créer souscrira un certain nombre de ces parts nouvelles. Les lecteurs qui ont bien voulu déjà nous proposer leur concours seront mis très rapidement au courant des modalités pratiques de l'opération et invités à devenir des membres fondateurs.

Nous sommes, d'autre part, en contact avec un certain nombre d'investisseurs éventuels, publics et privés, qui paraissent disposés à souscrire des parts nouvelles de la SARL Le Monde dans la limite de 25 % du capital, société des lecteurs comprise, conformément à la proposition faite par les gérants devant l'assemblée du 31 mai 1985.

5) Parallèlement à ces diverses actions, nous poursuivons la rénovation du contenu et

de la présentation de notre journal à laquelle auxquelles nous allons nous consacrer maintenant en priorité. Nous avons allégé la présentation de la première page et des suppléments, déjà transformés le Monde aujourd'hui, ressuscité « Le Monde des sciences et de la médecine », créé une page hebdomadaire sur l'éducation. De nouvelles chroniques ont été ouvertes. Une dizaine de journalistes confirmés ont été engagés, venant d'horizons divers. D'autres vont les rejoindre.

Toutes les enquêtes faites auprès de nos lecteurs montrent que, dans leur immense majorité, ils souhaitent un journal plus lisible, des articles plus ramassés, une mise en pages plus claire, plus dégagée, une distinction plus éminente entre l'information et le commentaire. Ils estiment qu'à notre époque la photographie ou le dessin significatif constituent une composante essentielle de l'information.

Toutes ces préoccupations rejoignent les nôtres. Celles non seulement de la direction et de la rédaction en chef mais de la grande majorité du personnel de cette maison, telles qu'on les entend s'exprimer dans les réunions du comité de rédaction, du comité d'entreprise ou des négociations syndicales. Cadres administratifs et techniques, journalistes, employés, ouvriers, nous leur avons à tous beaucoup demandé. Aux sacrifices financiers qu'ils ont été nombreux à consentir, aux départs qui créent des vides importants et augmentent la charge de travail de ceux qui restent, s'ajoutent les bouleversements d'habitudes qu'entraînent les nombreux changements en cours. Nous sommes convaincus que la mise en application pratique des décisions prises dissipera rapidement les inquiétudes qui ont pu naître de ce fait.

L'assemblée de la SARL du 18 septembre s'est déroulée dans un climat de confiance et d'enthousiasme. Il ne faisait de doute pour aucun de ses participants que le Monde, après une longue, une trop longue période de doute, avait pris un nouveau départ.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) « Une étape dans la vie du Monde » (Le Monde du 4 juin 1985).
(2) Le Monde du 7 août.
(3) Le Monde du 4 septembre.

En Argentine

LA PRISON À PERPÉTUITÉ EST REQUISE CONTRE CINQ MEMBRES DE LA JUNTE

Buenos-Aires (AFP). - Le procureur fédéral, M. Julio Strassera, a requis mercredi 18 septembre la prison à perpétuité contre cinq des neuf membres des juntas militaires au pouvoir de 1976 à 1982, les généraux Jorge Videla et Roberto Viola, les amiraux Emilio Massera et Armando Lambruschini, ainsi que le général Orlando Agosti (armée de l'air), pour violation des droits de l'homme durant les opérations de répression de la guérilla.

Le procureur a réclamé quinze ans de détention pour les généraux Galtieri et Graffigna, douze ans contre l'amiral Jorge Anaya et dix ans contre le général Lami Dozo. Il a également demandé la « dégradation » pour les membres de la première junte, Videla, Massera et Agosti.

Pour la première fois depuis le début du procès, le public a manifesté aux cris d'« assassin » et a acclamé le procureur, qui venait de requérir et a déclaré devant le public : « Nunca mas » (jamais plus). Symbole plus qu'évocateur, « Nunca mas » est ce effet le titre du rapport publié en 1984 par la Commission d'enquête sur les personnes disparues (CONADEP).

Le réquisitoire commencé jeudi dernier, a duré près d'une trentaine d'heures. Les avocats de la défense auront la parole dans quinze jours, le tribunal devant rendre sa sentence au mois de décembre.

L'AGENCE TASS DÉMENT QUE DE NOUVEAUX SS-20 SOIENT INSTALLÉS EN EUROPE

L'agence Tass a démenti, mercredi 18 septembre, les informations communiquées à l'OTAN selon lesquelles l'URSS aurait installé dix-huit fusées supplémentaires à moyenne portée SS-20 depuis juin dernier, portant le nombre total de ces engins à quatre cent quarante et un (Le Monde du 19 septembre).

Dans un commentaire de son « observateur militaire », l'agence soviétique écrit : « L'Union soviétique s'en tient fermement à tous ses engagements, y compris à celui concernant le moratoire sur le déploiement dans la partie européenne du pays d'armements nucléaires à moyenne portée ».

L'agence rappelle que ce moratoire, proclamé le 8 avril dernier, prend fin en novembre prochain et ajoute : « La décision qui sera prise ensuite dépend des Etats-Unis. Suivront-ils le bon exemple de l'Union soviétique en arrêtant le déploiement en Europe de leurs missiles à moyenne portée ou non ? ».

On note toutefois que l'agence soviétique ne donne aucun chiffre sur l'arsenal de SS-20 et qu'en rappelant que le moratoire ne s'applique qu'aux missiles déployés dans la partie européenne de l'URSS elle s'exclut pas que de nouveaux engins soient actuellement installés en Sibérie, visant l'Asie.

• Explosion à Munich. - Une violente explosion s'est produite, jeudi matin 19 septembre, dans une chambre forte où étaient entreposés des explosifs, au siège de la police judiciaire régionale de Bavière à Munich, a annoncé la police. Les pompiers munichois sont arrivés sur les lieux en grand nombre mais, à cause d'un fort dégagement de fumée, n'ont pas réussi à s'introduire dans les couloirs souterrains où se trouve cette chambre forte. La police n'a pas pu préciser si des fonctionnaires se trouvaient dans cette partie du bâtiment au moment de l'explosion, dont on ignore les causes. - (AFP).

Sur le vif

Sacre

Vous êtes invité, vous, à Birmingham ? Qu'elle a l'exclusivité des noces royales ? Elle ne s'est pas regardée. D'ailleurs, c'est pas compliqué, qui va commenter les épousailles du siècle avec l'amphe et le pathos de circonstance ? Tonton Léon so-même. Zitrone s'est en effet arraché de son lit d'hôpital en se cramponnant au miroir de Canal Plus. Quant à Sardou, il ira jouer les radio-reporters sur RMC.

Quoi d'autre encore ? C'est Cacharel qui casque, Ricard et Orange qui arrosent, et Mercedes a mis la limousine réservée au pape lors de son dernier séjour à Paris à la disposition du jeune couple. J'ai l'impression que l'on oublie. Ah ou, Giorgio et Harlowe, auraient accepté de donner une leçon de cohabitation au mari. Ça peut toujours servir. D'autant qu'on prête à l'interviewer privilégié du président de la République des ambitions politiques. Si, si, il viserait la mairie de Paris. D'abord, il se range. Ensuite, il se lance. Un gros lancement. Si après ça il ne se vend pas, c'est à désemparer des milliers de ruminants qui regardent passer sur leur écran le train de Lady Di. Non, mais, qu'est-ce qu'elle s'imagine la troupe de

Birmingham ? Qu'elle a l'exclusivité des noces royales ? Elle ne s'est pas regardée. D'ailleurs, c'est pas compliqué, qui va commenter les épousailles du siècle avec l'amphe et le pathos de circonstance ? Tonton Léon so-même. Zitrone s'est en effet arraché de son lit d'hôpital en se cramponnant au miroir de Canal Plus. Quant à Sardou, il ira jouer les radio-reporters sur RMC.

CLAUDE SARRAUTE.

BSN apporte aux Verreries champenoises ses activités dans la gobeletterie et les pots industriels en verre

BSN apporte aux Verreries champenoises ses activités dans la gobeletterie et les pots industriels en verre pour former un nouvel ensemble dans lequel le géant français de l'agro-alimentaire détiendra 50 %, mais dont le pivot industriel sera les Verreries champenoises. Le nouvel ensemble, employant 2 200 personnes et réalisant 1 milliard de francs de chiffre d'affaires, se placera en deuxième rang européen.

Cette concentration résulte d'un constat : le marché de la gobeletterie (vaisselle en verre) est dominé actuellement par les Verreries d'Arques, numéro un mondial, devant l'américain Anchor Hocking. C'est un secteur très difficile, où tout le monde perd de l'argent en France ; Saint-Gobain, BSN et les Verreries champenoises, sauf les Verreries d'Arques, qui tiennent 75 % du marché avec 2,5 milliards de chiffre d'affaires.

En unissant leurs activités et leurs moyens techniques, BSN et les Verreries champenoises (société familiale, dont Anchor Hocking est actionnaire à 25 %) espèrent, avec l'appui technique américain, atteindre la taille critique et perdre moins d'argent. Dans le domaine des pots

industriels, qui est bénéficiaire, où BSN, le numéro deux européen derrière Saint-Gobain Emballages, est le spécialiste des produits de petite dimension (aliments pour bébés et yaourts), et où les Verreries champenoises sont moins actives, le nouvel ensemble couvrira 50 % du marché face à Saint-Gobain. Son siège social sera à Reims et regroupera les deux usines de BSN situées à Givors et Rive-de-Gier.

Cette opération témoigne de l'agilité de la lutte sur des marchés très concurrentiels, où la concentration des moyens s'impose aux partenaires. Pour BSN, qui préfère confier ses activités à un concurrent mieux placé, en gobeletterie tout au moins, elle permet de doubler la taille de l'outil et d'obtenir une meilleure rentabilité.

On remarquera que c'est la deuxième opération de ce genre effectuée récemment par ce groupe de l'agro-alimentaire, la précédente étant la cession à Ortiz-Miko, mieux placé, de son secteur crèmes glacées et surgelés (Nouki et Figeac), trop minoritaire sur le marché et fortement déficitaire.

F. R.

LE CNPF PROTESTE CONTRE LA GRÈVE DES CONTRÔLEURS AÉRIENS

Le Conseil national du patronat français (CNPF) a élevé une protestation contre les arrêts de travail des contrôleurs de la navigation aérienne qui, selon lui, « pénalisent l'économie française ».

La seconde journée de grève devrait, ce jeudi, provoquer la même paralysie que la veille. Les vols intérieurs sont inexistants à l'exception de ceux maintenus entre la Corse et le continent. Les vols moyen-courriers, notamment vers l'Europe, ne sont pas assurés à plus de 10 % de la normale. Quant au programme allégé des liaisons long-courriers, il s'écroule normalement à l'exception de quelques retards au décollage.

Les pays limitrophes de la France voient leurs liaisons internationales très perturbées par le refus des contrôleurs de prendre en charge les vols transitant par l'espace aérien français.

Le gouvernement étant décidé à ne pas satisfaire, au moins à court terme, la demande des syndicats d'intégrer les primes dans le calcul des retraites, une nouvelle grève pourrait être à nouveau décidée par la CGT, la CFDT, le SNCTA (contrôleurs autonomes) et le Sepac (autonomes).

UN VIOLONISTE CHINOIS REMPORTE LE PREMIER CONCOURS MEHJIAN

Dix-neuf lauréats (1), sur vingt et un participants, ont été retenus à l'issue du premier Concours international de violon Yehudi Menuhin, le 18 septembre, salle Pleyel, en présence de M^{me} Bernadette Chirac.

Le concours a été d'un très bon niveau, sans être exceptionnel. Les plus récompensés furent le Chinois Hu Kun (vingt-cinq ans, quatrième prix du récent concours Reine-Elisabeth) et le Roumain Florin Paul (vingt-ans, deuxième prix du concours Tübingen 1977).

Le premier est un merveilleux violoniste, même s'il a pas entièrement dominé le foudroyant Concerto de Sibelius ; à lui le Grand Prix de la Ville de Paris (50 000 F). Le second est un parfait stylistique ; il manque cependant de rayonnement personnel.

Le plus doué nous a paru l'Autrichien Beni Schmid (dix-sept ans), qui s'est contenté de remporter les catégories préclassique et jazz. Plein de passion, il devra encore rectifier quelques écarts, mais quelle image « inoubliable » (dit Menuhin) il a donné de la Passacaille de Heinrich Bibert !

J. L.

(1) Dont cinq Français : Gilles Apen, lauréat de la catégorie contemporaine, Christophe Poizat, mention pour la musique française, Dominique Jachon et Catherine Bourgois, « candidats des plus prometteurs », et Sylvie Dussan-Brunier, « mention spéciale du jury ».

Sur CFM de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Lyon (100,3 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

JEUDI 19 SEPTEMBRE « LE MONDE » reçoit M. EDGARD PISANI ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie avec PHILIPPE BOUCHER

VENDREDI 20 SEPTEMBRE JÉROME SAVARY sera face à « Le Monde » avec CDELETTE GODARD et CHRISTIAN VILLAIN

(Publicité)

“La Rolls des mach. écrire” dit Duriez

SI VOUS TAPEZ vous-même, journaliste, homme (ou femme) de média, d'écriture, de communication, site et rapide, offrez-vous la Force de Frappe N° 1. La Rolls compacte des machines à écrire, la nouvelle Canon AP 150.

- Mémoire 2000 caractères • Ecran 30 caractères • Correction d'1 ligne (en mémoire) • Centrage • Tabul. décimal
- Alignement à droite • Soulignement • 3 espaces, dont 1 variable selon larg. du caractère • 16 écritures (116 m. g.) • 6495 F n.c.
- Options : Mémoire - 8.000 caractères : 587 F n.c. • Connectable ordinateur par interface RS 232 • Traitement de texte Canon avec grand écran et lecteur de quêtes. Poids 9,8 kg. • “Ce qu'il y a de mieux pour un particulier”. Croquez la fabrique Canon et le Plan Duriez.
- 5 autres Canon, de 1690 F à 8352 F n.c. • 112, Bd St-Germain.

Le numéro du « Monde » daté 19 septembre 1985 a été tiré à 489 564 exemplaires

(Publicité)

Pantalons DOUBLÉS, POUR HOMME, en flanelle : 189 francs !

Une veste de saison 296 F, un costume en tissu Dormeuil 890 F, etc. Pourquoi pas des microvêtements ? Parce que les créations masculines Guy d'Amberg sont des ventes jusqu'à 68, en direct, par les Entrepreneurs du Marais. Au M^{re} St-Sebastien-Frossard, 3, rue du Port-au-Choux. 3^e, du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + I S L M

JUSQU'AU 28 SEPTEMBRE 1985

1 MACINTOSH 512 K

1 MACWRITE ET MACPAINT 1 imprimante IMAGEWRITER

+ 1 logiciel JAZZ de LOTUS + 1 lecteur supplémentaire externe

= 39.990 F T.T.C. SEULEMENT !!

Interdit, leasing possible ! Ces éléments peuvent être achetés séparément.

Apple

INTERNATIONAL COMPUTER

Le centre Génom de la Micro-Informatique

26, rue du Renard 75004 Paris Beaubourg - tél. 272.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 Marseilles - tél. 37.25.03

JE NE PEUX PAS VOUS DIRE LE NOM DES GRANDES MARQUES QUE NOUS VENDONS NI SURTOUT A QUEL PRIX NOUS LES VENDONS C'EST UN ENGAGEMENT QUE J'AI PRIS ET QUE JE RESPECTE. MAIS CE QUE JE PEUX VOUS DIRE C'EST QUE :

STEPHANE MEN'S N° 1

DU DISCOUNT DE LUXE VOUS OFFRE LES GRANDES MARQUES DU PRÊT-À-PORTER MASCULIN ET FÉMININ

À DES PRIX É-TON-NANTS !

ET SA FABRICATION EN « DORMEUIL » POUR HOMMES ET POUR FEMMES LE PANTALON 395 F LA VESTE-BLAZER 895 F LE COSTUME OU TAILLEUR 1295 F

5, RUE WASHINGTON (M^{re} GEORGE-V) ET 130, BLD ST-GERMAIN (OCCOEN) RECOMMANDÉ PAR « GAULT ET MILLAU » ET « PARIS PAS CHER »

OUVERT, DU LUNDI AU SAMEDI DE 12 H À 19 H 30.

TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE

IBM PC ORDI

30 F chez votre marchand de journaux

CHEZ MEYROWITZ, LE VERRE VARILUX C'EST TOUJOURS UN SUCCÈS !

MEYROWITZ OPTICIEN, LA MAÎTRISE DE LA VISION INTÉGRALE

5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

مركز من الأصل